

La Nouvelle Législation de la Naturalisation en France.

THÈSE POUR LE DOCTORAT

(Sciences Juridiques)

Présentée et soutenue le 5 juin 1937, à 14 heures

PAR

CHARLES AYOUB

Président : M. DE GEOUFFRE DE LA PRADELLE, *Professeur.*

Suffragants { M. LÉVY-ULLMANN, *Professeur.*
M. DONNEDIEU DE VABRES, *Professeur.*

LIBRAIRIE DU RECUEIL SIREY

Société Anonyme

22, rue Soufflot, PARIS (V^e)

1937



Digitized by the Internet Archive
in 2026

THÈSE
POUR LE DOCTORAT

*La Faculté n'entend donner aucune approbation
ni improbation aux opinions émises dans les thèses ;
ces opinions doivent être considérées comme pro-
pres à leurs auteurs.*

La Nouvelle Législation de la Naturalisation en France.

THÈSE POUR LE DOCTORAT

(Sciences Juridiques)

Présentée et soutenue le 5 juin 1937, à 14 heures

PAR

CHARLES AYOUB

Président : M. DE GEOUFFRE DE LA PRADELLE, *Professeur.*

Suffragants { M. LÉVY-ULLMANN, *Professeur.*
 { M. DONNEDIEU DE VABRES, *Professeur.*

LIBRAIRIE DU RECUEIL SIREY

Société Anonyme

22, rue Soufflot, PARIS (V^e)

1937



La France a cent millions d'habitants dans son Empire qui peut être économiquement développé à l'infini. Chacun y peine pour son pain quotidien, mais aussi pour un idéal. Celui qui a toujours animé les Français de toutes races, de toutes classes et de toutes conditions, c'est de léguer à nos enfants une vie meilleure dans la Patrie embellie.

P.-E. FLANDIN.

Déclaration ministérielle du 13 novembre 1934.

Je place au-dessus de tout, le respect de la parole et le maintien du contrat.

E. HERRIOT.

Discours prononcé à Château-Thierry, le 25 novembre 1934.

INTRODUCTION

LA NATURALISATION EN FRANCE. LES DIVERS ASPECTS DU PROBLÈME.

Il n'y a pas de race française. Il y a des races françaises, mais depuis si longtemps mêlées que, semblables aux couleurs du prisme qui, par des degrés insensibles, se fondent l'une dans l'autre pour compenser la lumière blanche, elles ont, dans leur ensemble, finalement constitué une seule et solide formation politique traditionnelle : le peuple français.

Les ethnographes s'accordent à reconnaître que ces races originelles qui, par afflux successifs ou simultanés, ont collaboré à la création de l'organisme français, correspondent à un certain nombre de types fondamentaux que l'on retrouve encore aujourd'hui d'autant moins altérés que l'on s'éloigne du centre de la France dans la direction de ses frontières.

C'est ainsi, pour nous en tenir à quelques exemples essentiels, que la survivance du type scandinave est encore assez apparente dans notre région normande; du germain dans les marches de l'est et du nord; du ligure dans nos départements du sud-est; du celtique dans

nos provinces bretonnes; de l'arabe sur les rives de la Méditerranée occidentale et dans le Midi pyrénéen.

Comme chacune de ces races constitue l'élément de base le plus constant de la population nationale dans chacun des pays limitrophes de la France, on a justement fait observer que celle-ci est, par toutes ses variétés, un abrégé ethnique de l'Europe occidentale et que, si l'on voulait donner l'idée d'un type européen abstrait, l'« homo occidentalis », c'est le Français d'Entre-Seine-et-Loire qu'il faudrait décrire. (1)

(1) Chacun des éléments dont le mélange a formé la population française se ramène au type relativement pur des nations voisines. Si l'on remonte le cours de la Seine, on rencontre sur les plateaux de la Champagne et de Bourgogne, des populations de plus en plus robustes, de haute stature, au teint, aux cheveux et aux yeux clairs. Dans les Vosges, en Flandre, en Lorraine, ces caractères s'accroissent et s'éloignent de plus en plus du type qu'on appelle le « petit Français ». En Alsace, on se trouve en présence de véritables Allemands. L'Allemand semble donc, au premier abord, le type et l'ancêtre du Français du Nord-Est et sa présence est d'autant plus apparente qu'on se rapproche du Rhin. C'est également à l'une des variétés du groupe teutonique, la race scandinave, qu'appartiennent les populations de la Normandie, principalement sur la rive droite de la Seine. La cause historique en est assez récente pour dispenser de toute induction ethnogénique.

Les Français du Sud-Est présentent d'incontestables analogies avec les populations de la Haute-Italie. Personne ne ressemble plus à un natif de Lyon que le natif de Turin ou de Milan. C'est la même taille courte, les mêmes yeux bruns, les mêmes traits ronds. Aux abords de la Méditerranée, ces caractères s'accroissent et deviennent semblables à ceux des races de l'Italie moyenne et maritime. Ça et là, dans toute la région méditerranéenne, de Montpellier à Nice, et de l'autre côté des Cévennes, dans les vallées méridionales, riveraines de l'Océan, un grand nombre de figures reproduisent le type d'une race encore plus étrangère, celle des Arabes

De longs siècles ont à ce point brassé, sur toute l'étendue de notre sol, la matière ethnique française que, même dans le cercle étroit de la région ou de la localité, ces races diverses trouvent chacune leurs représentants qui, dans leur habitus, leur visage et leur tempérament, révèlent encore la permanence de quelques-uns des traits ancestraux. « Un Allemand, remarque M. de Boisjoslin, ressemble plus à un Allemand qu'un Français à un Français et, dans une même ville d'Allemagne, on peut trouver mille Allemands qui sont la copie l'un de l'autre. Dans une ville de France, on voit beaucoup moins de ces exemplaires d'un même

qui, en effet, ont conquis ces régions et qui avaient même, dans les temps les plus reculés, des représentants sur nos côtes, par leurs congénères phéniciens.

L'aspect des populations de la Dordogne, de la Gascogne et des vallées pyrénéennes, enfin tout ce qu'on appelait l'Aquitaine, se rapproche, par un mouvement de plus en plus décidé, du type extrême de leur série, qui est l'Espagnol.

La race de la France centrale (Auvergne, Berry, Poitou, Marche, Orléanais, Bourbonnais) a quelques traits de ce type moyen de l'Aquitaine et d'autres traits, en plus grands nombre, des populations du Sud-Est, en tant qu'on peut se représenter celles-ci parfaitement pures de sang oriental. C'est une petite race brune, fine et vivante en certains cantons, dans d'autres, trapue et forte, mais presque partout remarquable par la rondeur de la tête, la coloration chaude du visage et le bouclé des cheveux, souvent par la finesse des pieds et des mains; telle enfin que les anciens ont décrit les Ligures et que nous voyons encore les habitants de la Suisse romande. Plus on avance, en suivant le cours de la Loire, dans la presqu'île occidentale de la France, plus on retrouve l'accentuation de ces caractères. C'est dans la Vendée et sur le plateau de la Bretagne, que ces traits sont le plus marqués. La taille est petite et courte, la tête et le visage ronds, les yeux noirs, gris ou bleu foncé, les cheveux

modèle humain. La forme du crâne, le dessin du visage, la taille témoignent des mélanges les plus fatigués. Ainsi, c'est en France qu'il y a le plus de différence de population à population et d'individu à individu. »

Nous avons tout à l'heure indiqué que la survivance du type arabe était encore fort sensible sur les rivages occidentaux de la Méditerranée et dans les régions pyrénéennes. Si nous croyons devoir insister sur l'importance de cet élément dans la constitution ethnique du peuple français, c'est qu'elle paraît avoir été trop souvent regardée comme secondaire, quand elle n'a pas été presque totalement négligée, alors que les invasions des Arabes et leurs installations sur le territoire

noirs. Ce type se retrouve dans les populations occidentales des Iles britanniques, les Celtes de Galles, d'Ecosse et d'Irlande.

Mais tout à coup, sur les côtes de cette même Bretagne, la taille s'élève, les traits s'agrandissent, le teint s'éclaircit, la tête devient haute et longue, les cheveux sont blonds ou châtain clair, les yeux bleus. On croit voir le portrait vivant des Gaulois, si souvent tracé par les anciens. Et il est remarquable que le même type breton se retrouve aussi, dans des proportions numériques analogues, chez les Kymrys des Iles britanniques, au milieu de populations brunes qui reproduisent le type central de la Bretagne française.

Enfin, la région située entre la Seine et la Loire, où affluent tous les émigrants des départements et de l'étranger, a vu se produire, par le mélange des peuples du Nord et du Midi, la race la plus mixte et la moins semblable, dans son ensemble, à l'une ou l'autre des races primitives; celles-ci trouvaient pourtant, dans cette confusion, leurs représentants les plus évidents. Paris cosmopolite exagère encore ces caractères.

Extrait de l'ouvrage : *Les Peuples de la France* (Ethnographie Nationale) de JACQUES DE BOISJOSLIN. Paris, 1878, Didier et Cie, p. 2-4.

français ont exercé l'influence la plus profonde dans l'histoire et, si l'on peut dire, la physiologie même de l'organisme national.

D'autre part, si l'on considère que, dans sa grande majorité, notre population coloniale est une population arabe, il n'est pas sans intérêt, surtout dans le moment présent, de mettre en lumière les lointaines affinités naturelles qui expliquent et légitiment la gravitation des peuples arabes — Afrique du Nord et proche Orient — dans l'orbe de la civilisation française.

Nous ne pouvons mieux faire, à ce propos — en nous excusant de la longueur nécessaire de la citation — que de reproduire la documentation si probante que M. de Boisjolin a rassemblée en quelques pages de son livre *Les Peuples de la France*.

M. de Boisjoslin rappelle que la seconde invasion à main armée, en Gaule, d'un peuple sémitique eut lieu au septième siècle, dans l'explosion de la propagande islamique. L'Aquitaine fut inondée de Sarrasins. « Mal défendue par les dynasties allemandes, écrit-il, elle aurait suivi le sort de l'Espagne, sans la résistance des Francs austrasiens, qui s'avancèrent jusque sur la Loire, à leur rencontre.

» Cependant, les relations entre l'Islam et la Germanie ne furent point rompues. Les princes allemands des vallées pyrénéennes épousèrent, après la bataille de Poitiers, des princesses sarrasines. Au milieu du moyen âge, toutes ces alliances ont porté leurs fruits; la noblesse albigeoise se souvient de ses origines sarrasines et juives, fait cause commune avec les municipalités

contre la féodalité du Nord. Il existe encore à Dax, dans les Landes, des types bien évidemment arabes, en face même de la ville d'Aire, l'ancienne capitale des rois Wisigoths. On a retrouvé tout récemment la généalogie de Montaigne; il descend d'un Eyquem, marchand juif ou sarrasin, ancien serf. Les arabes d'Abdérame ont d'ailleurs laissé des descendants jusqu'aux bords de la Loire, mais ce sont des individus, on ne les rencontre pas par groupes.

» De l'autre côté des Cévennes, l'invasion musulmane ne fut pas moins active. Les Juifs qui ouvrirent aux Arabes les portes de Montpellier, avaient préparé leur arrivée en Septimanie, partout administrant sous leur nom. En vain, Charlemagne, ayant recouvré cette province sur les Arabes, y fit venir des colons saxons, l'établissement sémitique persista. La pénétration a d'ailleurs été profonde : la race ligure, gallo-romaine, au milieu de laquelle les Arabes s'établirent, ne dédaigna pas leurs alliances; la fusion des idées ne fut pas moins active que celle des races. A Montpellier, une sépulture d'évêque du XI^e siècle, découverte en 1863, laissa voir sur l'étole des versets du Coran.

» L'invasion des Sarrasins suivit encore la voie des Alpes. Les colons arabes de Fraxinet, sur le Golfe de Gênes, après avoir ravagé Orange, se fortifièrent dans les montagnes, d'où ils descendaient périodiquement, s'unissant par des mariages (du VIII^e au XI^e siècle) aux femmes du pays. Ils ne furent réduits qu'au moment des Croisades. La féodalité provençale se ligua contre eux, les extermina; mais on ne put détruire les

familles chrétiennes qui, depuis quatre siècles, devaient leur orginie aux colons de Fraxinet. »

On ne saurait être surpris de la persistance du type arabe sur les bords de la Méditerranée occidentale et dans les montagnes du Sud de la France, où la résistance des Sarrasins demeura si longtemps victorieusement retranchée, lorsqu'on sait que, même dans les régions de l'Est et du Nord-Est, subsistèrent longtemps des établissements arabes.

« Jusque dans les régions de la Saône et des Vosges, écrit en effet le même auteur, ce mouvement arabe a pénétré soit par la colonie venue de Fraxinet, soit surtout par les Sarrasins du Languedoc qui remontaient le cours du Rhône. Des villages entiers sont peuplés de Sarrasins. Seillonas, Benoncle, Odomas, dans le Bugey; Beauges, l'Arc dans la Savoie. La Garde-Fraisnet garde encore le nom originaire de Fraxinetum (Var). Novallèse, dans la vallée de Suse; Pegro Impeio (Petra Impia), près Sisteron; des villes même, telles Fréjus, Gap, Grenoble, possèdent de véritables descendants des Arabes.

» Deux autres régions de la France gardent encore les restes de populations sémitiques : la Bresse a ses Burins et ses Chizerots, noms d'origine inconnue, mais qui s'appliquent à des populations de type fortement arabe, peut-être un prolongement de la colonie de Fraxinet. Ils habitent les villages de Boz, Arbigny, Lermoyer, Oran et Uchizy (Saône). L'Auvergne a ses Marrans, dont le nom, cette fois, est reconnaissable. Ce sont des Maures expulsés d'Espagne en 1610. »

Ainsi cette participation du métal arabe à l'alliage français ne saurait être tenue pour accidentelle ni superficielle. Elle n'est pas moins réelle, moins constante et, pour les régions du sud de la Loire notamment, moins manifeste que la participation des autres éléments ethniques fondamentaux comme le Celte, le Germain ou le Ligure.

L'influence si féconde et si décisive qu'au moyen âge surtout, l'esprit et la sensibilité arabes ont exercée sur le développement de notre civilisation nationale, s'explique à l'évidence par cette consanguinité.

Donc, en France, point de race unique, point de race dominante : une fusion plusieurs fois séculaire de races diverses. Il n'est pas un pays au monde qui nous offre l'exemple d'éléments ethniques si distincts, dont le mélange ait produit une combinaison tout à la fois plus homogène et plus originale. Ici, l'effacement du concept de la race a, par opposition, accusé avec le maximum de relief, l'importance de l'individu en tant que personne humaine.

C'est pourquoi la notion de patrie qui, dans beaucoup d'autres nations, recouvre exactement ou sans guère la déborder la notion de race, affecte chez nous un caractère beaucoup plus spirituel que physique.

Si nous considérons, d'ailleurs, les stades successifs de la formation de notre unité politique, il nous apparaît qu'elle s'est progressivement constituée par une série d'accords contractuels intervenus entre le pouvoir central et les provinces, accords tantôt librement consentis, tantôt souscrits après conquête.

Ainsi s'est peu à peu étendu, sur le territoire qui est aujourd'hui la France, tout un réseau juridique de droits et de libertés, inégaux d'abord, selon les contrées, pour progressivement revêtir, au cours de l'histoire, un caractère d'égalité, non seulement au regard des collectivités en cause mais encore au regard de chacun des membres de ces collectivités. C'est de cette communauté de droits, du souvenir commun des épreuves subies pour en assurer la sauvegarde, que s'est dégagé, pour se définir et s'affirmer sans cesse avec plus de force, de siècle en siècle, le sentiment français de la patrie.

« Une fidélité inébranlable à l'esprit qui dicta la Déclaration des Droits — observe M. de Boisjoslin — a seule conservé jusqu'ici à la France son individualité. Là réside la raison profonde de cette cohésion nationale, et c'est un sujet intarissable de réflexions pour l'Histoire que le génie celtique, si différent de la civilisation commune à toute l'Europe quand il s'en sépare pour s'absorber dans sa poésie, lui redevienne tellement identique dès qu'il consent à vivre dans le commerce des nations, à tel point qu'il n'a plus d'autre raison de prépondérance que de représenter les idées d'affranchissement universel. Ce génie, aussi sympathique dans la société qu'original dans la solitude, est réellement le lien des races et il n'est pas moins nécessaire à l'éducation du genre humain. »

Nous avons, dans les pages qui précèdent, constaté tout d'abord la disparition progressive de la *réalité* de la race dans la constitution historique de l'organisme national. Nous avons, ensuite, montré comment la

notion même de race n'avait plus accès dans la conception que la nation française se forme aujourd'hui d'elle-même.

Si donc la France considère ses origines physiologiques et sociales, elle doit convenir que, plus que toute autre nation, elle est naturellement disposée et comme destinée à l'assimilation des éléments ethniques étrangers et, par suite, que la naturalisation ne saurait être regardée par elle comme une institution accessoire adventive, mais, au contraire, comme une institution fondamentale dont les racines profondes plongent aux sources mêmes de la vitalité nationale.

*
**

Une politique de naturalisation large et libérale ne correspond pas seulement à la tradition ethnique et sociale de la France; elle est, pour ce pays, une nécessité. C'est par le moyen d'une « naturalisation étoffée » que le législateur pourra atténuer la gravité de deux situations également dangereuses pour la France : la décroissance de la natalité française et l'extension de l'immigration étrangère.

La guerre de 1914 a fait perdre à la France le meilleur de son sang. 1.363.000 soldats sont tombés sur les champs de bataille. Proportionnellement au nombre de ses habitants, elle est, de toutes les nations belligérantes, la plus atteinte. Sa faible natalité, incapable de compenser les pertes subies, met en question la survie même de la nation.

M. Sjoested, écrivain suédois, auteur de l'ouvrage *Le Secret de la Sagesse française*, après onze chapitres

sur la femme et la famille françaises, les mœurs, la courtoisie, les vertus nationales du Français, en consacrer un douzième au sujet qui nous occupe et qui a pour titre significatif : « L'ombre sur le mur ». C'est un véritable cri d'angoisse : « Dans le tableau des vertus et des énergies françaises qui donnent de si belles promesses d'avenir, dit-il, je trouve une ombre chargée de menaces : la baisse de la natalité ». Il ne faudrait pourtant pas qu'on dise un jour de la France : « Elle a toutes les qualités... elle a cependant un défaut, un seul... mais il est capital : elle est morte ».

Les premières menaces de dépopulation remontent à une époque déjà lointaine.

Depuis 1831, la natalité qui exprime le nombre des individus nés vivants chaque année et le chiffre de la population n'ont guère cessé de décroître d'un recensement à l'autre (1). Jusque là, dans tous les départements, la population avait augmenté. Elle diminue alors en Normandie et en Gascogne, où le nombre des décès l'emporte sur le nombre des naissances. Puis, deux autres groupes sont entamés à leur tour : le groupe bourguignon-champenois et le groupe provençal.

Ces quatre centres de dépression se creusent, s'élargissent et — si l'on excepte certains départements agricoles où persistent les traditions domestiques et religieuses, comme le Finistère, le Morbihan, les Côtes

(1) Le recensement officiel de la population française a été fait pour la première fois en 1801. Il est renouvelé tous les cinq ans. Le dernier qui précéda la guerre est de 1911; les événements ont ensuite ajourné la reprise de cette opération jusqu'à l'année 1921.

du Nord, la Lorèze, les Basses-Pyrénées et quelques départements industriels, Pas-de-Calais, Seine-Inférieure, Meurthe-et-Moselle, Nord — la dénatalité ronge peu à peu la plus grande partie de la France : quatorze départements comptaient un excédent de décès en 1861, vingt départements en 1881, trente-trois en 1901, soixante-cinq en 1911.

A cette dernière date, la Bourgogne et la Franche-Comté avaient, depuis un demi-siècle, perdu 209.000 habitants; le bassin du Rhône, au nord du département de ce nom, 253.000; la Normandie, 302.000; le bassin de la Garonne, le département de la Gironde excepté, 542.000. L'ancienne Gascogne, autrefois célèbre « par ses hardis cadets qui essaïmaient gaîment à travers le monde », était devenue le centre le moins prolifique, non seulement de notre pays, mais du globe : le département de Lot-et-Garonne avait, en 1911, enregistré 148 décès pour 100 naissances; celui de Tarn-et-Garonne, 156; le Lot, 159; le Gers, 162.

Le faible excédent de vies nouvelles constaté dans l'ensemble de la France, à chaque recensement quinquennal tenait, d'une part, à la diminution de la mortalité, d'autre part, aux progrès de l'immigration.

Le chiffre des naissances, après avoir, jusqu'en 1911, oscillé entre 900.000 et 1.000.000, descendit alors au-dessous de ce niveau; en 1887, au-dessous de 800.000; en 1911, à 742.000. Tombé beaucoup plus bas encore pendant la guerre, il s'est relevé à 833.000 en 1920. Mais ce progrès, dû au très grand nombre de mariages retardés jusqu'à l'armistice, était accidentel et temporaire; le chiffre des naissances est redescendu à 811.000

en 1921; 767.000 en 1926; 722.000 en 1932; 682.000 en 1933; 675.000 en 1934; 639.000 en 1935.

Jamais la proportion des naissances par mariage n'a été si faible qu'aujourd'hui. Elle était de 405 naissances par 100 mariages en 1801, de 338 naissances en 1851, de 284 en 1901, de 233 en 1911. Cette proportion aurait dû se relever après 1918, car on a toujours observé qu'une forte natalité succède aux périodes de guerre. Sauf dans quelques-unes des régions libérées, cet espoir a été déçu; de 1921 à 1932, on a compté en moyenne 208 naissances pour 100 mariages contractés.

Enfin, les campagnes, réservoir jadis inépuisable d'hommes sains et vigoureux, se vident au profit des villes où trop souvent la sève populaire se languit et se corrompt. La population rurale représentait 76 % de la population totale en 1846; 63 % en 1891; seulement 46 % en 1911 et 40 % environ en 1926. (1)

Seul un relèvement immédiat et durable de la natalité peut prévenir l'épuisement, sans cela tout prochain de la France. Les statistiques que l'Alliance Nationale (2) a fait établir par M. Sauvy, concernant l'avenir de la population française au cours des cinquante prochaines années, nous permettent de mesurer, dès maintenant, l'étendue du désastre qui se prépare.

(1) C'est seulement depuis 1846 que la distinction est faite à chaque recensement entre la population urbaine et la population rurale. On range dans la population urbaine les communes où le nombre des habitants agglomérés est supérieur à 2.000. La population rurale comprend toutes les autres communes.

(2) Alliance Nationale pour l'Accroissement de la Population française, 26, rue du Quatre Septembre, Paris.

M. Sauvy, ancien polytechnicien, a adopté, pour son étude, la plus scientifique des méthodes : la méthode mathématique. Ses calculs forment deux ensembles distincts pour permettre de suivre l'évolution probable de la population dans deux hypothèses différentes :

Première hypothèse : la fécondité des femmes vivant en France, réparties par groupes d'âges, reste égale, de 1931 à 1980, à ce qu'elle a été dans les mêmes groupes d'âges, pour la moyenne des années 1929-1930.

Deuxième hypothèse : la fécondité des femmes vivant en France est égale, de 1931 à 1980, à celle des femmes du département de la Seine pour la moyenne des années 1929-1930 (fécondité plus faible que celle de l'ensemble du pays).

La méthode de calcul utilisée par M. Sauvy ne comporte aucun arbitraire; elle se résume ainsi : partant de la population au 1^{er} janvier 1930, on applique à la population de chaque âge et de chaque sexe les taux donnés par les tables de mortalité, taux rectifiés dans un sens très optimiste. On obtient ainsi, pour les générations déjà nées, la population survivante au 1^{er} janvier de l'année suivante, et on procède ainsi d'année en année.

Pour les générations à venir, on tient compte du nombre des naissances futures, calculé comme suit : partant du nombre de femmes en âge de procréer, on applique à chaque groupe d'âges, les taux de fécondité correspondant aux deux hypothèses envisagées; ce calcul, fait pour chaque année, donne le nombre annuel des naissances.

Cette méthode a déjà été appliquée antérieurement par les services officiels de la statistique de l'Allemagne et de l'Italie pour des travaux similaires; sa valeur est indiscutée. Si un des ensembles d'hypothèses « fécondité-mortalité » envisagés, venait à se réaliser intégralement, les prévisions correspondantes seraient forcément vérifiées par les faits.

Il ne nous appartient pas ici, d'entrer dans le détail des calculs établis et présentés par M. Sauvy. Résumons-les en quelques chiffres frappants :

Si l'on s'en tient à la première hypothèse, c'est-à-dire si la fécondité des femmes françaises se maintient au niveau normal de 1929, la diminution de la population ne serait que de 1.800.000 habitants environ de 1929 à 1980, grâce surtout à la forte réduction de la mortalité qui a été supposée; mais le nombre des enfants de 0 à 9 ans inclus tomberait de 6.800.000 à environ 5.650.000 (diminution de 17 %) et celui des adultes de 20 à 34 ans tomberait de 9.840.000 à 8.240.000 environ, (diminution de 16 %), ce qui aurait les plus dangereuses conséquences pour la natalité ultérieure.

Dans la deuxième hypothèse, c'est-à-dire au cas où l'ensemble du pays suivrait l'exemple du département de la Seine — qui, tout en étant le plus moderne, est aussi le moins fécond — la diminution de la population de 1921 à 1980 dépasserait 11.700.000 habitants, soit 29 %. Le nombre des naissances, qui a atteint encore 788.000 en 1925, tomberait à environ 450.000 dès 1940, à 386.000 en 1960, à 298.000 en 1980; il serait alors moitié moindre de celui des décès qui atteindrait

encore 624.000. Le nombre des enfants de 0 à 9 ans passerait, de 6.890.000 en 1929, à environ 2.930.000 en 1980, en diminution de 57 %; celui des adultes de 20 à 34 ans, de 9.960.000 à 5.650.000, en diminution de 43 %. En revanche, le nombre des vieillards de 60 ans et plus, passerait de 5.880.000 à 7.250.000 dès 1970, constituant une charge écrasante pour la collectivité.

Les travaux de M. Sauvy remontent à 1929-1930; il nous est possible de dire, dès maintenant — en nous appuyant sur les statistiques de 1930 à 1935 — quelle est, des deux hypothèses, celle qui semble devoir se confirmer.

Les calculs basés sur la première hypothèse, la plus favorable, laissaient prévoir :

pour l'année 1932 :	731.000	naissances
»	1933 :	725.000 »
»	1934 :	719.000 »
»	1935 :	713.000 »

Ceux basés sur la deuxième hypothèse, la moins favorable, laissaient prévoir :

pour l'année 1932 :	528.000	naissances
»	1933 :	521.000 »
»	1934 :	514.000 »
»	1935 :	508.000 »

Or, nous avons vu que les naissances se sont chiffrées, en réalité, en :

1932 :	à 722.000	naissances
1933 :	à 682.000	»
1934 :	à 675.000	»
1935 :	à 639.000	»

La courbe de la natalité a donc plutôt tendance à se rapprocher des prévisions les moins rassurantes et sans un relèvement de la fécondité, la dépopulation est destinée à prendre, d'année en année, les proportions d'une véritable catastrophe.

Cependant, bien que la crise de la natalité soit générale, toutes les autres nations atteintes plus tard et moins profondément que la France, gardent leur avance sur elle et continuent de grandir.

En 1933, l'excédent des naissances a été de 419.809 pour l'Italie, de 112.415 pour la Grande-Bretagne, de 226.113 pour l'Allemagne.

Bornons-nous à une comparaison entre la France et l'Allemagne. Voici quel a été le tableau du mouvement de la population des deux pays de 1919 à 1935 :

Naissances.

<i>Années</i>	<i>France</i>	<i>Allemagne (sans la Sarre)</i>	<i>Pourcentage</i>
1919	503.000	1.173.000	233 %
1920	833.000	1.545.000	185 %
1921	811.000	1.522.000	187 %
1926	767.000	1.227.000	159 %
1932	722.000	978.000	135 %
1933	682.000	956.000	140 %
1934	675.000	1.100.000	162 %
1935	639.000	1.265.000	198 %

(Sarre : Le nombre des naissances en Sarre qui a été de 21.358 en 1913 est actuellement de 16.000 environ.)

Si l'Allemagne voit, dans l'ensemble, sa natalité fléchir, cette natalité reste néanmoins, en chiffres, très

supérieure à celle de la France. Sous l'impulsion du « nazisme », des progrès très nets apparaissent d'ailleurs dans l'évolution démographique du Reich.

Aussitôt qu'ils ont franchi la frontière, les voyageurs qui visitent ce pays sont frappés par un spectacle auquel l'aspect de nos villages ne les avait guère accoutumés : le fourmillement d'enfants qui donne à l'Allemagne l'aspect d'une nation en plein épanouissement.

Or, il ne faut pas se le dissimuler, le duel franco-allemand est, d'abord et avant tout, un duel de masses. Si la France avait été capable de mettre en ligne autant de soldats que l'Allemagne, la guerre de 1914 n'aurait peut-être pas eu lieu et il est permis d'affirmer que, de toutes les causes de cette guerre, l'infériorité numérique de la France a été la plus décisive. On peut voir, dans le *Livre Jaune*, un rapport du 15 mars 1913, par le colonel Sarret, attaché militaire français à Berlin. Le colonel appréhende un conflit prochain et motive ainsi son pronostic : « Les Allemands ont toujours besoin de débouchés, d'expansion économique et coloniale. Ils estiment qu'ils y ont droit parce qu'ils grandissent tous les jours. Ils nous regardent avec nos quarante millions d'habitants comme une nation secondaire ».

Au reste, les Allemands ne se donnaient la peine de dissimuler ni leurs sentiments, ni leurs intentions. « Ne vous inquiétez pas de la France disait, au Reichstag, le comte Caprivi, successeur de Bismark. Chaque recensement quinquennal assure à l'Allemagne l'avantage d'un corps d'armée sur les Welches ». En 1911, parlant

d'un projet d'arbitrage proposé par Sir Edward Grey, le Chancelier von Bethmann Hollweg s'exprimait ainsi : « Le faible devient la proie du plus fort..., si un peuple ne veut plus ou ne peut plus dépenser autant pour son armement afin de s'imposer dans le monde, il disparaît du premier plan. Il y en aura toujours un autre plus fort qui sera prêt à prendre sa place. » En 1912, le général von Bernhardt laissait percer dans son livre *Notre Avenir*, des menaces tout aussi précises : « Raisonnablement on ne peut pas exiger que l'Allemagne, avec ses 65 millions d'habitants, se laisse traiter sur le même pied que la France avec 40 millions... »

Enfin, dans un rapport au grand état-major de Berlin, daté du 19 mars 1913, reproduit par le *Livre Jaune* et attribué au colonel Ludendorff, futur premier quartier-maître général des armées allemandes, on lit : « Ni les ridicules criailleries de revanche des chauvinistes français, ni les grincements de dents des Anglais, ni les gestes désordonnés des Slaves ne nous détourneront de notre but, qui est de profiter et d'étendre le Deutschtum dans le monde entier. Les Français peuvent armer tant qu'il leur plaira, ils ne peuvent, du jour au lendemain, augmenter leur population. »

Peut-on affirmer qu'Hitler et ses lieutenants ne tiendraient pas, aujourd'hui, le même langage ? Plus que jamais, la mystique de l'Allemagne demeure la mystique de la force et de la masse. Ni la Société des Nations, ni les alliances plus ou moins déguisées, ni les pactes d'assistance mutuelle ne sont capables d'endiguer les dangers d'une nouvelle guerre. Ce qu'il faut

d'abord à la France, ce sont des hommes. Et l'inquiétude des générations nouvelles vient précisément de ce qu'elles sentent une immense disproportion entre la tâche qui leur incombe et les forces déclinantes dont elles disposent pour l'avenir.

*
**

Un autre mal, avons-nous dit, menace la France : le danger que présente l'immigration étrangère.

En vertu d'une loi naturelle qu'on a souvent comparée à la loi des vases communicants, les pays à population faible attirent le flux des immigrants. C'est ainsi que l'Amérique trop grande et trop riche pour demeurer déserte, s'est accrue durant tout le siècle passé de la substance des peuples européens. Dans une proportion beaucoup moindre, mais cependant encore très sensible, un pays comme la France, dont le développement économique n'a pas été accompagné d'un développement démographique correspondant, voit aussi venir à lui les étrangers.

Le flot sans cesse grossi de l'immigration en France accusait en :

1911 : 1.150.000 étrangers, soit 2,8 % de la population totale.

1919 : 1.417.000 étrangers, soit 3,7 % de la population totale.

1921 : 1.532.000 étrangers, soit 3,9 % de la population totale.

1926 : 2.505.000 étrangers, soit 6,5 % de la population totale.

1930 : 3.000.000 étrangers, soit 7 % de la population totale.

L'accroissement de la population étrangère qui était en moyenne de 2 % par an, de 1906 à 1911, était de 10 % de 1921 à 1926, soit cinq fois la cadence d'avant-guerre. De 1921 à 1926, la population étrangère augmente de 66 %. La seule ville de Paris contient aujourd'hui de 400 à 450.000 étrangers.

Un grand nombre de ces étrangers sont, bien entendu, de simples visiteurs : touristes, étudiants, rentiers ou hommes d'affaires.

Leur résidence, si elle n'est pas négligeable du point de vue économique et du point de vue du rayonnement intellectuel et moral de la France, demeure sans intérêt du point de vue démographique.

Mais nombreux sont aussi ceux qui sont venus en France pour y exercer un métier et s'y établir. Certaines professions où l'artisan indigène est devenu trop rare sont pratiquement passées entre des mains étrangères.

D'ailleurs, la pénurie de main-d'œuvre dans l'industrie et l'agriculture, était déjà très sensible avant 1914, d'où la présence, dès cette époque, de 600.000 travailleurs étrangers : belges, italiens, espagnols et polonais.

La mobilisation, les pertes d'hommes sur les champs de bataille et, enfin, la reconstruction des régions libérées vinrent encore aggraver le problème de la main-d'œuvre.

Différents organismes d'immigration furent créés. De 1915 à 1921, il fut introduit en France 270.000 ouvriers agricoles espagnols ou portugais. En 1922 et 1923, le Ministère du Travail ouvre la frontière à de

nouvelles recrues : 136.000 ouvriers venus du dehors s'emploient dans l'agriculture et 288.000 dans l'industrie. Encore ces chiffres ne comprennent-ils pas les manœuvres embauchés dans les mines de charbon (60.000 étrangers sur un total de 240.000), ni ceux qui se trouvaient employés dans les régions dévastées; à elle seule, cette dernière catégorie comprenait en 1922 plus de 135.000 immigrants.

Dans l'exposé des motifs de la proposition de loi de Warren, déposée le 17 mars 1921 et tendant à la création d'un Office national de l'Immigration, on relève ce passage : « On estime que le supplément de travailleurs nécessaire à l'agriculture dépasse un million d'hommes; en ce qui concerne les industries, l'industrie minière réclame 50.000 à 60.000 mineurs étrangers. L'immigration définitive ou saisonnière nécessaire aux industries du bâtiment porte sur 250 à 300.000 travailleurs par an; d'autres industries, comme l'industrie des ports, l'industrie métallurgique, les industries chimiques font appel, d'une manière irrégulière mais permanente, au concours des travailleurs étrangers. »

Ainsi, les nécessités mêmes de la vie économique ont fait de la France une terre d'immigration au même titre, si non dans la même mesure que les Etats-Unis, le Canada, l'Amérique latine ou l'Australie. Peu à peu, comme pour ces pays d'outre-mer, se sont posés pour la France des problèmes nouveaux, problèmes d'autant plus complexes que, malgré la courbe croissante du chômage national, il est matériellement et moralement impossible aux pouvoirs publics de renvoyer ces tra-

vailleurs, qui ont été encouragés à s'expatrier et auxquels des traités ou des contrats de travail garantissent un droit certain à l'hospitalité française.

Ecartant ici l'aspect économique de la question, nous nous bornerons à l'examiner sous son aspect national et démographique.

Il est incontestable qu'il y a lieu, tout d'abord, ainsi que l'exposait M. Barthou dans l'instruction du 13 août 1927, de « protéger le pays contre les cristallisations de noyaux étrangers dans certaines régions de la France, noyaux qui seraient susceptibles de constituer un véritable péril pour la nation à certaines heures de son existence, notamment lors d'une mobilisation ». D'autant plus que certains pays, au premier rang desquels figurent l'Italie et la Pologne, déploient l'activité la plus intense pour maintenir, chez leurs ressortissants, l'esprit de patrie et retarder ou empêcher leur assimilation par la France.

On connaît la propagande de l'Opera Bonomelli, œuvre italienne d'assistance religieuse et sociale. Elle a créé une trentaine de secrétariats à travers toute la France, des restaurants, des dortoirs. Elle publiait un journal *La Patria*, qui atteignait un gros tirage et se donnait notamment ces étonnantes directives : « combattre énergiquement la tendance des autorités françaises à promouvoir la naturalisation des émigrés italiens » et « s'affirmer décidément contraire à l'émigration stable du paysan italien. »

L'Opicka Polska (Protection Polonaise) s'est assigné la même tâche, mais avec moins d'intransigeance. Créée

pour l'aide aux émigrants et pour le maintien des traditions polonaises, elle a fondé des cercles, des bibliothèques, des réfectoires et des asiles.

Dans le même ordre d'idées, on pourrait signaler l'œuvre *El Solar Español* à Bordeaux, l'Œuvre des Flamands, l'Œuvre des Emigrants Belges, œuvres tenues et dirigées par des prêtres qui sont, avant tout, les missionnaires de leur patrie.

Non contents de créer des centres d'attraction politique sous le couvert d'œuvres d'assistance, les mêmes gouvernements étrangers ont, bien entendu, patronné et subventionné la plupart des sociétés et groupements d'émigrés.

Le Gouvernement de Rome a fait, à cet égard, un gros effort en France, où les associations italiennes sont nombreuses : *Associazione Nazionale Italiana*, *Patronato Emigranti Italiani*, *Secrétariat Valdotain* ainsi qu'une multitude de sociétés d'anciens combattants, de secours mutuels, de militants fascistes, etc. Beaucoup de ces associations se réunissent en fédérations régionales dont le rayon d'action est souvent très étendu. Des consuls et des agents surveillent la plupart de ces organisations.

Plus habitués à la vie commune, les Polonais présentent des groupements encore plus nombreux et plus spontanés. L'Union des Travailleurs polonais en France compte 20.000 adhérents, groupés en 108 filiales et répartis en 8 régions.

La presse est un autre moyen et non des moins efficaces pour galvaniser les émigrés et leur rappeler sans cesse la patrie absente.

Toutes les institutions de quelque importance publient des revues qui s'ajoutent aux nombreuses feuilles de langue étrangère éditées en France ou importées de l'étranger. L'œuvre Ferrari, à elle seule, faisait paraître jusqu'en 1930, une dizaine de publications. Certains journaux mènent de véritables campagnes contre la « francisation » et « les français de papier » et tel journal italien du Sud-Ouest donne le nom des naturalisés français sous la rubrique : « Les renégats ».

A la propagande par la presse, s'ajoute celle par les tracts et brochures, telle cette plaquette distribuée dans le Midi, intitulée : « Tu sei Italiano, devi restare Italiano » (tu es et dois rester Italien), où la France est représentée comme étant en pleine décadence.

On mesurera à sa juste valeur toute cette activité, quand on saura qu'en 1926, le Ministère de l'Intérieur reconnaissait officiellement 167 bulletins, revues et journaux paraissant en langue étrangère sur le territoire et 446 sociétés diverses s'occupant spécialement des immigrés. Parmi ces sociétés, 138 étaient polonaises, 126 italiennes, 95 russes, 34 espagnoles, 17 suisses, 13 belges, 10 grecques, 6 yougoslaves, etc. Quant aux journaux, 30 étaient italiens, 21 russes, 15 espagnols, 14 polonais, 8 arméniens, 2 hongrois, 3 grecs, etc.

Bien d'autres moyens ont été encore utilisés pour lutter contre l'assimilation : écoles polonaises, colonies de vacances pour les enfants, rapatriement en Italie des femmes sur le point d'être mères, transfert des épargnes par des banques spéciales, facilités et encouragements aux rapatriements et aux « bains d'italianité » ou de « polonisme », restrictions à l'émigration fami-

liale et féminine, retour obligatoire pour le service militaire, difficultés pour fournir les pièces d'état-civil nécessaires au mariage des immigrés en France...

Ainsi, le danger signalé par M. Barthou n'est ni illusoire, ni exagéré. Et quand il recommande « l'assimilation des éléments étrangers fixés sur le territoire... ne serait-ce que pour mettre obstacle, dans certaines régions..., à la constitution de groupements homogènes... qui, se perpétuant sous la surveillance d'un représentant ou agent de leur nation d'origine, seraient légitimement considérés comme un danger pour la vie et la sécurité du pays » le remède qu'il préconise, la naturalisation, apparaît comme une mesure de défense aussi indispensable dans l'ordre politique que dans l'ordre démographique.

*
**

Mais, si des considérations politiques justifient et légitiment l'usage, en quelque sorte massif, de la naturalisation en France, il ne doit pas nous échapper que le problème à résoudre est, avant tout, un problème démographique. Il s'agit de savoir si un pays, à qui la dénatalité et la guerre ont fait subir des pertes dont nous avons souligné l'ampleur et le danger, agirait sagement en repoussant le remède le plus efficace qui lui soit immédiatement offert : la transfusion du sang.

Dans la première partie de notre exposé, nous avons montré que la France, depuis qu'elle existe, n'a jamais cessé d'absorber les éléments du dehors, annexant non seulement des tribus et des familles, mais encore des provinces entières.

Si la France du passé n'a jamais craint de s'adjoindre en bloc des populations étrangères, comment la France d'aujourd'hui aurait-elle en elle-même assez peu de confiance, pour ne pas pratiquer cette forme d'annexion pacifique qu'est la naturalisation progressive et librement consentie des immigrés !

Bien entendu, certaines précautions s'imposent. Il appartient au législateur de les discerner et de les organiser. Mais notons tout de suite qu'en pareille matière, une crainte irraisonnée et systématique serait mauvaise conseillère. Aux Etats-Unis, une très grande partie de la population se trouve être d'origine allemande. Sans doute, parmi les Allemands immigrés de fraîche date y en avait-il un nombre considérable — plusieurs millions selon toute apparence — que leur sentiment profond rattachait encore à leur ancienne patrie. Mais, moyennant une surveillance appropriée, l'Amérique ne fut pratiquement troublée ni dans sa mobilisation, ni dans la conduite de la guerre. Or, il s'agit ici d'un pays de tradition récente, fait du mélange tardif d'éléments infiniment divers et où le noyau de la population ancienne ne représente qu'une minorité. Or, la France ne se trouvera jamais, à aucun degré et quelque extension que puisse prendre chez elle le mouvement d'immigration, dans une situation analogue. Elle a donc toute raison de ne pas renoncer, pour des craintes que les faits ne justifient pas, au bénéfice d'une politique féconde. Elle ne doit pas perdre de vue que chaque étranger naturalisé, c'est non seulement un nouveau citoyen dans la collectivité politique française,

mais un soldat de plus dans les rangs malheureusement trop peu fournis de son armée.

Les pouvoirs publics l'ont compris. Le nombre annuel des naturalisations, sous l'empire de l'ancienne législation, pouvait paraître exagérément faible. Il avait été de : 2.760 en 1921; 5.224 en 1924; 8.925 en 1925; 11.095 en 1926.

Si l'on rapproche ces chiffres de ceux que nous avons cités et qui nous révèlent le nombre des étrangers établis en France, on comprend mieux encore ce que notre ancienne politique de naturalisation pouvait, en effet, avoir d'un peu trop timide. Or, l'insuffisance de l'assimilation des éléments étrangers n'était pas due à la trop grande sévérité du pouvoir exécutif. En 1925, par exemple, 327 demandes seulement avaient été rejetées. Il y avait donc lieu de supposer que le vice résidait plutôt dans la rigueur de la loi. C'est elle qu'il fallait adoucir et c'est la tâche que s'est assignée le législateur de 1927. L'effet des mesures prises fut immédiat. Les naturalisations, dès cette année, s'élevèrent à 33.553, puis à 27.819 en 1928 et 23.933 en 1929, 35.000 en 1931, 45.000 en 1934 et 65.000 en 1936.

Et tout récemment, M. Marc Rucart pouvait faire cette déclaration : « Il y a un an, le service du Sceau donnait chaque mois à l'armée française, environ 250 hommes. J'ai pu doubler ce chiffre jusqu'au 31 décembre dernier. Depuis, j'ai pu passer le cap des six cents hommes, soit un bataillon par mois. Je suis heureux de vous faire part de cette nouvelle. »

Nous terminerons ces considérations d'ordre général par une remarque dont nous développerons plus loin les conséquences et la portée juridiques.

Envisagée sous ses divers aspects, ethnique, démographique et politique, la naturalisation se présente, en France, comme un statut conçu et organisé, autant dans l'intérêt de l'Etat qui l'accorde que de l'étranger qui la reçoit.

Certes, la naturalisation est et demeure dans son essence une faveur « arbitrairement concédée par le gouvernement », faveur qui comporte, en principe, la « jouissance des droits civils et politiques attachés à la qualité de citoyen français ». Mais à la regarder de près, cette « faveur » ne constitue-t-elle pas plutôt une sorte de monnaie que l'Etat se paierait à lui-même ?

Une nation comme la France, devant laquelle s'ouvre l'angoissant dilemme : croître ou mourir, qui impose à ses citoyens une discipline militaire rigoureuse, une nation qui, en l'espace d'un siècle, a été envahie quatre fois et qui vit dans la préoccupation obsédante d'une agression toujours possible, peut-elle vraiment prétendre, quand elle signe un décret de naturalisation, qu'elle donne sans rien recevoir ?

Une telle attitude pourrait se concevoir chez certains peuples auxquels leur situation géographique ou leur fécondité garantit une quiétude relative dans la vie internationale. En France où, à chaque instant, chaque citoyen doit pouvoir répondre : présent, elle ne se défend pas.

Et c'est pourquoi nous dégagerons ici un premier

principe contestable peut-être du point de vue d'une rigoureuse orthodoxie juridique, mais combien justifié du point de vue moral et traditionnel : la naturalisation se présente, en France, comme un véritable contrat synallagmatique, comprenant des devoirs et des obligations réciproques entre, d'une part, le naturalisé et, d'autre part, l'Etat, représentant de la collectivité sociale.

CHAPITRE I

PRÉLIMINAIRES

OBJET DE LA PRÉSENTE ÉTUDE

Les lois de tous les peuples civilisés garantissent aujourd'hui une large hospitalité à l'étranger. C'est qu'en effet, les nations se sont à ce point unifiées qu'elles ne diffèrent plus guère l'une de l'autre que par la langue et certaines traditions propres au génie de chaque pays. De frontière à frontière, de continent à continent, les communications sont devenues rapides et quotidiennes. Le rythme des échanges économiques, artistiques, littéraires s'est ainsi précipité, de telle manière que les peuples, en apparence les plus dissemblables, en sont venus à se reconnaître solidaires les uns des autres. Dans l'univers entier, s'opère une sorte de nivellement humain qui favorise les migrations des races et des individus.

Ce nivellement a, lui-même, été facilité par le succès des entreprises coloniales qui ont illustré la deuxième moitié du siècle dernier. L'Angleterre, la France, l'Allemagne, le Japon ont cherché de nouveaux débouchés à leur activité nationale. C'est ainsi que le continent africain a révélé son immense richesse naturelle. C'est ainsi que, jusqu'aux extrémités de l'Orient, de vastes cités se sont fondées, rivales de nos métropoles les plus prospères et les mieux administrées.

Mais c'est surtout pendant et après la guerre de 1914

que les échanges internationaux en hommes et denrées ont acquis une ampleur jusqu'alors inconnue. Les armées de la plupart des nations ont été mobilisées pour venir défendre, sur le sol français, une cause qui était devenue celle de l'humanité entière. La carte de l'Europe a été remaniée. Aux confins de l'Allemagne, des Etats nouveaux sont apparus. De grands territoires ont changé de souveraineté. Ces bouleversements ont déterminé de brusques remous démographiques dans le même temps qu'à la faveur d'une prospérité plus large, les échanges commerciaux devenaient de peuple à peuple plus intenses.

Il résulte d'une enquête dont le Bureau international du Travail a publié les conclusions, qu'en 1930, le nombre des étrangers ou personnes vivant dans un pays autre que le leur, s'élevait à 28.900.000. Ce chiffre représente 1,6 p. c. de la population totale du globe, estimée à environ deux milliards d'habitants.

Jamais, les questions de nationalité en général et de naturalisation en particulier, n'ont offert un champ plus vaste aux investigations du jurisconsulte, aux réflexions du philosophe et aux recherches du praticien.

*
**

Au surplus, de toutes les matières du droit, la naturalisation est peut-être celle qui comporte les problèmes les plus variés et les plus complexes. Il importe donc de bien délimiter le sujet auquel s'applique notre étude et de donner de la naturalisation une définition aussi précise et aussi stricte que possible.

Si, dans les temps primitifs, la naturalisation paraît avoir consisté en une des très nombreuses formes de l'hospitalité, elle a rapidement échappé au domaine de la tolérance, pour s'établir dans le domaine du droit. A Rome déjà, nous sommes en présence d'une véritable institution juridique, d'une sorte d'adoption légale de l'étranger par la cité, adoption qui, dans le dernier état du droit romain, confère au bénéficiaire l'ensemble des droits inhérents à la qualité de citoyen.

C'est donc, dès l'origine, une institution qui a pour fin l'assimilation de l'étranger, quant aux obligations et droits, aux naturels du pays où il désire se fixer.

« Naturaliser quelqu'un, dit Denisart, c'est le rendre capable de tous les effets civils comme le sont les originaires français; ainsi, on nomme naturalisés les étrangers auxquels le roi a accordé des lettres, par lesquelles il leur permet de demeurer dans le royaume pour y jouir des mêmes privilèges que les Français régnicoles. »

Suivant Merlin, « la naturalisation est l'acte par lequel un étranger obtient les mêmes droits et privilèges que s'il était né français. »

Dans un sens moins général, on définit la naturalisation : l'admission d'un étranger au nombre des citoyens d'un Etat, auquel il ne se rattache par aucun lien légal antérieur. Cette formule est encore insuffisamment précise. Si elle permet d'inférer que l'étranger, né sur le sol national, ne devient pas français par l'effet d'une naturalisation au sens étroit du mot, puisque sa naissance parmi nous lui donne vocation à cette qualité, elle conduit, par contre, à décider que la femme étran-

gère qui épouse un français ou l'enfant mineur qui se voit légitimer par un père français doivent leur nationalité à une véritable naturalisation, alors qu'on est unanime à admettre qu'ils l'acquièrent par le bienfait de la loi.

Enfin, dans l'acception spéciale et technique qui prévaut aujourd'hui et qui paraît être celle de la loi française, la naturalisation est un acte de la puissance publique, par lequel un étranger perd sa nationalité d'origine et devient volontairement citoyen d'un nouvel Etat, où il est admis à jouir désormais de tous les droits civils et politiques reconnus aux nationaux de cet Etat. Cette définition nous impose de distinguer la naturalisation proprement dite, de deux autres procédés de naturalisation : la naturalisation collective et la naturalisation par le bienfait de la loi.

La naturalisation collective est celle qui accompagne le démembrement d'un territoire. Les habitants du territoire cédé acquièrent, *ipso facto*, d'une manière générale ou collective, la nationalité de l'Etat cessionnaire. Cette naturalisation est, en quelque sorte, territoriale et obligatoire. Elle sort du cadre de la naturalisation individuelle et volontaire que nous venons de définir. Cependant, le droit international moderne s'efforce, de plus en plus, de faire respecter les préférences des personnes ainsi atteintes dans leur nationalité, en leur accordant un droit d'option.

Dans la naturalisation par le bienfait de la loi, c'est le législateur qui stipule, dans sa toute-puissance, certaines conditions auxquelles l'étranger devra satisfaire pour

revendiquer la qualité de citoyen. Dès qu'elles se trouvent réunies, la naturalisation lui est acquise de plein droit.

Parmi les conditions légales prescrites, peut figurer une manifestation expresse de la volonté de l'intéressé qui, le plus souvent, sera formelle et constituera une option positive. Dans ce cas, il y aura acquisition volontaire de la nationalité par le bienfait de la loi. L'acquisition peut, au contraire, se réaliser sans qu'il soit besoin d'une telle manifestation de volonté, résulter d'une situation donnée. Il y a, dès lors, acquisition automatique de la nationalité par le bienfait de la loi. Toujours en ce qui concerne l'individu, l'acquisition automatique peut elle-même comporter deux espèces, selon que celui auquel elle s'applique a, dans un certain délai, la faculté de répudier la nationalité ainsi acquise ou, au contraire, n'a pas cette faculté. Dans ce cas extrême, il y aurait, bien entendu, violation de la « liberté de nationalité. »

La législation actuellement en vigueur fait une part assez large à l'acquisition de la nationalité par le bienfait de la loi.

C'est ainsi que la loi du 10 août 1927 dispose : que la légitimation d'un enfant mineur lui confère, s'il ne l'a déjà, la nationalité de son père (acquisition automatique, sans faculté de répudiation) ; que l'étrangère qui épouse un Français devient française dans deux cas : a) si elle en manifeste la volonté expresse (acquisition volontaire par option positive ; b) si sa loi nationale décide qu'elle prend nécessairement la nationalité de

son mari (acquisition automatique, sans faculté de répudiation); que peut devenir français, jusqu'à l'âge de 21 ans accomplis, tout individu né en France d'un étranger et domicilié en France, qui déclarera réclamer la qualité de Français (acquisition volontaire par option positive); que devient Français, à l'âge de 21 ans, s'il est domicilié en France, tout individu né en France d'un étranger à moins que, dans l'année qui suit sa majorité, il n'ait décliné la qualité de français en se conformant aux prescriptions de l'article 2, sauf s'il s'agit d'enfants nés en France d'agents diplomatiques ou d'individus frappés d'un arrêté d'expulsion (acquisition automatique avec faculté de répudiation).

Dans toutes ces circonstances, la puissance publique n'a certes pas à intervenir pour conférer, par un acte souverain et discrétionnaire, la nationalité française. Celle-ci est un droit qui naît de l'accomplissement même des conditions posées par le législateur.

Ainsi, qu'il s'agisse de naturalisation collective ou de naturalisation par le bienfait de la loi, aucune confusion n'est possible avec la naturalisation *strictu sensu*, telle que nous l'avons définie.

Il conviendrait donc d'écarter de la terminologie juridique les deux premières expressions et d'y substituer celles d'acquisition de la nationalité par annexion et d'acquisition de la nationalité par le bienfait de la loi.

Le terme de « naturalisation » serait, dès lors, réservé à la naturalisation proprement dite.

C'est exclusivement à l'étude de ce troisième mode d'acquisition de la nationalité que seront consacrés les chapitres suivants.

Nous limiterons notre champ d'investigation aux lois en vigueur dans la France métropolitaine. Nous ne retiendrons pas sous notre examen les régimes institués dans les colonies françaises, dans les pays de protectorat et dans les pays sous mandat, où la naturalisation est régie par des textes spéciaux.

*
**

L'article 8 - 5° du Code civil a été abrogé par la loi du 10 août 1927 qui renferme en principe toute la législation sur la nationalité et constitue un véritable code de la matière. Les articles 6 et 7 de cette loi s'occupent spécialement de la naturalisation. Les dispositions relatives à la naturalisation forment même la partie capitale de la susdite loi, celle qui contient le plus d'innovations.

La loi du 10 août 1927 a été complétée par un décret publié le même jour et suivie d'une circulaire en date du 13 août, adressée aux parquets et aux préfets.

Mais la loi de 1927, malgré l'unité de texte voulue par le législateur, n'a pas abrogé tout le droit antérieur sur la nationalité. Parmi les dispositions qui touchent à la naturalisation et qui subsistent encore, on doit citer :

1° la loi du 5 août 1914, sur la naturalisation des étrangers ayant contracté un engagement pour la durée de la guerre;

2° la loi du 3 juillet 1917, au moins dans l'une de ses parties, puisqu'il résulte, *a contrario*, de l'article 13, alinéa 2, de la loi du 10 août 1927 que son article 2 n'est pas abrogé par rapport à certains individus;

3° les lois des 7 avril 1915 et 18 juin 1917, prévoyant, pour le cas de guerre, le retrait du bénéfice de la naturalisation obtenue par d'anciens sujets de puissances ennemies;

4° le décret du 6 décembre 1923 ordonnant l'insertion au *Journal Officiel* des décrets de naturalisation et de réintégration;

5° la loi de recrutement du 1^{er} avril 1923, dont quelques dispositions intéressent les naturalisés et qui elle-même a été remplacée par la loi du 3 mars 1928.

A cette énumération il faut ajouter les dispositions nouvelles, contenues dans les lois du 19 juillet 1934, 26 juillet 1935 et 28 août 1936.

*
**

Avant d'aborder l'étude de ces différents textes, il convient d'observer que, dans le passé, on avait longtemps hésité sur le caractère des règles relatives à l'acquisition et à la perte de la nationalité. On se demandait si elles relevaient du droit public ou du droit privé.

La Cour de Cassation s'est prononcée définitivement sur cette importante question par l'arrêt des Chambres réunies, du 2 février 1921 (1). Elle y proclame que la nationalité est une matière de droit public « parce que

(1) « Attendu que les règles relatives à l'acquisition et à la perte de la nationalité, bien qu'elles soient inscrites au Code civil, *relèvent du droit public*; qu'elles tendent au recrutement de l'armée, et que la défense nationale est intéressée, principalement en temps de guerre, à ce qu'elles soient strictement observées. »

la question primordiale qu'elle tranche est une question de souveraineté » (1). Il s'agit de savoir quels sont les sujets de la France. Bien plus, aujourd'hui où le souverain est le peuple français, il s'agit de savoir quels individus font partie intégrante de cette collectivité souveraine.

En plaçant la loi du 10 août 1927 en dehors du cadre du Code civil, en en faisant un petit code distinct : le code de la nationalité française, le législateur a consacré définitivement la théorie de la Cour de Cassation. La doctrine et la jurisprudence se trouvent désormais engagées sur une voie nouvelle. Comme l'explique l'Instruction du 13 août aux parquets, « cette modification du cadre de l'instrument législatif, qui détermine les éléments constitutifs de la nation française est essentielle au point de vue de l'interprétation de la nature et des rapports de droit qui y sont visés. En effet, en extrayant du Code civil, la réglementation de ces rapports, le législateur a plus nettement reconnu, suivant la logique admise par les Chambres réunies de la Cour de Cassation, leur rattachement au droit public. L'importance fondamentale de la matière se trouve ainsi plus clairement signalée aux agents de l'Etat, qu'ils appartiennent à l'ordre judiciaire ou à l'ordre administratif. »

Qu'on ne dise pas que c'est là une conception purement théorique. Nous rencontrerons des applications

(1) P. LOUIS-LUCAS : *La Nationalité française*, p. 8. Sirey, Paris. 1929.

concrètes de ce principe dans les développements qui vont suivre.

Nous verrons, notamment, qu'en matière de naturalisation nos autorités devront apprécier les conditions d'âge, de capacité, d'autorisation, de filiation, etc., conformément aux règles du droit français. « Cette solution eut été privée de support doctrinal et logique, s'il avait été admis que les prescriptions relatives à l'acquisition et à la perte de la nationalité française, sont matière de droit privé. Elle se justifie, au contraire, admirablement, par cette idée qu'il s'agit ici d'une matière de droit public qui ne souffre pas l'intrusion des lois étrangères » (1).

*
**

Enfin, et cette question a été longuement développée dans notre introduction, il est hors de doute qu'en votant la loi du 10 août 1927, le législateur a voulu surtout remédier aux forces défailtantes de la natalité française et, pour cela, puiser dans le vaste réservoir d'étrangers établis en France. Il a été amené ainsi à élargir considérablement les conditions d'aptitude à la naturalisation : suppression de l'admission à domicile, réduction du stage de résidence, etc., à tel point que la circulaire du 13 août 1927 a pu opposer au système antérieur, dans lequel l'assimilation de fait précédait l'assimilation de droit, le système nouveau, dans lequel les deux assimilations de fait et de droit se réalisent parallèlement. La seconde contribuerait à la première

(1) Voir D. P., 1921, I-I, note de M. A. COLIN.

« pourrait dans de nombreux cas, en soustrayant définitivement à la tutelle de représentants ou agents de gouvernements étrangers leurs ressortissants en France et, au moyen de l'école purement française et de l'assujettissement au service militaire, assurer l'absorption plus complète et plus parfaite des éléments étrangers dans la nation ».

Cette méthode, nous le verrons, a conduit à l'établissement de certaines mesures de protection contre les naturalisés : incapacité de dix ans pour les fonctions électives, déchéance possible pendant dix ans de la qualité de français.

Mais le système nouveau a servi malencontreusement de prétexte à d'autres restrictions que le législateur de 1927 n'avait ni voulues ni prévues : nous voulons parler des incapacités, édictées après coup, par les lois des 19 juillet 1934 et 26 juillet 1935.

Toute cette législation improvisée n'est pas à l'abri de la critique. Si le Parlement a obéi au souci légitime de recruter des soldats, il a perdu de vue que, pour exiger des naturalisés le fidèle accomplissement de leurs devoirs de Français, il fallait d'abord leur permettre d'en exercer les droits. M. Louis Lucas fait observer avec raison qu'il eût peut-être mieux valu choisir tout de suite, avec plus de soin, un nombre un peu moins grand de Français définitifs que faire avec facilité des Français à titre provisoire !

*
**

Après ces quelques remarques d'ordre général, nous allons essayer d'exposer aussi clairement que possible

le régime de la naturalisation en France, tel qu'il résulte des textes actuellement en vigueur. Nous commencerons par l'analyse des dispositions contenues dans la loi du 10 août 1927. Plusieurs commentaires de cette loi ont déjà été publiés; nous en avons tiré le plus large profit (1). Nous avons consulté, notamment, le *Répertoire de Droit International* de MM. de Lapradelle et Niboyet, ainsi que l'ouvrage classique de M. Louis-Lucas sur *La Nationalité Française* (2).

Nous examinerons ensuite les modifications qui ont été apportées à la loi fondamentale du 10 août 1927, par les lois des 19 juillet 1934 et 28 août 1936; nous compléterons cette étude par un exposé sommaire de la loi du 26 juillet 1935, relative à l'exercice de la médecine en France.

Une autre section sera consacrée à la déchéance de la nationalité, établie par la loi du 18 juin 1917 et par l'article 9-5° de la loi du 10 août 1927.

Enfin, nous indiquerons, dans un dernier chapitre, quels sont les effets attachés à la naturalisation dans les principaux pays étrangers. Nous pourrons ainsi souligner les différences profondes qui existent entre le régime Français et les régimes en vigueur dans les autres Etats.

(1) Voir notre notice bibliographique *in-fine*.

(2) A. DE LAPRADELLE et J.-P. NIBOYET : *Répertoire de Droit International*, tome IX. Sirey, 1931. — PIERRE LOUIS-LUCAS : *La Nationalité française*, *op. cit.*

CHAPITRE II

LA LOI DU 10 AOUT 1927.

La loi sur la nationalité promulguée par décret du 10 août 1927 a été publiée au *Journal Officiel* du 14 août.

Les dispositions contenues dans cette loi, que complète le décret du 10 août, vont nous permettre de déterminer successivement les conditions, la procédure et les effets de la naturalisation en France.

SECTION I.

CONDITIONS DE LA NATURALISATION.

La loi du 10 août 1927 n'a pas énoncé une règle uniforme, applicable à tous les cas de naturalisation. Elle a prévu un régime de droit commun et trois régimes de faveur.

Avant de considérer chacune de ces situations, il convient d'indiquer que pour être naturalisé Français, il faut, depuis la loi du 13 juillet 1917, ne pas être déchu de cette faculté par application de l'article 7, al. 2, de cette loi. Ce dernier texte, texte de guerre, avait décidé que l'individu de sexe masculin qui, né en France, déclinerait, comme il en avait le droit, la qualité de Français « ne pourra plus obtenir la

faveur de la naturalisation ». La France supposait qu'il avait redouté d'être incorporé et d'être envoyé aux armées et elle entendait, à bon droit, lui en tenir rigueur (1). L'article 13, al. 3, de la loi du 10 août 1927, maintient en principe cette déchéance; il la supprime « en ce qui concerne les individus ayant servi dans les armées françaises ou alliées durant la période légale des hostilités ». L'espèce de désertion morale qu'on s'était proposé de frapper est alors soit exclue soit réparée (2). Au service dans les armées alliées, il y a lieu d'assimiler celui qui a été fait pendant la guerre, dans les armées simplement associées (3).

On remarquera ici, que la loi n'a pas exclu formellement, du bénéfice de la naturalisation française, les individus frappés d'un arrêté d'expulsion, comme elle l'a fait dans d'autres cas (art. 3, *in fine*; 4, *in fine*; 7, al. 4, L. 1927). Mais le contrôle de dignité auquel sont soumis les candidats permettra de les arrêter sur le chemin de la naturalisation, s'ils ont eu la témérité de s'y engager.

On pourrait subordonner l'acquisition de la nationalité française à une autre condition d'ordre général: décider qu'elle ne sera accordée que si elle entraîne la perte de la nationalité de l'Etat d'origine, d'après la

(1) LOUIS-LUCAS, *op. cit.*, p. 157.

(2) SAVATIER : *La Nationalité française d'après la loi du 10 août 1927. (Les lois nouvelles, 1927, 1^{re} partie).*

(3) V. NIBOYET : *Commentaire de la loi nouvelle sur la nationalité, du 10 août 1927. (Supplément au Manuel de droit intern. privé, de PILLET et NIBOYET, n° 136), Paris, 1928,*

législation de cet Etat. Mais, tenir compte des incapacités de droit public étranger quant à la perte de la nationalité, serait une solution fort dangereuse; elle conduirait à refuser la naturalisation au sujet d'une puissance admettant encore le système de l'allégeance perpétuelle, à la faire dépendre, le cas échéant, d'une autorisation expresse de l'Etat originaire; elle serait nettement contraire au principe fondamental, selon lequel tout individu peut changer librement de patrie, « *ne quis invitus in vivitate maneat* ».

Le projet du Sénat de 1922 décidait cependant que la naturalisation ne pourrait être accordée aux ressortissants des pays qui permettent à leurs nationaux de se faire naturaliser à l'étranger tout en conservant leur nationalité d'origine.

Cette restriction, qui visait la fameuse loi Delbruck, a été supprimée par la Chambre des Députés en 1924, l'article 278 du Traité de Versailles la rendant inutile dans les rapports franco-allemands.

Aussi bien, la perte de la nationalité antérieure n'est pas, sauf convention contraire, condition de la naturalisation française (1).

Et nous ne rencontrons, en définitive, dans notre droit, qu'une restriction d'ordre général en matière de naturalisation: celle édictée par la loi du 3 juillet 1917.

(1) A. DE LAPRADELLE et J.-P. NIBOYET : *op. cit.*, p. 411 et 412. — V. *contrà*, AUDINET : *Revue critique de droit international*, 1928.

§ 1. — REGIME DE DROIT COMMUN.

Deux modifications importantes sont apportées par l'article 6, alinéa 3 - 1° de la loi du 10 août 1927, au système de 1889, l'une se référant à la condition de capacité, l'autre à la condition de stage.

Condition de capacité.

La naturalisation, jusque là possible seulement pour les étrangers majeurs, le devient désormais pour les étrangers âgés de 18 ans révolus. Cette disposition a surtout pour objet d'incorporer à la population des hommes jeunes qui feront leur service militaire avec les contingents de leur âge. Elle leur donne, en outre, la possibilité d'entrer dans les grandes écoles nationales: Polytechnique, Saint-Cyr, etc. C'est la raison pour laquelle la loi de 1927 revêt essentiellement le caractère d'une loi de recrutement. La question démographique ne joue, en l'occurrence, qu'un rôle secondaire. Nul ne contestera, en effet, que si le législateur avait fait abstraction des nécessités d'ordre militaire, il aurait pu, tout aussi bien, fixer la « majorité de la naturalisation » à 21 ans.

La solution qui a été adoptée est peut-être conforme aux intérêts de l'Etat. Mais au point de vue international, elle fera naître des conflits positifs de nationalités, chaque fois que le pays auquel appartient le naturalisé n'admettra pas que l'on puisse abdiquer aussi jeune sa nationalité d'origine.

L'article 6, alinéa 3, de la loi décide que le mineur qui sollicite la naturalisation de droit commun doit avoir l'autorisation expresse de son représentant légal, dans les termes de l'art. 3, alinéa 2, c'est-à-dire l'autorisation de celui de ses parents qui est investi de la puissance paternelle ou, le cas échéant, celle du tuteur, après avis conforme du conseil de famille (1). Ainsi, la question de capacité est résolue unilatéralement par la loi française. Nous nous trouvons ici en présence d'une dérogation au droit international privé : le candidat à la naturalisation ne devrait pouvoir être relevé de son incapacité que conformément aux prescriptions de la loi étrangère qui est encore sa loi nationale.

Mais nous avons déjà noté qu'en matière de nationalité notre droit exige que seules les règles contenues dans les lois françaises soient appliquées (2). Ce principe va nous guider dans l'examen des autres incapacités que le législateur n'a pas expressément prévues.

Ainsi, la femme mariée devra obtenir, conformément aux prescriptions du droit français, l'autorisation de son mari, même si, d'après la loi nationale commune des époux, la femme est pleinement capable (art. 212 et s. C. civ.).

Par contre, s'il y a séparation de corps, la femme

(1) Réserve faite du cas d'émancipation. En ce qui concerne le mineur émancipé, il semble rationnel de décider qu'il peut agir seul. Le principe de droit commun est, qu'en ce qui concerne le gouvernement de sa personne, il est tenu pour capable.

(2) V. *supra*, p. 49.

retrouve le droit commun (art. 311, al. 3 C. civ.) et peut demander seule la naturalisation.

D'ailleurs, ces deux solutions ont été consacrées par le législateur dans l'article 14 *a* de la loi de 1927, réglementant la réintégration par option de la Française devenue étrangère, avant 1927, par suite de son mariage avec un étranger.

D'autres circonstances peuvent se présenter : incapacité légale, absence ou disparition du mari. Ces diverses situations seront appréciées d'après la loi française, en tenant compte des éléments de fait fournis par l'application du droit national de l'intéressé. Un mari âgé de 21 ans, que sa loi nationale ne considérerait pas encore comme majeur, peut autoriser sa femme à demander la naturalisation française. Par contre, il en est incapable s'il est aliéné ou s'il a fait l'objet, dans son pays, d'une mesure analogue à l'interdiction et le frappant, comme elle, d'incapacité générale. L'absence sera judiciairement déclarée, conformément à l'article 115 du Code civil, ou résultera d'une situation juridique étrangère équivalente (1).

Dans ces divers cas, si l'on doit appliquer le droit commun, la femme mariée serait tenue de remplacer l'autorisation du mari par une autorisation de justice (art. 222 et 224 C. civ.). Toutefois, l'article 14 *a* de la loi de 1927 dispense la femme mariée, qui désire re-

(1) A. DE LAPRADELLE et J.-P. NIBOYET : *op. cit.*, p. 420 — *contra* pour l'application de la loi nationale du mari, CALBAIRAC : *Traité de la nationalité de la femme mariée*, Paris, 1929.

couvrir la nationalité française, de toute autorisation s'il y a absence, disparition ou incapacité légale du mari. Ne convient-il pas, dès lors, de généraliser la solution et de l'appliquer à la femme mariée que ces mêmes circonstances obligent à demander seule la naturalisation? La nécessité de l'autorisation dans le domaine de la nationalité a sa cause non dans l'incapacité de la femme, mais dans la puissance maritale à laquelle elle est soumise; quand celle-ci ne peut plus s'exercer, il n'y a aucune raison pour lui substituer une autorisation délivrée par les tribunaux (1).

Il nous reste à examiner le cas où le mari présent et capable refuserait l'autorisation requise pour la naturalisation de sa femme. Il paraît d'autant plus logique de décider aujourd'hui que l'autorisation de justice pourra remplacer l'autorisation maritale que la loi consacre, en principe, l'indépendance de la femme par rapport au mari en ce qui concerne la nationalité. Des doutes pourraient naître de la lecture de l'article 14 *a* de la loi de 1927 qui exige, pour la réintégration de la femme mariée, l'autorisation du mari et semble rejeter — ne la visant pas — l'autorisation de justice. Mais ces doutes s'effacent dès que l'on veut bien se rappeler que le contrôle de l'exercice de la puissance maritale par les tribunaux est de droit commun. Ce contrôle doit être admis chaque fois qu'il n'est pas exclu par un texte formel ou une raison impérative, tirée de la nature de l'acte à accomplir.

(1) A. DE LAPRADELLE et J.-P. NIBOYET, *op. cit.*, p. 420.

Une dernière catégorie d'incapables est constituée par les interdits, les prodigues et les faibles d'esprit.

En ce qui concerne l'interdit, on réclamera l'intervention du tuteur et même l'autorisation du conseil de famille, puisque sa condition juridique est semblable à celle du mineur et que, pour ce dernier, ces deux conditions sont requises (art. 6, al. 3 et 3, al. 2).

Si l'on se trouve en présence d'un prodigue ou d'un faible d'esprit, leur incapacité étant limitée aux actes d'intérêt pécuniaire, il semble difficile de leur refuser la faculté de postuler la naturalisation.

Au surplus, pour ceux-ci comme pour l'interdit, la question n'offre aucun intérêt pratique, car le Gouvernement français se refusera presque toujours de conférer le droit de cité à des étrangers frappés de l'une ou de l'autre de ces incapacités.

Les observations générales que nous venons de formuler sur la capacité s'appliquent à tous les cas de naturalisation. Signalons toutefois que, pour le mineur qui demande la naturalisation sans condition d'âge, de l'article 6-3°, le législateur a prévu deux hypothèses : ou bien ce mineur a plus de 16 ans et il agit alors lui-même avec l'autorisation de son représentant légal, ou bien ce mineur a moins de 16 ans et la demande est alors introduite par son représentant légal.

Condition de stage.

Le stage imposé au candidat à la naturalisation qui était de trois ans de domicile après admission à domicile, conformément à l'article 13 du Code civil ou de

dix ans de simple résidence, est ramené à trois ans seulement de résidence (art. 6, 1^o, L. 1927).

Il y a là une exigence traditionnelle, constituant la preuve objective des attaches de l'étranger avec la France. On sait, d'autre part, que la durée de ce stage a varié suivant les époques.

Aucun rapprochement ne peut être fait entre les trois années de stage de la loi de 1927 et les trois années de stage consécutives à l'admission à domicile telle que l'établissait la loi de 1889.

Pour être admis à domicile, l'étranger devait présenter une demande au Garde des Sceaux, demande qui était suivie d'une enquête à la fois longue et minutieuse. Le décret d'admission à domicile n'était conféré qu'une ou deux années après l'introduction de la demande. De telle sorte qu'au moment de sa naturalisation, l'étranger se trouvait avoir résidé pendant quatre ou cinq années en France. D'autre part, des droits assez élevés étaient perçus à l'occasion de cette première formalité. Les avantages propres à l'admission à domicile étant pratiquement nuls, seuls sollicitaient cette faveur ceux qui avaient des raisons sérieuses de se fixer définitivement sur notre territoire. Il y avait là un ensemble de garanties auxquelles le législateur de 1927 a peut-être trop légèrement renoncé.

Le stage prévu par l'article 6, alinéa 3, 1^o de la loi de 1927 est « une résidence non interrompue pendant trois années en France », résidence à laquelle est assimilé « le séjour en pays étranger pour l'exercice d'une fonction conférée par le Gouvernement français ».

Trois éléments doivent donc être réunis : la résidence non interrompue, la résidence en France ou le séjour assimilé, la résidence de trois ans (1).

Tout d'abord, la loi exige la résidence. Ce qu'elle veut, c'est une attache réelle et durable avec notre pays. Le domicile qui ne s'accompagnerait pas de résidence serait insuffisant par exemple et surtout le domicile de dépendance d'un mineur habitant de façon constante à l'étranger. Pour que la résidence soit réelle, il est nécessaire qu'elle soit « non interrompue ». Si l'étranger s'absentait trop souvent du territoire français, faisait de longs séjours à l'étranger, bref y avait un véritable centre d'activité, il n'y aurait pas résidence « non interrompue », au sens de la loi de 1927. Bien entendu, des voyages de courte durée, même répétés, n'empêcheraient pas de considérer comme remplie la condition stipulée par le législateur. Un incident des travaux préparatoires de la loi vient confirmer cette interprétation. Le 31 mars 1927, M. Cluzel proposait à la Chambre d'ajouter à la résidence non interrompue « l'établissement d'un domicile ». Cette disposition visait spécialement les travailleurs d'origine étrangère qui, pendant les quelques mois de morte saison, se rendaient chez des parents de l'autre côté de la frontière et qui, par suite d'une interprétation trop stricte de la loi pouvaient se voir écarter de la naturalisation. Considérant que la Chancellerie avait déjà réglé la question dans un sens favorable aux ouvriers dont se préoccu-

(1) MM. DE LAPRADELLE et NIBOYET, *op. cit.*, p. 413.

pait M. Cluzel, la Commission du Sénat se prononça contre l'extension qui lui était demandée.

Mais l'expression « résidence non interrompue » peut aussi avoir une seconde signification. Le législateur a peut-être vu dans cette exigence la preuve de la « francisation » de l'intéressé. Vaudraient dès lors « interruption », tous les séjours dans le pays d'origine impliquant une persistance des rapports d'allégeance entre ce pays et l'intéressé : séjours pour satisfaire à des obligations militaires, pour prendre part à des élections, etc... Telle était bien la pratique de la Chancellerie sous l'empire de la loi de 1889, loi qui organisait l'assimilation de fait préalablement à la naturalisation. Mais avec le système de 1927, où les assimilations de fait et de droit doivent se réaliser parallèlement, on ne peut évidemment reprocher à l'étranger de ne pas avoir été, dès avant sa demande « francisé ». Il est, dès lors, probable que la Chancellerie tiendra désormais moins compte des motifs des absences que de leur durée et de leur fréquence (1).

Deuxième élément : La résidence du candidat à la naturalisation doit avoir duré trois ans. Il ne suffirait pas que cette résidence ait eu lieu à un moment quelconque, c'est-à-dire à une époque plus ou moins éloignée de la demande; il faut que l'expiration du délai de trois ans coïncide en fait avec l'introduction de la demande (2).

(1) MM. DE LAPRADELLE et NIBOYET, *op. cit.*, pp. 413 et 414.

(2) V. en ce sens, l'opinion du Commissaire du gouvernement, M. Fleys, à la séance du Sénat, du 3 déc. 1925.

Troisième élément : La résidence doit s'accomplir en France, sur le territoire métropolitain ou dans les colonies suivantes : Algérie, Guadeloupe, Martinique, Réunion (art. 15 L.).

A la résidence en France, l'article 6, alinéa 3, 10 assimile, comme le faisait l'article 8, 5^o du Code civil le séjour en pays étranger pour l'exercice d'une fonction conférée par le Gouvernement français. Cette exception se justifie d'elle-même : elle suppose, chez l'intéressé des sentiments non équivoques de loyalisme à l'égard de la France. Il faut, en raison même de cette disposition, que la fonction soit conférée par le Gouvernement français et non par un organisme international. Mais cette condition nécessaire est aussi suffisante. Un étranger qui représenterait la France dans une administration internationale pourrait se prévaloir de la disposition de l'article 6, alinéa 3, 1^o, s'il a été désigné à ce poste par le Gouvernement de la République.

La deuxième assimilation à la résidence en France ne date que de la loi de 1927 (même article); c'est celle d'un séjour dans un pays en union douanière avec la France. Depuis le retour de la Sarre à l'Allemagne, cette disposition ne vise plus que la principauté de Monaco. Elle a soulevé de vives et légitimes critiques. « N'est-il pas paradoxal, écrit M. Louis-Lucas, tant au point de vue de la France qu'au point de vue de la Principauté qu'un sujet monégasque va pouvoir ainsi changer de nationalité sans donner d'autre gage que sa ferme volonté de ne rien modifier ni à son habita-

tion, ni à ses habitudes. Il est vrai que le contrôle exercé par la France au moment de la naturalisation lui permettra de n'utiliser cette règle exceptionnelle que dans la mesure où les situations particulières le réclameront. »

Au surplus, si d'autres unions douanières devaient être conclues un jour, il serait facile aux deux Etats contractants, d'écarter dans leur convention, l'application de la loi du 10 août 1927.

§ II. — REGIMES DE FAVEUR.

La loi du 10 août 1927, avons-nous dit, institue trois régimes de faveur.

Premier type.

Comme dans la naturalisation ordinaire, le demandeur doit avoir 18 ans révolus, mais la durée de la résidence est réduite de trois années à une année.

Il s'agit ici de deux groupes distincts. L'un comprend les étrangers dont la naturalisation peut servir les intérêts du pays, « ceux qui ont rendu des services importants à la France, y ont apporté des talents distingués, y ont introduit soit une industrie ou des inventions utiles, y ont créé soit des établissements industriels ou autres, soit des exploitations agricoles ». L'article 6, 2° de la loi de 1927 ne fait que reproduire sur ce point la loi du 26 juin 1889 (art. 8, 5°, 3° C. civ.), laquelle s'inspirait elle-même de la loi du 29 juin 1867 (art. 2).

Nul doute que des difficultés d'interprétation pourront naître en présence de ce texte imprécis. Si l'on se

rapporte aux premiers chefs de l'énumération, le Gouvernement peut, en se prévalant de la loi, naturaliser, à l'expiration d'une année de stage, toute personne à qui il désire concéder cette faveur. « Il n'est pas de critérium objectif possible de l'importance ou même de l'existence des services rendus à la France, pas plus qu'il n'en est du talent des requérants; il n'en est guère d'avantage de l'utilité de l'industrie ou des inventions introduites et s'il faut, dans ce cas, qu'il y ait au moins introduction en France de quelque chose, il sera toujours possible, ce quelque chose manquant, d'invoquer la distinction du talent du demandeur. L'arbitraire gouvernemental est sur ce point complet » (1).

La seconde partie de l'énumération, celle relative à la création d'établissements industriels, d'« autres » établissements ou encore d'établissements agricoles est conçue, elle aussi, en des termes qui ne sont pas d'une clarté parfaite.

Remarquons, tout d'abord, que la désignation des « établissements » n'étant pas limitative, c'est une nouvelle porte qui se trouve ouverte aux abus. D'autre part, la Chancellerie ne se montre pas d'une rigueur excessive pour interpréter le mot « création ». Il lui suffit que l'activité personnelle de l'étranger se soit manifestée de façon heureuse et conforme à l'intérêt national, question de pur fait, laissée ici encore à l'appréciation souveraine du pouvoir administratif.

Le deuxième groupe réunit diverses catégories de personnes nettement déterminées, présentant aux

(1) MM. DE LAPRADELLE et NIBOYET, *op. cit.*, n° 415.

yeux du législateur certaines garanties d'assimilation : étrangers ayant servi dans les armées françaises ou alliées, ou ayant acquis des diplômes délivrés par des facultés françaises, ou ayant épousé une personne de nationalité française, ou enfin, étrangers nés en France qui y ont établi leur domicile à une date postérieure à leur majorité.

a) *Etrangers ayant servi dans les armées françaises ou alliées.*

La loi de 1889 — et c'était une innovation de cette loi — ne visait que les étrangers « attachés à un titre quelconque au service militaire dans les colonies et les protectorats français ». L'éventualité était exceptionnelle et ne servait guère qu'à favoriser, le cas échéant, les individus qui avaient contracté un engagement dans la légion étrangère.

La loi du 10 août 1927 reprend la formule et l'applique, d'une façon générale, aux « étrangers qui ont servi dans les armées françaises ou alliées ».

Elle tient compte du service dans les armées françaises à un titre et à un moment quelconques, que ce service soit régulier ou qu'il résulte d'une erreur (1), qu'il ait eu lieu avant ou après la guerre, sur le territoire français, en pays sous mandat ou en pays étranger. Telle est du moins l'interprétation très large que donnent à cette formule MM. de Lapradelle et Niboyet.

(1) V. le cas de Jean-Jacques Zen « soldat et fonctionnaire français qui découvre qu'il n'est pas français ». *Paris-Soir*, 14 janvier 1937.

Ainsi, les apatrides résidant en France qui sont incorporés avec leur classe d'âge dans les régiments étrangers, mais qui peuvent aussi être incorporés dans les régiments français quand ils ont été élevés depuis 8 ans par une famille ou dans une école françaises (art. 3, al. 2, L. 31 mars 1928) sont appelés tout au moins dans ce dernier cas à bénéficier de la faveur de la loi.

Nous disons « dans ce dernier cas », car la doctrine est assez divisée sur la question de savoir si le service dans des formations indépendantes ou spéciales peut être assimilé au service dans l'armée régulière. En ce qui nous concerne, nous estimons qu'aucune différence ne doit être établie entre les deux sortes de services; ce qui compte, en définitive, c'est l'instruction militaire reçue par l'intéressé sous le commandement d'officiers français.

Nous avons parlé du service accompli avant ou après la guerre. Quant au service accompli durant la guerre, une loi spéciale, la loi du 5 août 1914, article 3, autorise, dans cette hypothèse, la naturalisation sans condition de stage. Cette loi, contrairement à l'opinion soutenue par certains auteurs (1), n'a pas été abrogée par l'article 6, alinéa 3-2° de la loi de 1927 : l'engagement pour la durée de la guerre révélant plus de dévouement que l'accomplissement du service ordinaire, il est normal que les anciens engagés continuent à bénéficier de ce régime exceptionnellement avantageux. Tel est, du reste, l'avis de la Chancellerie qui

(1) V. LOUIS-LUCAS, *op. cit.*, p. 149.

considère la loi de 1914 comme étant toujours en vigueur.

La loi de 1927 assimile, pour la naturalisation de faveur, le service accompli dans les armées alliées au service accompli dans les armées françaises. Il ne peut s'agir ici que du service accompli pendant les hostilités ou tout au plus dans une armée chargée de liquider les conséquences de la guerre. Bien que l'armée américaine fût — on s'en souvient — associée et non alliée, on est d'accord pour interpréter la loi dans le sens le plus libéral et écarter toute distinction entre les combattants ayant servi sous le drapeau américain et ceux ayant servi sous les drapeaux alliés.

b) *Etrangers ayant acquis des diplômes délivrés par les facultés françaises.*

Il y a là une disposition nouvelle résultant d'un amendement de M. Ordinaire, présenté à la séance du Sénat du 3 décembre 1925, appuyé par le Commissaire du Gouvernement, M. Lévy-Ullmann, professeur à la Faculté de Droit de Paris et accepté par la Commission.

On doit féliciter M. Lévy-Ullmann de son intervention, car c'est dans nos écoles que les jeunes étrangers apprendront le mieux à connaître et à aimer leur nouvelle patrie.

La loi semble se référer seulement aux diplômes de l'enseignement supérieur. C'est bien ce qui ressort de l'Instruction du 13 août 1927, laquelle déclare : « Peuvent être considérés comme diplômes délivrés par les facultés françaises, ceux qui confèrent le grade de doc-

teur ou licencié et voire même le diplôme de pharmacien ».

L'extension de cette faveur aux diplômes de l'enseignement technique, demandée par M. Mauger a été repoussée. On ne saurait donc prendre en considération les diplômes délivrés par certaines grandes écoles : Ecole Centrale des Arts et Manufactures, Ecole des Hautes Etudes Commerciales, etc.

Quelques auteurs décident qu'on peut assimiler, pour la naturalisation de faveur, les diplômes dits d'Université aux diplômes d'Etat. Cette interprétation extensive ne paraît pas correspondre aux vues du législateur, car les diplômes d'Université sont destinés en général à des candidats n'ayant pas fréquenté nos écoles secondaires, et, par conséquent, peu familiarisés avec notre langue (1).

c) Etrangers ayant épousé une personne de nationalité française.

La loi du 26 juin 1889 (art. 8-5°-4° C. civ.) n'indiquait que « l'étranger ayant épousé une française » ; l'étrangère épousant un français devenait, en effet, automatiquement française (art. 12, al. 1, C. civ.).

L'article 8, alinéa 1, de la loi de 1927 consacrant la règle d'indépendance de nationalité des époux, l'article 6, 3°, alinéa 2° s'applique fort justement à tout

(1) On concevait, par contre, que les diplômes délivrés, à titre étranger, par des écoles militaires comme Polytechnique ou Saint-Cyr soient assimilés aux diplômes délivrés par les facultés, puisque la loi de 1927 a pour objet principal de renforcer les cadres et les effectifs de l'armée.

individu, de quelque sexe qu'il soit, ayant épousé une personne française. La formule est générale; le texte en question peut donc être invoqué par une étrangère mariée à un français et n'ayant pas acquis, sur demande, la nationalité de son mari au moment de son mariage. Il peut l'être aussi par l'étranger marié à une femme qui est restée française. Mais supposons que la femme française ait perdu par son mariage sa nationalité, conformément à l'article 8, 2^e et 3^e alinéas de la loi. Dans ce cas, le mari est-il fondé à demander la naturalisation de faveur de l'article 6, 3^e alinéa 2^o? Selon une première opinion, c'est par l'affirmative que doit être résolue cette question : le mari a épousé une Française et rien n'indique qu'on ait voulu, sur ce point, rompre avec le droit antérieur. D'autres auteurs soutiennent, au contraire, que l'étranger ne peut se prévaloir de l'article 6, 3^e alinéa, 2^o : il ne saurait être considéré comme ayant épousé une Française, « puisque c'est au moment même où il est devenu son époux qu'elle a cessé d'être Française » (1).

d) *Etrangers nés en France qui y ont établi leur domicile à une date postérieure à leur majorité.*

Il s'agit d'individus nés en France de parents étrangers, nés tous deux à l'étranger, donc qui ne sont pas Français d'origine. Ces individus n'ont pas fixé leur domicile en France et opté pour la nationalité française pendant leur minorité (art. 3, L. 1927). N'étant pas

(1) Dans ce sens LOUIS-LUCAS, *op. cit.*, p. 151.

domiciliés dans notre pays à l'âge de 21 ans (art. 4, L. 1927), ils ne sont pas devenus Français par le bienfait de la loi.

Sous l'empire de la loi du 26 juin 1889 (art. 9, C. civ.), ils pouvaient, dans l'année de leur majorité, faire soumission de fixer leur domicile en France et dans l'année suivant cet acte de soumission, au plus tard à 23 ans, établir leur domicile en France et opter pour la nationalité française, acquérir celle-ci par le bienfait de la loi. Cette faculté leur est retirée par la loi de 1927 (art. 3 et 4) (1). Mais par contre, ils vont pouvoir, à un âge quelconque après leur majorité, obtenir la qualité de Français après une année seulement de stage (2).

Il est assez curieux de constater que le législateur semble exiger, dans ce cas particulier, à la fois domicile et résidence en France (art. 6 - 2°). Nous considérons, avec la majorité des auteurs, que cette condition n'est double qu'en apparence. Le domicile doit être pris

(1) Les individus nés avant l'entrée en vigueur de la loi de 1927 peuvent-ils continuer à se prévaloir de l'art. 9 du Code civil?

Il convient de distinguer. S'ils avaient déjà formulé leur réclamation à ce moment, il y a droit acquis pour eux. Si non, ils doivent subir le système nouveau qui est d'ordre public et qui, d'autre part, ne se heurte pas à un droit acquis. L'intérêt de la question réside dans le fait qu'avec le système de la loi 1927, il y a naturalisation et que l'intéressé n'aura pas, de ce fait, la plénitude des droits des Français originaires.

(2) Ainsi que le fait observer M. Louis-Lucas (*op. cit.*, p. 151), c'est l'ultime hypothèse d'acquisition de la nationalité française *jure soli*.

ici dans le sens qu'il a dans les articles 3 et 4 de la loi dont l'article 6 - 2° *in fine* n'est que le prolongement, c'est-à-dire dans le sens d'une résidence effective et permanente. Une résidence ainsi qualifiée, ayant duré un an au moment de la demande de naturalisation, sera donc nécessaire et suffisante (1). Ajoutons que le séjour à l'étranger prévu par l'article 6 - 1°, alinéa 2, pourra, dès lors, être assimilé à la résidence en France.

Deuxième type.

Nous nous trouvons ici en présence d'individus ayant du sang français et à qui la loi — tant est capitale l'influence du *jus sanguinis* lorsqu'elle joue au profit de la France — accorde des facilités considérables pour acquérir la nationalité française (art. 6 - 3° L.).

Toute condition d'âge est supprimée et la demande de naturalisation peut émaner d'un mineur, même âgé de moins de 18 ans. Rappelons ici que l'article 6 - 3°, alinéa 2, reprenant le système de l'article 3, distingue, suivant que le mineur a plus ou moins de 16 ans. Au premier cas, il agit lui-même avec l'autorisation de son représentant légal, parent investi de la puissance paternelle ou tuteur; au second cas, la demande est faite par le représentant légal.

Observons également que la demande pourra être introduite par l'intéressé, « sans condition de stage,

(1) DE LAPRADELLE et NIBOYET : *op. cit.*, p. 416, *contra*, LOUIS-LUCAS : *op. cit.*, p.152.

pourvu qu'il soit domicilié en France », c'est-à-dire qu'il y ait sa résidence effective et permanente dans le sens des articles 3, 4 et 6 - 2° *in fine* de la loi.

Nous en déduirons, ainsi que nous l'avons fait pour l'article 6 - 2° que le séjour à l'étranger pour l'exercice d'une fonction conférée par le Gouvernement français ou le séjour dans un pays en union douanière avec la France, pourra remplacer, le cas échéant, le séjour sur le territoire national. (Art. 6 - 1°, al. 2, L. 1927) (1).

Il nous reste à déterminer quels sont les bénéficiaires de la naturalisation très facilitée, prévue par l'article 6 - 3°. On peut les classer en quatre catégories (2).

1° « Tout individu né à l'étranger... d'un Français dont, en conformité de l'article 1 - 4°, alinéa 1, il ne suit pas la nationalité ». Il s'agit d'un enfant naturel que son parent français a reconnu, mais ce parent français se trouve être celui dont il ne doit pas prendre la nationalité. C'est le parent qui l'a reconnu le second ou sa mère s'il a été reconnu, en même temps, par ses deux parents. Né en France, cet enfant eut été Français en vertu de l'article 1 - 6°. Mais il est né à l'étranger. Bien qu'il ne puisse être considéré comme Français ni en vertu du *jus sanguinis*, ni en vertu du *jus soli*, son ascendance partiellement française va lui faci-

(1) M. Louis-Lucas qui n'admet pas cette extension dans le cas de l'article 6 - 2° *in fine*, n'hésite pas à l'appliquer dans la présente hypothèse. *Op. cit.*, p. 154.

(2) Nous reproduisons ici l'exposé de M. Louis-Lucas, *op. cit.*, pp. 154 et s., car c'est le seul qui soit présenté sous une forme claire et concise.

liter singulièrement l'obtention de la qualité de Français.

2° « Tout individu né à l'étranger... d'une Française ». Cas semblable au précédent mais se situant dans la famille légitime et d'autant plus concevable qu'aujourd'hui la femme conserve, en principe, sa nationalité française malgré son mariage avec un étranger. Etant donnée la priorité reconnue à la nationalité du père sur la nationalité de la mère, cet enfant n'aurait pu être spontanément français que s'il était né en France par application de l'article 1-3°. Bien qu'ayant vu le jour à l'étranger il bénéficiera, s'il le désire, de la naturalisation sans condition.

3° « Tout individu... né en France ou à l'étranger de parents dont l'un a perdu la qualité de Français ». Jusqu'à la loi de 1927, cet enfant d'un ex-Français pouvait acquérir la nationalité française à tout âge, par le bienfait de la loi, conformément à l'article 10 du Code civil. Le législateur de 1927 s'est montré plus sévère car, dans ce cas, les attaches avec la France lui sont apparues comme assez fragiles. Aussi a-t-il préféré imposer à l'intéressé le contrôle que suppose la naturalisation, même très facilitée de l'article 6-3°. La naturalisation, nous le verrons, ne lui conférera pas immédiatement la plénitude des droits de citoyen français.

Ce sont ces différences qui incitent à se demander si les individus nés avant l'entrée en vigueur de la loi peuvent continuer à se prévaloir de l'article 10 du Code civil. Nous nous sommes déjà posé cette question à

propos de l'article 9 du Code civil, article également abrogé. Il faut la résoudre de la même manière : si l'intéressé avait déjà formulé sa réclamation de la nationalité française avant la promulgation de la loi de 1927, il a un droit acquis à bénéficier du régime ancien. Dans le cas contraire, il n'a pas de droit acquis et il doit subir le nouveau régime qui a de sa nature le caractère d'ordre public.

4° « Les descendants des familles proscrites lors de la révocation de l'édit de Nantes. Rappelons brièvement la situation de cette catégorie d'individus. Louis XIV ayant révoqué, en 1685, l'édit par lequel Henri IV avait, en 1598, autorisé les protestants à pratiquer leur culte en France, ceux d'entre-eux qui ne voulurent pas abjurer durent s'expatrier et perdirent la nationalité française. La loi du 15 décembre 1790 (art. 22) leur permit de recouvrer la nationalité française, à la condition de revenir en France. La loi du 26 juin 1889 (art. 4) subordonna cette restitution de la nationalité française à un décret de réintégration. Cette ancienne législation devant être considérée comme abrogée par l'article 6 de la loi de 1927, la naturalisation sans stage dont ils peuvent bénéficier n'est plus qu'un cas de naturalisation exceptionnelle à traiter comme les autres cas. De plus, la loi de 1927 ne visant que les familles proscrites lors de la révocation de l'édit de Nantes, ceux-ci seuls peuvent s'en prévaloir; aucune controverse n'est plus possible pour savoir s'il ne faut pas élargir cette expression, semblable à celle de la loi de 1889, en la confrontant à celle de la loi

de 1790 qui concernait tout Français expatrié pour cause de religion, à quelque époque que ce soit. Il semble, par contre, qu'il faille, comme avant 1889 et comme sous l'empire de cette loi, admettre à demander la naturalisation sans stage tous les descendants de Français expatriés à la suite de la révocation de l'édit de Nantes, qu'ils soient nés en France ou à l'étranger, qu'ils descendent du religionnaire par les hommes ou par les femmes (1).

Il faut reconnaître que le maintien de cette règle archaïque est aujourd'hui bien discutable: une seule demande de naturalisation a été faite en vertu du texte précité en 1926.

Troisième type.

Une naturalisation de faveur est encore prévue, sans condition de stage, au profit des membres de la famille du naturalisé. Nous en préciserons les modalités dans le chapitre consacré à l'étude des effets collectifs de la naturalisation.

§ III. — NATURALISATIONS SPECIALES.

Il y a lieu de rappeler que la loi du 28 juillet 1925 instituait une naturalisation spéciale en faveur des anciens protégés français en Turquie. Bien que cette loi

(1) DE LAPRADELLE et NIBOYET : *op. cit.*, p. 418.

ne soit plus en vigueur, il nous paraît intéressant d'en signaler les caractéristiques essentielles.

Depuis des siècles, la France avait le droit, de protéger en Turquie d'autres personnes que ses nationaux. Dès l'an 1528, les étrangers pouvaient venir et résider dans l'Empire Ottoman sous le pavillon de la France; la protection s'étendait même sur des sujets ottomans remplissant certaines fonctions dans les Consulats français, à titre de drogmans, janissaires, etc. Sous-traites à l'autorité locale, ces personnes étaient placées exclusivement sous la juridiction des consuls de France, grâce au régime des capitulations.

Les protégés comprenaient, d'abord, des étrangers appartenant à un pays non représenté à la Porte.

D'autre part, il existait, en territoire turc, un certain nombre de personnes originaires soit des îles grecques de l'Archipel, soit des anciens Etats pontifi-caux ou principautés de la péninsule italienne et dont les familles s'étaient établies dans le Levant bien avant la constitution du Royaume d'Italie.

Quelques-unes de ces familles jouissaient de la protection française depuis plus d'un siècle et n'avaient plus aucune attache avec leur pays d'origine. De culture et de sentiments français, ayant consacré parfois leur travail et leur vie à enseigner notre langue en Orient ou à servir dans les hôpitaux ou autres établissements de bienfaisance, ces personnes n'ont cessé de rester sous l'influence française; elles étaient destinées à continuer à vivre en Turquie et à y faire rayonner l'esprit de notre civilisation. Le législateur a pensé que le seul

moyen de les protéger après l'abolition des capitulations était de les admettre à la naturalisation française.

Le stage obligatoire en territoire français était remplacé par une triple condition; les intéressés devaient : 1° avoir bénéficié de la protection française pendant une durée de 15 ans; 2° avoir été soumis au même traitement que les Français pendant la guerre de 1914-1918, c'est-à-dire avoir subi les mêmes restrictions, les mêmes contraintes, les mêmes mesures privatives de liberté; 3° enfin, la loi prévoyait qu'ils ne pouvaient cumuler les nationalités française et turque.

Les demandes de naturalisation devaient être formulées dans un délai de six mois et les décrets de naturalisation publiés dans un délai de dix-huit mois à dater du jour de la promulgation de la loi.

Les délais de la loi de 1925 ayant été jugés trop brefs et ses conditions trop strictes, le Gouvernement a, en 1929, déposé un projet de loi « sur la naturalisation des anciens protégés français » (1).

Ce projet concerne ceux qui ont été protégés dans tout territoire où le régime capitulaire a été aboli; il suffit qu'il y ait eu protection au 1^{er} juillet 1914, cette situation étant établie par l'inscription, à cette date, de l'intéressé ou de ses parents sur le registre de protection d'un Consulat français; un délai d'un an est accordé pour le dépôt de la demande. La Chambre

(1) *J. Off.*, Doc. parlem. Ch. Dép., 1929, S. O., p. 1145.

des Députés a adopté le projet sans débat, le 22 avril 1930 (1).

Cette question mérite un nouvel et attentif examen, dans un moment où l’Egypte revendique, à son tour, une souveraineté absolue à l’intérieur de ses frontières.

*
**

Rappelons aussi qu’une autre naturalisation « spéciale », une naturalisation sans condition de résidence, a été instituée par la loi du 5 août 1914 (art. 3), au profit des étrangers ayant contracté un engagement pour la durée de la guerre. Cette loi, nous la connaissons. Nous ne reviendrons donc pas sur les explications que nous lui avons consacrées dans un précédent chapitre.

(1) *J. Off.*, Déb. parlem. Ch. Dép., 1930, S. O., p. 2031.

V. VOIRIN : *Revue trimestrielle de Droit civil*, 1930, p. 583.

SECTION II.

PROCEDURE DE LA NATURALISATION.

L'article 6, alinéa 2, de la loi du 10 août 1927 déclare : « La naturalisation est accordée par décret rendu après enquête sur l'étranger ». Le détail de la procédure est fixé par les articles 1 et 2 du décret du 10 août 1927.

§ 1. — LA DEMANDE DE DECRET.

L'étranger qui veut obtenir la naturalisation doit adresser au Ministère de la justice une demande rédigée sur papier timbré (art. 1, D. 10 août 1927).

Nous n'examinerons pas ici les questions relatives à la capacité du demandeur, celles-ci ayant été étudiées dans un paragraphe antérieur. L'article 1 du décret du 10 août 1927 rappelle que, lorsque l'intéressé est âgé de moins de 21 ans sa requête doit être contre-signée par le parent investi de la puissance paternelle. Il ajoute qu'en cas de décès de ses père et mère ou d'impossibilité matérielle et légale de rapporter leur consentement, l'impétrant doit produire l'avis de son conseil de famille (1).

(1) Dans cette dernière hypothèse cependant, l'intéressé n'est pas en tutelle. Il faut donc admettre qu'un conseil de famille spécial qui disparaîtra aussitôt après, devra être réuni pour fournir l'autorisation réclamée. LOUIS-LUCAS : *op. cit.*, p. 160.

Si l'intéressé étant infirme ou analphabète ne sait pas signer, la demande pourra être faite par mandataire, à condition que la procuration soit spéciale et authentique. Le consentement du représentant sera, si besoin, donné soit sur la requête, soit par lettre séparée; dans l'un et l'autre cas, la signature devra être légalisée (1).

La demande est déposée soit à la préfecture du département où le candidat réside, soit, en cas de résidence de celui-ci à Paris, à la préfecture de police. (Art. 1, al. 3, D. 10 août 1927).

L'intéressé joint à sa requête les actes d'état-civil et les pièces justificatives qui lui sont réclamés pour établir son identité, sa nationalité d'origine, sa situation de famille, sa profession et la durée de son séjour en France, ainsi que des attestations sur ses antécédents et sa moralité dans son pays d'origine ou dans tout autre pays étranger où il aurait séjourné. Si l'impétrant est dans l'impossibilité de se procurer les actes d'état-civil exigés, ces actes peuvent être suppléés par un acte de notoriété, délivré par le juge de paix dans la forme prescrite par l'article 71 du Code civil. Le Ministre de la Justice peut dispenser l'intéressé de produire un acte de notoriété, lorsque tel document en sa possession, paraît suffisant pour établir son identité et sa situation de famille. (Art. 1, al. 3, 4 et 5, D.)

Si le demandeur est marié et si sa femme ne sollicite pas en même temps que lui la naturalisation, les raisons de cette abstention doivent être données (2).

(1) DE LAPRADELLE et NIBOYET : *op. cit.*, p. 421. — V. circulaire du Garde des Sceaux aux préfets, du 13 août 1927.

(2) Cfr. WEISS : *op. cit.*, p. 391, note 2.

Bien que le décret du 10 août soit muet sur ce point, on fera figurer dans la requête, l'engagement de payer les droits de sceau, ou l'affirmation de l'impossibilité de s'acquitter de ces droits en tout ou partie, et les raisons de cette impossibilité.

Le montant des droits en question s'élève actuellement à 1.300 francs, par application des lois de finances de 1920 à 1924. En cas de demande formulée par deux époux, ce droit peut être exigé de chacun d'entre eux. Cependant, les familles nombreuses qu'il est surtout désirable de voir devenir françaises et les postulants jeunes ne doivent pas être écartés, par le seul motif qu'ils seraient hors d'état d'acquitter ces droits de chancellerie assez élevés. Des réductions ou même des exonérations sont souvent accordées.

Ajoutons que, contrairement à une croyance assez répandue dans les milieux étrangers, l'intervention d'un avocat ou d'un conseil n'est nullement nécessaire dans une procédure normale de naturalisation.

§ II. — L'ENQUETE.

Le préfet procède d'office à une enquête qui porte tant sur la moralité et le loyalisme de l'impétrant que sur l'intérêt que la concession de la faveur sollicitée présenterait au point de vue national et social (art. 2, D.). En ne précisant pas l'objet sur lequel doit porter l'enquête, l'article 6 - 2 de la loi du 10 août 1927 avait entendu laisser au Gouvernement le soin de donner les instructions les plus larges, pour lui permettre d'être utilement renseigné, non seulement sur la moralité de

l'étranger, mais sur toutes les circonstances qui peuvent le rendre ou non désirable; à ce point de vue, il n'est pas de naturalisation qui soit plus souhaitable que celle de l'individu qui, sans être né en France, a pu y être élevé et désire y accomplir son service militaire (Cir. Min. 13 août 1927).

Pour le loyalisme, l'enquête devra déterminer d'abord si le postulant a manifesté pour la France une sympathie suffisante « condition *sine qua non* de la concession du droit de cité à un étranger (Même circulaire). Quant à la moralité, outre les rapports de chacun des préfets des départements où l'étranger a résidé, outre les attestations visant les séjours à l'étranger, le préfet devra joindre au dossier, non seulement le bulletin n° 2 du casier judiciaire de l'intéressé, mais encore un extrait des sommiers judiciaires le concernant et une déclaration séparée, signée de lui, relative à ses antécédents judiciaires (même circulaire).

Prévenu par le Parquet de toute poursuite contre des étrangers domiciliés dans le département, le préfet en avisera la Chancellerie quand l'individu poursuivi sera en instance de naturalisation. (Cir. aux Préfets 21 déc. 1929.)

Dès que ces renseignements ont été recueillis, le préfet transmet le dossier à la Chancellerie, émettant un « avis motivé », que le ministre veut net et précis, « sur la suite que l'affaire paraît comporter » et indiquant « le montant des droits de chancellerie qu'il conviendrait de laisser à la charge de l'impétrant » (art. 2, al. 2, D.).

Il doit, dans tous les cas, transmettre la demande. La décision du préfet qui rejetterait celle-ci serait entachée d'excès de pouvoir et pourrait être annulée par le Conseil d'Etat (1).

§ III. — LE DECRET DE NATURALISATION.

Une fois en possession du dossier qui lui a été transmis, la Chancellerie fixe, après étude, son opinion sur la demande de naturalisation. Il est statué par décret. Le législateur a renoncé à établir une publicité des demandes ou à faire intervenir le Conseil d'Etat. Ce double système qui avait fonctionné sous l'empire de la loi du 3 décembre 1849 et que déjà la loi de 1889 n'avait pas maintenu, a été définitivement abandonné. On n'a pas voulu compliquer sans nécessité les formalités de la naturalisation, ni décourager les candidats en les soumettant à une longue attente.

Rien ne peut remplacer, pour l'acquisition de la nationalité française, le décret de naturalisation; en particulier, ne peut lui équivaloir, le fait d'avoir été admis par le Gouvernement à exercer en France des droits attachés à la qualité de citoyens français (2).

Un décret est également indispensable pour rejeter valablement une demande de naturalisation, un simple arrêté ministériel étant considéré comme insuffisant; c'est en ce sens qu'est fixée, tout au moins actuellement, la pratique de la Chancellerie.

(1) Cons. d'Etat, 19 nov. 1925, *Gaz. Pal.*, 1926, I. 93.

(2) Bordeaux, 24 mai 1876, S. 1877, 2, 109.

Le décret accordant la naturalisation doit être publié non plus comme autrefois dans le *Bulletin des Lois*, mais au *Journal Officiel*. Les nouveaux textes, il est vrai, ne le répètent pas, mais c'est le système qu'a adopté le décret du 6 décembre 1923, lequel doit continuer incontestablement à être respecté, ainsi que l'affirme du reste l'Instruction du 13 août. Sauf le cas de remise totale des droits de sceau, les frais d'insertion sont à la charge de l'intéressé. (Art. 10-2, L. 13 juillet 1925.)

C'est à partir de cette publication que la naturalisation produit ses effets et que le délai de deux mois du pourvoi pour excès de pouvoir en violation de la loi commence à courir. Il en est de même quant au point de départ du délai de dix ans afférent aux diverses incapacités et à l'action en déchéance de la nationalité française dont il sera question plus loin.

Dès avant 1927, la jurisprudence et la majorité de la doctrine étaient fixées dans ce sens (1). On en déduisait que si le bénéficiaire du décret venait à mourir avant la publication dans le *Journal Officiel*, il devait être considéré comme n'ayant jamais été Français.

Enfin, avis de la décision prise est donné à l'intéressé qui, si la naturalisation lui est accordée, reçoit par la voie administrative, ampliation du décret le concernant (2).

(1) Cass. Civ., 16 juillet 1894, S. 1894, 1, 457 et sur renvoi, Orléans, 30 mai 1895. S. 1895, 2, 232.

(2) STEMLER, *Clunet*, 1890, p. 405.

§ IV. — LES VOIES DE RECOURS.

A la suite de l'enquête, une décision est intervenue.

Ce peut être d'abord le rejet de la demande, soit pour des motifs de légalité — l'individu ne réunissant pas les conditions exigées par la loi —, soit pour des motifs d'opportunité — le candidat ne présentant pas suffisamment de garanties pour acquérir la qualité de citoyen français.

De toute évidence, le Gouvernement a seul qualité pour apprécier les raisons d'opportunité et nul recours n'est possible, à ce point de vue, contre la décision qu'il aura prise.

En est-il de même lorsque c'est la légalité de la décision qui est contestée? On concevrait que, dans ce cas, l'intéressé soit admis à démontrer devant le Conseil d'Etat qu'il était en réalité qualifié pour bénéficier de la naturalisation. Il serait, en effet, inutile que le législateur ait précisé avec tant de soin les conditions d'aptitude à la naturalisation si celle-ci devait dépendre exclusivement de l'arbitraire du pouvoir exécutif et de l'interprétation donnée à la loi par les bureaux.

Bien que la doctrine semble s'orienter de plus en plus dans ce sens, la jurisprudence, entendant maintenir intact le pouvoir de décision du Gouvernement, se refuse à accorder tout recours au candidat évincé.

Observons du reste — et cette remarque est capitale — qu'aucun texte n'oblige la Chancellerie à motiver le rejet et qu'en règle générale, elle ne le motive jamais. Dans ces conditions, il sera presque toujours

impossible au demandeur de distinguer les motifs de légalité des motifs d'opportunité — ceux-ci disparaissant en quelque sorte derrière ceux-là — et le recours se trouvera, de ce fait, voué d'avance à un échec certain.

L'obligation de motiver elle-même ne constituerait pas, si on l'imposait, une garantie, car il suffirait à la Chancellerie, pour éviter toute contestation, de déclarer dans tous les cas de rejet, que la naturalisation était simplement inopportune.

Dès lors, la seule voie qui reste ouverte au postulant est celle du recours gracieux; sa demande étant écartée, il peut essayer d'en appeler du ministre mal informé au ministre mieux informé et solliciter un examen nouveau soit des motifs d'opportunité, soit des motifs de légalité. Il est à craindre que le plus souvent, un tel recours ne sera pas suivi d'effet.

Le même problème se pose lorsqu'il s'agit d'une décision qui, cette fois, accorde la nationalité française.

Bien entendu, ici encore, aucun recours n'est possible s'il s'agit de discuter l'opportunité de la naturalisation. Le principe que nous avons énoncé dans l'hypothèse du rejet doit demeurer intangible; le Gouvernement a seul qualité pour apprécier la dignité de celui qui a été naturalisé.

Mais, comme dans le cas présent, la question d'opportunité ne vient pas paralyser la question de légalité. Il est normal que celle-ci puisse être déférée, le cas échéant, au contrôle du pouvoir judiciaire.

Observons d'abord que le Chef de l'Etat peut, soit spontanément, soit sur la demande d'un tiers, rap-

porter par un décret nouveau le décret qui a été pris illégalement; c'est l'application, en la matière, de la théorie générale du Conseil d'Etat sur le retrait des actes administratifs irréguliers (1). Conformément à cette théorie, le second décret, la décision de retrait, doit intervenir dans le délai ouvert aux intéressés pour se pourvoir contre le premier et s'il y a eu pourvoi, avant que celui-ci soit jugé.

Indépendamment de cette circonstance exceptionnelle, il est admis que le décret de naturalisation peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Conseil d'Etat, si le naturalisé ne remplissait pas les conditions déterminées par la loi. C'est la solution fort nette, quoique implicite, formulée par le Conseil d'Etat dans un arrêt du 13 juillet 1923. Elle se trouve d'ailleurs confirmée par l'auteur de l'Instruction du 13 août 1927, laquelle affirme, comme étant un principe indiscutable, que c'est à partir de la publication au *Journal Officiel* du décret de naturalisation que commence à courir le délai de deux mois du pourvoi pour excès de pouvoir ou violation de la loi.

La question de savoir si l'illégalité du décret de naturalisation peut, à tout moment, être invoquée par voie d'exception devant les tribunaux judiciaires est plus délicate à résoudre. Notre jurisprudence civile distingue, suivant que le grief prétendu est une illégalité de forme affectant l'acte dans sa matérialité même ou bien une illégalité de fond. Au premier cas, quand, par exemple, le décret de naturalisa-

(1) V. JÈZE, *Revue de Droit public*, 1916, p. 29.

tion n'a pas été publié, elle n'hésite pas à la déclarer sans valeur (1). Au deuxième cas, elle se montre hostile à la possibilité du recours même formé par le ministère public. Deux sortes de motifs sont donnés par les arrêts ou jugements. Certains de ceux-ci semblent partir de l'idée, très contestable, que le décret de naturalisation est un acte administratif non susceptible de recours « acte de souveraineté » (2), « acte de droit public, accompli par le Gouvernement français dans la plénitude de sa souveraineté » (3), « acte qui échappe à toute contestation judiciaire » (4). D'autres, plus exactement, se bornent à invoquer l'incompétence des tribunaux de l'ordre judiciaire auxquels il n'appartiendrait pas d'apprécier la légalité des actes de naturalisation (5).

La doctrine admet en général que, sur ce second terrain, la position de la jurisprudence civile est très solide sinon inébranlable.

Dans ces conditions, le seul moyen pratique indiqué par M. Laferrière, semble bien être la procédure de la question préjudicielle et du recours en appréciation de validité. La question de la validité du décret de naturalisation une fois posée devant un tribunal de l'ordre judiciaire, celui-ci surseoirait à statuer, renvoyant la

(1) Voir *supra*, p. 88.

(2) Paris, 7 av. 1903, Trib. Seine, 31 janv. 1924 et Trib. d'Aix, 23 janv. 1928.

(3) Trib. Seine, 9 nov. 1892.

(4) Alger, 2 déc. 1893; Trib. Seine, 18 juin 1896.

(5) Cass. Civ., 6 juillet 1822.

partie qui a soulevé l'exception à se pourvoir devant l'autorité compétente; cette partie saisirait alors le Conseil d'Etat par un recours en appréciation de validité lequel est recevable à tout moment (1).

Il n'apparaît pas que ce procédé ait été employé jusqu'à présent par les intéressés mais il y a lieu de présumer que, le cas échéant, nos tribunaux n'hésiteraient pas à prendre position dans le sens que nous venons d'indiquer.

SECTION III.

EFFETS DE LA NATURALISATION.

Après avoir étudié successivement les conditions et la procédure de la naturalisation en France, nous devons exposer maintenant les effets généraux qui s'attachent à la naturalisation.

Tout d'abord, il est un point certain : le naturalisé acquiert la nationalité française sans rétroactivité. Cette solution se justifie d'elle-même. La naturalisation opère, en effet, un changement de législation au profit du citoyen naturalisé. Dès lors, il est naturel de lui appliquer la règle fondamentale déposée dans l'article 2 du Code civil : « La loi ne dispose que pour

(1) Cp. FLINIAUX : *Du recours en appréciation de validité*. — *Mélanges Hauriou*, p. 297 et s.

MESTRE : *Recherches sur l'exception d'illégalité*. — *Mélanges Hauriou*, p. 565 et s.

l'avenir; elle n'a point d'effet rétroactif ». Du reste, on peut faire observer que le législateur a déclaré non rétroactive l'acquisition par le bienfait de la loi, prévue aux articles 3 et 4 de la loi de 1927. *A fortiori*, doit-il en être ainsi de la simple naturalisation destinée à des individus ayant encore moins de prérogatives à devenir Français.

La naturalisation — et c'est en quelque sorte le problème inverse du précédent — est-elle conférée à titre définitif ? Peut-elle, au contraire, dans certaines conditions, être rapportée ? Les lois des 7 avril 1915 et 18 juin 1917 ont introduit dans notre législation, à titre temporaire et exceptionnel, pour la durée de la guerre et à l'égard des ex-ennemis, la déchéance de la qualité de français. La loi du 10 août 1927 a généralisé le système. Nous retrouverons ces textes dans le chapitre spécial consacré à l'examen de cette question.

Ces quelques points étant précisés, il convient pour étudier les effets de la naturalisation, de les envisager sous les deux aspects suivants : a) effets envers la personne même du naturalisé; b) effets envers les membres de sa famille.

§ I. — EFFETS ENVERS LE NATURALISÉ.

Comme en matière d'acquisition par le bienfait de la loi, l'assimilation entre le Français d'origine et l'étranger naturalisé est complète au double point de vue des droits politiques et des droits civils. Reprenant la formule consacrée par l'article 3 de la loi du 26 juin

1889, l'article 6, dernier alinéa, de la loi de 1927 stipule : « L'étranger naturalisé jouit de tous les droits civils et politiques attachés à la qualité de Français ».

Tel est, du moins, le principe. Nous allons voir qu'il comporte des exceptions résultant les unes de la loi même de 1927, les autres de la loi du 19 juillet 1934.

Nous nous bornerons à exposer, pour le moment, le régime organisé par la loi de 1927. Nous étudierons, dans un chapitre suivant, les modifications qui lui ont été apportées par la loi de juillet 1934.

Et d'abord, pour parler des droits civils, l'étranger devenu Français par la naturalisation jouira désormais de tous ceux qui appartiennent aux Français, autrement dit de tous les droits que la loi française refuse ordinairement aux étrangers. Mais précisément, ces droits civils refusés par notre droit aux étrangers quels sont-ils ?

On sait que l'étranger garde en France son statut personnel : il est régi par sa loi nationale et non point par la loi française. Si cet étranger se fait naturaliser, son statut sera régi désormais par la loi française. Ainsi un Italien, naturalisé français postérieurement à la séparation de corps, prononcée par un tribunal français, pourra, bien que sa loi antérieure n'admette pas le divorce, demander valablement la conversion de cette séparation de corps en divorce, conformément à l'article 310 du Code civil (1).

(1) Civ. C., 7 mai 1928. D. H., 1928, 350.

A d'autres points de vue, les étrangers se trouvent placés dans une situation moins favorable que les Français.

Rappelons que des textes précis les empêchent d'être admis au bénéfice de la cession de biens judiciaire pour éviter la contrainte par corps, dans les cas exceptionnels où ce droit existe encore au profit des Français (C. civ., art. 1268, C. proc., art. 905), d'exercer, dans une succession comprenant à la fois des biens situés en France et des biens situés à l'étranger, le prélèvement autorisé par l'article 2 de la loi du 14 juillet 1819, ce droit étant réservé aux co-héritiers français, d'être admis au partage de l'affouage des bois communaux (C. for., art. 105, modifié par la loi du 26 mars 1908).

Rappelons aussi qu'en matière d'obligation alimentaire, d'adoption, de tutelle, d'hypothèque légale de la femme mariée, d'hypothèque légale du mineur et de l'interdit, les lois françaises ou ne sont pas applicables aux étrangers, ou ne peuvent être invoquées par eux que sous certaines réserves et dans certaines conditions déterminées.

On sait, d'autre part, que le droit de réclamer la *caution judicatum solvi* est, suivant la doctrine qui a prévalu, un privilège réservé aux Français (art. 16, C. civ.) et que l'article 14 du Code civil apporte une importante dérogation à la règle « *actor sequitur forum rei* » en ce qui concerne les actions que les Français peuvent intenter contre des étrangers.

Enfin, si l'on se place sur un plan différent, celui

des droits publics, on doit observer que les étrangers peuvent être expulsés du territoire français par simple mesure administrative (loi du 3 déc. 1849), qu'ils sont obligés de se munir d'un passeport à leur entrée en France (lois 1^{er} fév. 1792 et 28 vend. an VI), d'y déclarer leur résidence dans la quinzaine de leur arrivée (déc. 2 oct. 1889) et qu'ils y rencontrent, dans le domaine du travail, du commerce et de l'industrie, de nombreuses entraves au libre exercice de leur activité (1).

Cependant, si rigoureux que puisse paraître, à première vue, le régime de droit commun appliqué aux étrangers en France, il ne faut pas oublier qu'il est le plus souvent corrigé et tempéré par des traités de réciprocité diplomatique (art. 11, C. civ.).

Il ne nous reste plus, pour avoir complètement caractérisé la situation faite à l'individu naturalisé, qu'à énumérer les droits politiques qui désormais lui seront accessibles. Ici encore, le législateur a décrété, en principe, l'assimilation totale du citoyen naturalisé avec le Français d'origine. Il lui a conféré la jouissance de tous les droits politiques, sauf, pendant dix ans, le droit d'être « investi de fonctions ou mandats électifs ». (art. 6, dernier al., L. 1927.)

Le Français par naturalisation est par conséquent immédiatement électeur dans toutes les élections. Un amendement de M. Hervey portant qu'il ne pourrait

(1) Nous ne pouvons énumérer ici tous les textes qui régissent cette matière. Le lecteur les trouvera dans les ouvrages spéciaux traitant de la condition des étrangers en France.

être inscrit sur une liste électorale que trois ans après le décret de naturalisation a été rejeté par le Sénat le 8 juillet 1927, conformément aux avis du Garde des Sceaux et du rapporteur (1).

Mais s'il possède immédiatement l'électorat, il est privé pendant dix ans de l'éligibilité qui suppose une possession plus profonde de la qualité de Français.

La formule employée par le législateur est claire et précise : l'inéligibilité vise les « fonctions ou mandats électifs » quels qu'ils soient, par conséquent aussi bien les fonctions ou mandats politiques (Sénat, Chambre des Députés, Conseils généraux, d'arrondissement, municipaux) que les postes non politiques qui s'obtiennent par l'élection (Tribunaux de commerce, Chambre d'agriculture, Conseil de prud'hommes, etc.) (2).

Etant donné les facilités organisées par la loi en matière de naturalisation, il y avait un danger politique manifeste à permettre à de nouveaux Français, étrangers de la veille, d'exercer immédiatement des fonctions électives ou d'être investis de mandats électifs. La situation démographique de certaines régions de la France, où, comme nous l'avons vu, des colonies étrangères se sont formées et constituent la moitié et même plus de la population de quelques localités, commandait impérieusement cette mesure de sauvegarde.

(1) On doit même décider que l'art. 6, al. 5, L. 1927 a implicitement abrogé les dispositions des art. 5 et 15 de la loi du 3 janv. 1924, sur l'électorat et l'éligibilité aux Chambres d'agriculture : l'inéligibilité à ces Chambres résulte maintenant de l'art. 6, L. 1927 et non de l'art. 15, L. 3 janv. 1924; l'incapacité d'y être électeur a disparu.

(2) Circulaire aux Préfets du 13 août 1927.

Mais si le naturalisé se trouve ainsi exclu du « mandat public largement entendu » ainsi que « des mandats professionnels ou corporatifs ayant un caractère social », il ne lui est certes pas interdit d'occuper n'importe quel poste dans une société ayant un caractère privé ou dans une association non professionnelle ayant un objet scientifique, artistique ou philanthropique; la reconnaissance d'utilité publique du groupement ne constituerait pas, à ce point de vue, un obstacle de nature à écarter sa nomination. Des organismes tels que la Société des Auteurs et Compositeurs dramatiques ou la Société des Gens de Lettres pourraient, sans aucun délai, élire comme administrateurs des naturalisés.

Au surplus, même dans le cadre fort large des fonctions ou mandats, le législateur de 1927 s'est borné à limiter l'incapacité du naturalisé aux mandats électifs. Il ne peut être élu, mais il peut être nommé à toutes les fonctions dépendant de l'Etat ou des collectivités publiques (1). « Sans doute, comme l'a fait observer M. Audinet, il est singulier qu'un étranger naturalisé puisse être appelé aux plus hautes fonctions de la magistrature, alors qu'il serait incapable d'être membre d'un Conseil de prud'hommes, qu'il puisse être ministre, alors qu'il ne pourrait pas être maire d'un village ». Mais on a estimé qu'il fallait surtout se prémunir contre les passions et les entraînements des masses électorales.

(1) Nous verrons ultérieurement que la loi du 19 juillet 1934 a profondément modifié cette situation.

Telle est la situation de droit commun établie par la loi du 10 août 1927. Elle diffère sensiblement de celle qui existait sous l'empire de la législation antérieure. La loi de 1889 n'exigeait un délai de dix ans que pour l'éligibilité aux assemblées législatives.

A côté de cette situation de droit commun, la loi du 10 août 1927 a créé deux situations de faveur.

Primo : l'étranger naturalisé est éligible à toutes les fonctions, quand il a « accompli les obligations militaires du service actif dans l'armée française ».

Les termes mêmes de la loi et les motifs qui l'ont inspirée conduisent à exiger que l'intéressé ait non seulement participé aux opérations de recrutement, mais encore servi effectivement dans les troupes actives. D'où il suit que les étrangers naturalisés après avoir dépassé l'âge maximum du maintien sous les drapeaux (27 à 30 ans, suivant les cas) ne pourront jamais se prévaloir du régime de faveur établi par la loi. Il en sera de même de ceux qui imputeront sur leur temps de service actif dans l'armée française, le service accompli dans leur pays d'origine, même si cette imputation leur laisse une période de service à faire en France et de ceux qui sont dispensés de tout service actif pour avoir servi dans les armées alliées ou associées.

Par contre, on déduira des observations que nous avons formulées précédemment que le service dans les régiments étrangers dépendant de l'armée française peut, soit qu'il supprime soit qu'il réduise le service actif du naturalisé, valoir à celui-ci dispense du stage de capacité de dix ans.

Secundo : La durée relative à l'incapacité d'éligibilité pourra être abrégée par décret rendu sur rapport motivé du Garde des Sceaux, à raison de « motifs exceptionnels ». L'appréciation de ces motifs appartient discrétionnairement au Chef de l'Etat. La loi ne fixant pas un minimum quant à la durée du délai, celui-ci pourra être réduit à volonté. Et comme le rapport motivé du Garde des Sceaux doit être publié, en même temps que le décret, au *Journal Officiel*, le contrôle parlementaire s'exercera en fait sur ce document.

Il nous reste à examiner une dernière question : dans quelle mesure les dispositions nouvelles de la loi de 1927 vont-elles être appliquées aux individus naturalisés antérieurement à l'entrée en vigueur de cette loi ?

Pour l'incapacité même, le législateur a expressément résolu la question (art. 14 c, L. 1927) : « Les étrangers naturalisés avant la promulgation de la présente loi ne sont frappés de l'inéligibilité prévue à l'article 6 qu'en ce qui concerne les assemblées législatives ».

Quant aux exceptions à la règle de l'incapacité, il paraît évident qu'un décret pourra intervenir aussi bien pour les naturalisés de la loi de 1889 que pour ceux de la loi de 1929. Il n'y a nulle raison d'écarter ici une règle qui est, en principe, immédiatement applicable pour l'avenir.

Enfin, la Chancellerie admet, et cette solution doit être approuvée, que les naturalisés de la loi de 1889 qui auront accompli leur service militaire dans l'armée française avant l'entrée en vigueur de la loi de 1927

seront, par cette loi, relevés de l'incapacité qui les frappait.

Connaissant les droits du citoyen naturalisé, nous n'avons plus maintenant que quelques mots à dire de ses obligations. Ce sont celles de tous les Français. Nous ne parlerons ici que de l'obligation du service militaire, car cette question est la seule qui ait retenu spécialement l'attention du législateur. La loi de recrutement du 31 mars 1928 a décidé, dans son article 13, que les naturalisés du sexe masculin seraient portés sur les tableaux de recensement de la première classe formée après leur changement de nationalité. Ils sont incorporés avec la classe dont ils se trouvent suivre le sort et ils sont tenus d'accomplir le temps normal de service actif, sans toutefois qu'ils puissent demeurer sous les drapeaux au delà de leur 27^e année révolue, s'ils ont deux ou plusieurs enfants vivants; au delà de leur 28^e année, s'ils ont un enfant vivant; au delà de leur 30^e année révolue, dans les autres cas. Après quoi, ils suivent le sort de la classe à laquelle ils appartiennent par leur âge.

Ce même texte de l'article 13, cherchant à ne pas décourager les naturalisés en leur imposant des charges trop lourdes, ajoute : « la première période d'exercices dans les réserves à laquelle seront assujettis ceux d'entre eux qui n'auront accompli aucun service actif aura une durée de huit semaines. Toutefois, les individus français ou devenus Français qui ont servi soit dans la légion étrangère, soit dans leur pays d'origine, quelle que soit l'époque, bénéficient d'une réduction de service actif

égale au temps du service accompli par eux. Ils suivent, dans les réserves, le sort de la classe à laquelle ils devraient appartenir par leur âge. Exceptionnellement, les individus français ou devenus français qui ont servi pendant la guerre entre le 2 août 1914 et le 11 novembre 1918 dans la légion étrangère ou dans les armées alliées ou associées n'accomplissent aucun service actif. Ils suivent dans les réserves le sort de leur classe d'âge ».

Ainsi la loi de recrutement de 1928 se montre plus indulgente que la loi du 1^{er} avril 1923, laquelle n'établissait aucune équivalence entre le service accompli dans le pays d'origine et le service dans l'armée française. On a voulu éviter que les naturalisés fussent astreints à faire un double service actif, ce qui aurait eu souvent pour conséquence de les éloigner de la nationalité française.

*
**

De l'exposé qui précède, il résulte que nous nous trouvons aujourd'hui en présence de différentes catégories de naturalisés ne jouissant pas tous des mêmes prérogatives.

Avant d'aborder, un peu plus loin, l'étude de la loi du 19 juillet 1934 qui est venue modifier, une fois de plus, ces prérogatives, il nous a paru utile de grouper dans un tableau tous les cas prévus par la loi de 1927 que l'on doit combiner, pendant quelque temps encore, avec la loi de 1889 : (1)

(1) Au moment où paraîtra cette étude la catégorie des naturalisés de 1889 aura disparu de la législation actuelle, car les derniers décrets conférés en vertu de cette loi remontent à 1927.

1° Naturalisés de 1889 n'ayant pas accompli leur service militaire et n'ayant pas bénéficié de la réduction du délai de dix ans pour l'éligibilité aux assemblées législatives : ces naturalisés sont assimilés aux Français d'origine, mais ils ne sont pas éligibles pendant dix ans aux assemblées législatives.

2° Naturalisés de 1889 n'ayant pas accompli leur service militaire, mais ayant bénéficié de la réduction du délai de dix ans pour l'éligibilité aux assemblées législatives, soit antérieurement, soit postérieurement à la loi de 1927; ces naturalisés sont assimilés complètement aux Français d'origine.

3° Naturalisés de 1889 ayant accompli leur service militaire; ces naturalisés sont assimilés complètement aux Français d'origine, par application de la loi de 1927.

4° Naturalisés de 1927 ayant accompli leur service militaire; ces naturalisés sont assimilés complètement aux Français d'origine (L. 10 août 1927).

5° Naturalisés de 1927 n'ayant pas accompli leur service militaire, mais ayant bénéficié d'une réduction du délai de dix ans pour l'éligibilité aux fonctions ou mandats électifs : ces naturalisés sont assimilés complètement aux Français d'origine. (L. 10 août 1927.)

§ II. — EFFETS ENVERS LES MEMBRES DE LA FAMILLE
DU NATURALISE.

Le chef de famille a été admis au droit de cité. Il s'agit de déterminer maintenant quels vont être, au regard de la femme et des enfants, les effets de cette naturalisation. Doit-on lui reconnaître des effets collectifs absolus? Faut-il décider, au contraire, qu'elle n'aura aucune influence sur les membres dont se compose la famille du naturalisé?

Ceux qui se prononcent en faveur de son efficacité collective font valoir que seule l'unité de nationalité est capable de sauvegarder l'harmonie et la communauté d'intérêts qui doivent exister au sein d'une même famille. Et ils ajoutent que l'Etat a surtout besoin de s'annexer des foyers stables qui lui donneront des enfants.

En sens inverse, on fait observer que la personnalité et l'indépendance de chacun doivent être respectées et qu'il serait abusif d'imposer une nationalité nouvelle à la femme et aux enfants parce que le mari ou le père a jugé utile d'abdiquer sa nationalité d'origine. Sans compter que l'Etat serait ainsi privé du contrôle de dignité qu'il doit normalement exercer sur tous ceux qui aspirent à devenir Français.

La loi de 1927 a essayé de concilier ces deux systèmes. Son article 7 répartit les membres de la famille du naturalisé en deux classes. Dans l'une il place la femme et les enfants majeurs du naturalisé; dans l'autre ses enfants mineurs.

Femme et enfants majeurs du naturalisé.

La naturalisation du chef de famille ne transforme pas automatiquement la nationalité de la femme et des enfants majeurs. Mais après comme avant 1927, quoique de façon un peu différente, elle facilite à ceux-ci l'acquisition de la nationalité française.

L'article 7 de la loi du 10 août 1927 s'exprime en ces termes : « peuvent obtenir la naturalisation sans condition de stage, la femme majeure ou mineure, mariée à un étranger qui acquiert postérieurement au mariage la nationalité française, et les enfants majeurs de cet étranger ».

Il s'ensuit que la femme et les enfants majeurs du naturalisé peuvent solliciter et obtenir la qualité de français sans condition de stage; que la loi ne les oblige pas à réclamer cette qualité en même temps que le chef de famille ainsi que le prescrivait l'article 12 - 2 du Code civil.

La femme peut demander la naturalisation, même étant mineure; le texte nouveau est formel sur ce point. Dans ce cas, elle devra avoir l'autorisation de son mari ou celle de justice, conformément aux indications que nous avons données précédemment.

Par contre, la loi est muette sur la question de domicile. En fait, le problème ne se pose pas pour la femme; elle doit habiter avec son mari et celui-ci, étant déjà naturalisé, possède son « domicile de nationalité » en France.

Mais il pourra se présenter pour les enfants majeurs du naturalisé. Bien qu'aucune condition de domicile

ne soit stipulée dans la loi, il est fort probable que la Chancellerie se montrera généralement hostile à la naturalisation des enfants, lorsqu'ils seront établis à l'étranger.

Il n'y a pas lieu de distinguer entre les enfants légitimes et les enfants naturels pourvu que, dans ce dernier cas, ils aient été reconnus par le père naturalisé français.

Jusqu'ici, nous avons supposé que c'était le père qui avait acquis sur sa demande la nationalité française. Quelle serait la situation du mari et des enfants majeurs dans l'hypothèse inverse, dans le cas où la femme seule a été naturalisée Française postérieurement à son mariage?

Le mari ne pourra pas se prévaloir de l'article 6-2 de la loi de 1927, puisqu'au moment de son mariage, sa femme n'était pas française. Pourra-t-il tout au moins invoquer l'article 7, alinéa 1 ? Il semble difficile d'adopter cette dernière solution, non seulement parce que la loi paraît l'avoir écartée, mais encore parce qu'elle risque de faire naître des pratiques frauduleuses; il suffirait au mari de faire naturaliser d'abord sa femme et de demander ensuite lui-même cette faveur sans avoir accompli aucun stage.

En ce qui concerne les enfants majeurs, il est évident que tant que le mari existe et qu'il est investi de la puissance paternelle, la naturalisation de la femme doit demeurer sans effet sur ses descendants.

Mais si c'est elle qui a obtenu l'exercice de la puissance paternelle, soit parce qu'elle est veuve, soit parce qu'elle a reconnu seule son enfant naturel, il semble

logique qu'on puisse faire jouer l'article 7, alinéa 1. La loi ne s'est pas prononcée sur ce cas, mais nous allons voir qu'elle a assimilé la naturalisation de la mère, titulaire de la puissance paternelle, à la naturalisation du père en ce qui concerne le sort des enfants mineurs non mariés. Dans ces conditions, on ne voit pas pourquoi on n'appliquerait pas ici la même solution.

Enfants mineurs du naturalisé.

En ce qui concerne les enfants mineurs de l'étranger naturalisé, il faut distinguer selon qu'ils sont ou ne sont pas mariés.

Dans le premier cas, ils ont acquis par leur mariage une indépendance que le législateur a voulu respecter. Ils ne deviennent pas automatiquement Français, mais ils ont la faculté de solliciter à leur tour la naturalisation, sans condition de stage, individuellement, à l'âge normal prévu pour l'obtention de cette faveur. Leur condition est en somme pareille à celle de la femme et des enfants majeurs du chef de famille naturalisé.

Si les enfants mineurs ne sont pas mariés, ils acquièrent, par contre, automatiquement la nationalité française, quand certaines conditions se trouvent réunies : « Deviennent Français, les enfants mineurs légitimes ou légitimés non mariés, d'un père ou d'une mère survivant qui se fait naturaliser français. Deviennent Français, les enfants naturels mineurs non mariés, quand le parent qui se fait naturaliser Français est celui dont ils devraient, aux termes de l'article 1^{er}, para-

graphe 4, 1^{er} alinéa, suivre la nationalité. Les dispositions des deux précédents alinéas ne sont pas applicables: 1^o aux individus qui, âgés de moins de 21 ans, auraient fait l'objet d'un arrêté d'expulsion dont les effets n'ont pas été suspendus; 2^o à ceux qui serviraient ou auraient servi dans les armées de leur pays d'origine; toutefois ces derniers ont la faculté de solliciter la naturalisation française sans condition de stage, après l'âge de 18 ans » (art. 7, al. 2, 3 et 4, L. 1927).

Examinons un à un, les différents cas prévus par la loi, en nous référant au commentaire qu'en donne la circulaire du 13 août 1927.

L'enfant mineur légitime ou légitimé suit la condition de son père pendant la durée du mariage ou même après le divorce. Dans cette dernière hypothèse, le législateur a estimé devoir maintenir l'harmonie entre le texte fondamental de l'article 1^{er}, déterminant la nationalité française à titre originaire et les modes dérivés d'acquisition de la qualité de Français. Si le père ou la mère meurt et que le survivant devienne Français, le mineur le devient également.

La même symétrie est observée quant à l'enfant mineur naturel reconnu, qui devient français lorsque celui de ses auteurs dont il devait partager la condition, au point de vue de la nationalité originaire, acquiert cette qualité.

Les dispositions précitées s'inspirent nettement de la législation antérieure, mais elles comportent une importante et essentielle modification : les enfants mineurs, dont le cas est ci-dessus envisagé, ne conservent pas, contrairement au principe posé par l'article 12 du

Code civil, la faculté de décliner la nationalité française dans l'année de leur majorité. La conception de l'acquisition de la qualité de français par le chef d'une famille, envisagée comme un mode d'assimilation de cette famille bien plus que comme une faveur individuelle, est appliquée désormais avec la plus extrême rigueur.

Le législateur a exclu du bénéfice collectif de la naturalisation, les enfants mineurs qui auraient déjà servi ou serviraient dans les armées de leur pays d'origine. Le rapporteur à la Commission sénatoriale a pris le soin de faire observer « que la loi ne saurait leur accorder d'autorité, une faveur qu'ils peuvent ne pas être libres d'accepter; elle leur marque alors sa sympathie en leur donnant la faculté de solliciter leur naturalisation sans condition de stage, aussitôt qu'ils auront atteint l'âge de 18 ans ».

Il est enfin une catégorie de mineurs auxquels les nécessités de l'ordre public devaient commander de refuser la faveur des effets collectifs de la concession du droit de cité à leur auteur : ce sont les mineurs qui auraient fait l'objet d'un arrêté d'expulsion dont les effets n'ont pas été suspendus. Il paraît difficile d'admettre, pour ceux-ci, une présomption d'assimilation, alors que leur présence sur le territoire national constitue une illégalité lors de la naturalisation du père de famille. Une disposition de l'avant-dernier alinéa de l'article 7 les déclare donc indésirables, bien que le droit antérieur n'ait édicté, en ce qui les concerne, aucune exception.

Nous venons de dire que si les enfants mineurs ne sont pas mariés, ils deviennent automatiquement français. Peut-on, dans ces conditions, les assimiler complètement aux Français d'origine ? La question présente de l'intérêt, en ce qui concerne les droits qui doivent leur être reconnus. Nous avons indiqué, en effet, que, pendant dix ans, l'étranger naturalisé est frappé d'une incapacité d'éligibilité (art. 6, dernier al., L. 1927). Cette règle va-t-elle jouer à l'égard des enfants mineurs du naturalisé ? Considérant qu'on ne saurait leur reconnaître des droits supérieurs à ceux dont jouissent leurs auteurs, l'Instruction ministérielle du 13 août 1927 a eu le soin de préciser que la *minutio capitis* de l'article 6, dernier alinéa, de la loi de 1927 « s'applique également aux enfants mineurs, saisis de plein droit par les effets collectifs du décret accordant la naturalisation à leur auteur ».

Nous devons formuler ici une dernière observation. Bien que l'âge de la majorité légale ait été fixé par la loi à 18 ans pour l'obtention de la naturalisation, les effets collectifs de l'acquisition de la qualité de Français par le chef de famille s'étendent à des enfants mineurs de 21 ans. Les principes généraux de notre législation civile ont été respectés sur ce point.

En conséquence, deux majorités doivent être désormais envisagées en ce qui concerne les enfants de l'étranger naturalisé, au point de vue de l'acquisition de la nationalité française. S'ils appartiennent à la catégorie générale de ceux pour lesquels aucune des exceptions prévues par l'article 7 n'existe et en admettant qu'ils n'aient pas formulé antérieurement et indi-

viduellement une demande de naturalisation à partir de l'âge de 18 ans, ils sont saisis par le décret concernant leur père jusqu'à l'âge de 21 ans. Si, au contraire, en raison du mariage ou du service militaire accompli à l'étranger, ils n'ont pas été compris dans l'acte de naturalisation de leur ascendant, il leur est loisible de solliciter individuellement, selon les principes du droit commun, la même faveur à dater de leur dix-huitième année.

§ III. — DU NOM ET DES TITRES DU NATURALISÉ.

Le 10 janvier 1929, M. Ch. Lambert a déposé sur le bureau de la Chambre, une proposition de loi tendant à « franciser » le nom des naturalisés (1). La « francisation » devait être accordée sur requête de l'intéressé par un décret simple, avec recours possible au tribunal civil au cas de rejet de la demande ou de désaccord sur le choix du nom.

Cette proposition offrait de multiples dangers. D'une part, elle était de nature à atteindre dans leurs sentiments et leur dignité les personnes qui avaient sollicité la naturalisation. D'autre part le changement de nom

(1) *J. Off. Ch. Dép., Doc. parlem., 1929, S. O. Ann. 1042.*
V. sur la question, DAUZAT : *La francisation des noms de famille étrangers.* — *Revue politique et parlementaire*, 1927.

LOUIS-LUCAS : *La francisation du nom des naturalisés.* — *Semaine juridique*, 1929.

PLANIOL, RIPERT et SAVATIER : *Traité pratique de droit civil français*, t. I : Les personnes.

H. PENEAU : *Le droit au nom.*

WEISS : *op. cit.*, p. 403.

empêche de discerner la véritable identité de l'individu.

On s'explique, dès lors, que la Chambre n'ait pas cru devoir retenir la proposition de M. Lambert. La loi du 11 germinal an XI organise une procédure de changement de nom, par décret, après avis du Conseil d'Etat; ce régime qui intéresse tous les Français portant un nom à consonnance étrangère suffit à donner satisfaction aux quelques demandes qui pourraient être formulées.

Quant aux titres de noblesse appartenant aux étrangers avant leur naturalisation, la Chancellerie applique les dispositions du décret du 5 mars 1889 sur le port en France des titres conférés par un Gouvernement étranger. Le nouveau Français devra obtenir une autorisation par décret, rendu après avis du Conseil du sceau des titres, siégeant au Ministère de la Justice.

Cette faveur n'est concédée que dans des cas exceptionnels et moyennant paiement d'un droit égal à celui qui serait perçu en France pour la collation du même titre ou d'un titre équivalent.

En fait, elle est toujours refusée. La République — doit-on le rappeler ? — « ne connaît point l'orgueil de la naissance ».

CHAPITRE III

LES LOIS DES 19 JUILLET 1934
ET 28 AOUT 1936.

SECTION I.

LA LOI DU 19 JUILLET 1934.

§ I. — CARACTERES GENERAUX DE LA LOI.

Les derniers décrets de naturalisation, concédés en vertu de la loi de 1889, ont été publiés en 1927. Dix années, ou presque, se sont écoulées depuis cette publication, de telle sorte que d'ici quelques mois, tous les naturalisés de l'ancien régime se trouveront relevés de l'incapacité décennale qui les frappait.

On peut donc dire qu'il n'existe plus désormais en France que deux catégories de naturalisés, comprenant, l'une, les individus ayant accompli leur service actif dans les armées françaises, l'autre, ceux qui, pour des raisons diverses, ne l'ont pas accompli.

Nous avons vu qu'aux premiers, la loi de 1927 concédait, sans restriction d'aucune sorte, la jouissance de tous les droits civils et politiques attachés à la qualité de citoyen, qu'aux autres, elle concédait les mêmes droits, sauf, pendant 10 ans, le droit d'être investi de fonctions ou mandats électifs.

La loi du 19 juillet 1934 a apporté une modification profonde à ce statut. Elle a complété de la façon suivante le dernier paragraphe de l'article 6 de la loi du 10 août 1927 : « L'étranger naturalisé jouit de tous les

droits civils et politiques attachés à la qualité de citoyen français. Néanmoins, il ne peut, pendant dix ans à dater du décret qui lui a conféré la naturalisation, être investi de fonctions ou mandats électifs, à moins qu'il n'ait accompli les obligations militaires du service actif dans l'armée française ou que, pour des motifs exceptionnels, les délais n'aient été abrégés par décret, sur rapport motivé du Garde des Sceaux. Pendant dix ans, à partir du décret qui lui a conféré la naturalisation, l'étranger naturalisé ne peut être nommé à des fonctions publiques rétribuées par l'Etat, inscrit à un barreau ou nommé titulaire d'un office ministériel ».

Ainsi, depuis juillet 1934, les naturalisés de la première catégorie seront électeurs et éligibles aux fonctions et mandats électifs, mais ne pourront, pendant un délai de dix ans, être nommés à une fonction publique ou exercer une fonction assimilée. Et les étrangers de la deuxième catégorie seront électeurs, mais ne pourront, pendant le même délai de dix ans, ni être investis d'une fonction ou d'un mandat électifs, ni exercer une fonction publique ou une fonction assimilée.

La question de savoir s'il était, oui ou non, opportun d'admettre, tout de suite, les étrangers naturalisés à l'exercice d'une fonction publique avait déjà été débattue bien avant le vote de la loi du 10 août 1927.

Le projet du Sénat de 1922 et celui de la Chambre des Députés de 1924 les excluaient de toutes les fonctions électives et de toutes les fonctions publiques, le premier, sous réserve d'un décret spécial rendu sur rapport motivé et pour services exceptionnels, le second, sauf pour les fonctions publiques, quand l'intéressé

avait intégralement accompli, dans l'armée française, les obligations du service militaire.

On avait alors considéré que cette double restriction dépassait la mesure. La solution était trop contraire — malgré l'exception admise par la Chambre — au principe fondamental selon lequel l'égalité des droits doit correspondre autant que possible à l'égalité des charges; elle risquait de priver la France d'un certain nombre de naturalisés que pouvait attirer, jeunes encore, l'accès possible aux carrières officielles.

La loi de 1927, ne l'oublions pas, a même favorisé cette dernière classe de naturalisés, puisque, pour ceux d'entre eux, qui seraient titulaires d'un diplôme délivré par les facultés françaises, elle a réduit la durée du stage d'assimilation à une année au lieu de trois (art. 6, 2°).

Mais si les projets dont nous venons de parler ont été rejetés pour faire place aux dispositions plus libérales de la loi de 1927, ils avaient tout au moins le mérite de respecter la tradition juridique.

Dans le projet du Sénat, l'étranger naturalisé, exclu des fonctions publiques, l'était *a fortiori* des fonctions électives; dans celui de la Chambre, il était exclu de la fonction *majeure*, la fonction élective, et maintenu dans la fonction *mineure*, la fonction publique.

Cette hiérarchie entre les deux catégories de fonctions a caractérisé, de tout temps, le droit de la naturalisation. Elle a existé à Rome et à Athènes. On la retrouve dans notre ancien droit français. Elle a commandé nos lois sur la nationalité au cours du XIX^e siècle. Enfin, si l'on veut bien se reporter à l'exposé sommaire que

nous consacrons aux législations étrangères, on verra que toutes, sans exception, accordent aux fonctions électives ou politiques la priorité sur les simples fonctions publiques. Dès que le législateur juge nécessaire d'édicter certaines réserves concernant les citoyens naturalisés, ces réserves, à toutes les époques et dans tous les pays, s'appliquent, en premier lieu, au droit de représenter et de gouverner la cité.

Or, quelle est, à cet égard, la position prise par la loi de juillet 1934 ? Rompant avec les règles traditionnelles, elle exclut l'étranger naturalisé des fonctions publiques, mais lui concède le droit d'exercer les fonctions électives ou politiques.

Ce système peut être qualifié, sans exagération, d'hérésie juridique. Nul ne contestera, en effet, que les mandats de sénateur ou de député, les fonctions de président de l'une ou l'autre Chambre, de président de la République, pour ne citer que les plus importantes, sont infiniment plus liées à la qualité de français que l'exercice d'un emploi subalterne dans une administration publique.

Faut-il rappeler, au surplus, que si le législateur de 1927 a refusé aux naturalisés de droit commun, le droit d'exercer une fonction élective, c'était surtout pour éviter qu'ils puissent jouer un rôle de direction dans la vie organisée du pays. Et voilà qu'il permet aux individus ayant accompli leur service militaire de s'engager librement sur cette voie, alors qu'il les élimine de la zone infiniment moins dangereuse des services publics.

On admettra sans difficulté que, pour devenir fonctionnaire, le naturalisé devra ou être nommé — et il

ne le sera que s'il en est digne — ou subir des examens et des concours qui justifieront de ses aptitudes.

On admettra également que si un étranger peut exercer à l'étranger une fonction conférée par le Gouvernement français (art. 6, L. 1927), rien ne devrait empêcher un citoyen naturalisé d'être nommé à une fonction semblable dans l'administration française.

On se demande, dès lors, pourquoi le Parlement a consacré une solution qui ne peut se justifier ni en droit, ni en fait. A cette question, nous n'avons trouvé qu'une seule réponse. La loi du 19 juillet 1934 a eu pour objet immédiat d'exclure les étrangers naturalisés des barreaux d'avocats et plus spécialement du barreau de Paris. Parce qu'il était difficile aux auteurs du projet de borner leur intervention à la profession d'avocat, ils ont élaboré un texte général que le Parlement a voté sans méfiance; disons même que la loi du 19 juillet 1934, qui allait modifier du jour au lendemain le statut légal d'un demi-million de citoyens français, a été votée sans débats et à la hâte dans une fin de session. Le même jour, *Le Journal* célébrait cette victoire du Conseil de l'Ordre dans un article qu'on nous excusera de reproduire :

« *Le Journal Officiel* va publier incessamment — vraisemblablement demain — le texte d'une disposition législative qui constitue le cadeau d'adieu du bâtonnier de Saint-Auban à ses confrères.

» Grâce à son initiative, suivie d'efforts tenaces, heureusement appuyés au Sénat par M. Léon Bérard, la haute assemblée, avant de se séparer — exactement dans les dernières dix minutes de son ultime séance —

a, sur le rapport de l'ancien bâtonnier Fourcade, adopté un texte, déjà voté par la Chambre des Députés, complétant les dispositions de la loi du 10 août 1927 sur la capacité juridique des naturalisés.

» Désormais, de même qu'un naturalisé ne pouvait être investi d'une fonction ou d'un mandat électifs qu'au bout de dix ans, pareil stage dans la nationalité française sera exigé des étrangers naturalisés voulant s'inscrire au barreau.

» Ainsi sera mis fin à des abus qui devenaient parfois des scandales, quand on songe que, dans certaines enceintes du Palais de Justice, on entend parfois plaider soit en petit nègre, soit dans un jargon encore plus hermétique, par des néo-Français auxquels il a suffi d'obtenir leur licence en droit et d'avoir un domicile décent, conformément aux règles de l'Ordre, pour prêter serment d'avocat...

» Les malheureux plaideurs assistés d'avocats ignorant la langue française, étaient, en réalité, victimes d'une véritable « tromperie sur la marchandise », puisque leur défense s'avérait en partie incompréhensible.

» D'autre part, il était nécessaire de protéger le privilège du barreau français contre une invasion sans cesse grossissante... »

Le moins qu'on puisse dire de cet article, est qu'il exprime, en des termes peu courtois, des arguments peu probants. Nous étions fondés à croire — et beaucoup d'étrangers devaient partager notre illusion — que les diplômes conférés par le Gouvernement français étaient des diplômes sérieux, supposant une connaissance approfondie et de la langue et du droit français.

Nous pensions également que, sous réserve d'aptitudes officiellement reconnues, les « nègres » qui avaient monté la garde sur le Rhin, avaient le droit de gagner leur vie au milieu de leurs anciens camarades de combat.

Le barreau de Paris en a décidé autrement. Il a jugé, tout comme si sa préoccupation exclusive eut été d'éliminer, au mépris de toute équité, des confrères dont la légitime et loyale connaissance professionnelle eût peut-être été périlleuse pour certains intérêts tout autres et sensiblement moins respectables que l'intérêt de la nation.



La défense faite aux étrangers naturalisés d'exercer une fonction publique ou une fonction assimilée frappe tous les naturalisés pendant dix ans, sans que ce délai puisse être abrégé, même en faveur des sujets les plus méritants.

Cependant, à lire le paragraphe 1 de la loi du 19 juillet 1934, il semblerait que le législateur ait prévu un tempérament à la rigueur de cette règle : « L'étranger naturalisé ne peut, pendant dix ans..., être investi de fonctions ou mandats électifs, à moins qu'il n'ait accompli les obligations militaires du service actif ou que, pour des motifs exceptionnels, *les délais* n'aient été abrégés par décret, sur rapport motivé du Garde des Sceaux. — Pendant dix ans à partir du décret qui lui a conféré la naturalisation, l'étranger ne peut être nommé à des fonctions publiques rétribuées par l'Etat,

inscrit à un barreau ou nommé titulaire d'un office ministériel ».

L'ancien article 6 disait : « à moins que *ce délai* n'ait été abrégé ». Pourquoi dans le nouveau texte est-il question *de délais* ? La réponse paraît simple : la loi du 19 juillet 1934 établit, à côté de l'incapacité ancienne visant les fonctions électives, une incapacité nouvelle, visant les fonctions publiques ou assimilées (paragraphe 2 de la loi). Il y a donc désormais deux incapacités ; le délai de dix ans s'appliquant à l'une et à l'autre se trouve en quelque sorte dédoublé. Le Chef de l'Etat peut, pour des motifs exceptionnels, abréger et le délai visant les fonctions électives et le délai visant les fonctions publiques.

Voici, du reste, les explications que M. Fourcade donnait rapidement au Sénat le 5 juillet 1934 : « Le projet généralise pour tous les cas ainsi visés, les interdictions réservées aux fonctions et mandats législatifs. Il porte, en lui-même, son évidente justification. Il comporte d'ailleurs les deux tempéraments prévus par la loi de 1927 : tout d'abord, exempter de l'interdiction les naturalisés qui ont accompli leur service militaire actif en France. En outre, et dans des cas exceptionnels, des décrets rendus sur rapport motivé du Garde des Sceaux pourront abréger *les délais* ».

Le Conseil d'Etat, consulté, n'a pas cru devoir s'arrêter à ce détail d'ordre grammatical : « Considérant que d'après le paragraphe 1^{er} de l'article 6 de la loi du 10 août 1927, tel qu'il a été modifié et complété par la loi précitée du 19 juillet 1934, l'étranger naturalisé ne peut, pendant dix ans à dater du décret qui lui a

conféré la naturalisation, être investi de fonctions ou mandats électifs, à moins qu'il n'ait accompli les obligations militaires du service actif dans l'armée française ou que, pour des motifs exceptionnels, les délais n'aient été abrégés par décret, sur rapport motivé du Garde des Sceaux; que, d'après le paragraphe 2 du même article, pendant dix ans à compter du décret qui lui a conféré la naturalisation, l'étranger naturalisé ne peut être nommé à des fonctions publiques rétribuées par l'Etat, être inscrit à un barreau ou nommé titulaire d'un office ministériel. Considérant que si le paragraphe 1^{er} de l'article précité prévoit que, dans deux cas, l'étranger naturalisé peut être relevé de l'incapacité dont il est frappé par ce texte en ce qui concerne les fonctions ou mandats électifs, le paragraphe 2 du même article est muet sur la possibilité, pour l'étranger naturalisé, d'être relevé de l'incapacité distincte que ce paragraphe 2 institue en ce qui concerne les fonctions publiques, le barreau et les offices ministériels; que, dans ces conditions, les exceptions à la règle d'incapacité décennale existent seulement pour les fonctions ou mandats électifs et ne sauraient être étendues aux fonctions publiques, au barreau et aux offices ministériels... ». Telle est la solution en faveur de laquelle le Conseil d'Etat s'est prononcé dans un avis du 27 décembre 1934.

En ce qui nous concerne, nous persistons à croire qu'il a mal examiné et mal interprété le paragraphe 1 de la loi du 19 juillet 1934.

Du reste, si ce texte reconnaît au Chef de l'Etat le droit de réduire le délai de dix ans pour l'accession

aux fonctions ou mandats électifs, ce droit doit lui être reconnu, *a fortiori*, pour l'accession aux simples fonctions publiques. L'adage « qui peut le plus, peut le moins » est une règle de bon sens. Elle doit recevoir ici son application.

§ II. — ANALYSE DE LA LOI.

Nous venons d'indiquer qu'aux termes de la loi du 19 juillet 1934, l'étranger naturalisé — qu'il ait ou non accompli son service militaire — ne peut, pendant un délai de dix ans, être nommé à des fonctions publiques rétribuées par l'Etat, être inscrit à un barreau ou nommé titulaire d'un office ministériel.

Nous avons fait ressortir que cette loi était contraire aux principes généraux qui gouvernent le droit de la naturalisation. Il nous reste à examiner le contenu de la nouvelle règle sanctionnée par le législateur.

Nous allons répondre successivement aux questions suivantes : a) quelles sont les personnes visées par la loi du 19 juillet 1934; b) quelles sont les fonctions dont elle interdit l'accès aux naturalisés.

Personnes visées par la loi.

La loi du 19 juillet 1934 ne peut s'appliquer, de toute évidence, qu'aux étrangers dont la naturalisation est accordée par décret, conformément au paragraphe 2 de l'article 6 de la loi du 10 août 1927.

Nous connaissons, pour les avoir étudiés l'un après l'autre, tous les cas de naturalisation institués par cette loi. Il est donc inutile de procéder à leur énumération.

Toutefois, il convient d'attirer l'attention sur un certain nombre de situations particulières :

1° Les indigènes de l'Algérie et des colonies sont sujets français et non des étrangers. Leur admission aux droits de citoyen français, quand elle se produit, ne saurait constituer une naturalisation. Dès lors, la loi du 19 juillet 1934 n'est pas applicable aux indigènes dont s'agit.

2° Au contraire, les indigènes des pays de protectorat ou des territoires sous mandat ne sont ni citoyens ni sujets français; ils ne peuvent acquérir la nationalité française que par une véritable naturalisation. Ils sont donc soumis aux prescriptions de la loi de juillet 1934.

En d'autres termes, ces indigènes qui vivent sous le drapeau français, ne sont pas traités autrement que de simples étrangers qu'aucun lien particulier ne rattache à la France.

Une telle iniquité a provoqué la plus vive indignation, la plus légitime. Quand on considère avec quel ménagement sont traitées les populations soumises à la souveraineté d'autres gouvernements, du gouvernement italien par exemple, on ne peut que déplorer amèrement l'attitude adoptée par les autorités françaises.

La jeunesse arabe n'a pas compris que les indigènes naturalisés, originaires des pays de protectorat ou des pays sous mandat, fussent écartés des fonctions publiques et du barreau en France, alors que dans leur pays, ces mêmes fonctions sont largement ouvertes aux Français de toutes conditions qui viennent s'y établir.

3° Les individus nés en France d'un étranger et domiciliés en France qui peuvent, jusqu'à 21 ans, devenir

Français ou à 21 ans deviennent Français par le bienfait de la loi (art. 3 et 4, L. 1927) ne sont pas considérés comme des naturalisés; les prescriptions de la loi de juillet 1934 ne s'étendent donc pas à cette catégorie d'individus.

4° La même solution doit être adoptée en ce qui concerne les enfants visés par les alinéas 1 et 2 de l'article 2 de la loi de 1927. Ces enfants ont, antérieurement à la naturalisation de leur père, mère ou parent, la qualité de Français, sauf la faculté à eux reconnue par ce texte, de répudier cette qualité dans l'année qui suivra leur majorité. La naturalisation des père, mère ou parent a seulement pour effet, à l'égard de ces enfants, de faire cesser cette faculté de répudiation.

5° Par contre, les enfants mineurs d'un étranger qui obtient la naturalisation ne deviennent définitivement Français que par le fait de cette naturalisation. Ces enfants sont des étrangers naturalisés au sens de la loi du 19 juillet 1934 et tombent sous le coup des interdictions édictées par cette loi (1).

6° La femme mariée qui a perdu la qualité de Française par suite de son mariage et qui recouvre sa nationalité soit sous certaines conditions, conformément à l'article 14 de la loi de 1927, soit conformément à l'article 11 de cette loi, acquiert immédiatement tous les droits civils et politiques et reste, par conséquent, en dehors du champ d'application de la loi de juillet 1934.

(1) Nous avons appliqué la même solution en ce qui concerne l'incapacité édictée par l'article 6, dern. al., L. 1927.

7° La femme française qui, se mariant avec un étranger, a acquis la nationalité étrangère, conformément à l'article 8 de la loi du 10 août 1927 est devenue étrangère et, par suite, ne peut accéder aux fonctions publiques que si, à titre exceptionnel et en vertu de textes spéciaux, des étrangers peuvent occuper ces fonctions.

**Quelles sont les fonctions dont l'accès est interdit
aux naturalisés.**

1° Fonctions publiques.

Les fonctions dont l'accès est interdit pendant dix ans aux étrangers naturalisés sont, tout d'abord, les fonctions publiques rétribuées par l'Etat.

L'expression de « fonctionnaire public » n'a pas été définie d'une manière générale par le législateur. Son sens varie selon les textes qui règlent les matières dans lesquelles le fonctionnaire public est appelé à jouer un rôle, notamment en matière de peines, de presse, de pensions.

Ainsi, l'article 197 du Code pénal relatif à la prolongation illégale de l'exercice de l'autorité publique, comprend, sous la désignation générale de fonctionnaires, tous les citoyens qui, sous une dénomination quelconque, ont été investis d'un mandat dont l'exécution se lie à un intérêt d'ordre public et qui, à ce titre, sont soumis à l'autorité du Gouvernement (1).

(1) Cr., 30 oct. 1886. D. P. 87, I, 507.

D'après la jurisprudence, l'expression « fonctionnaire public » employée par l'article 177, paragraphe 1 et 2 du Code pénal, relativement à la corruption des fonctionnaires, comprend non seulement les citoyens revêtus à un degré quelconque d'une portion de la puissance publique, mais encore ceux qui, investis d'un mandat public, soit par une élection régulière, soit par une délégation du pouvoir exécutif, concourent à la gestion des affaires de l'Etat, du département ou de la commune (1).

Jusqu'à ces dernières années, la doctrine a généralement établi une distinction entre, d'une part, les fonctionnaires investis d'une fonction de l'autorité publique ou d'un pouvoir propre et d'une responsabilité personnelle et, d'autre part, les employés ou commis chargés de préparer les mesures que prescrivent les fonctionnaires et les agents et préposés chargés d'exécuter les décisions (2). La pratique administrative s'inspirait des mêmes idées, en prenant en considération la situation hiérarchique du personnel plutôt que la situation juridique de son rôle (3).

Mais la doctrine et l'Administration ont une tendance à prendre l'expression de « fonctionnaire public » dans un sens plus large, depuis que s'est posée la question du syndicat et de la grève des fonctionnaires. Ainsi,

(1) *Cr.* 29 mai 1886. D. P. 87, I, 238; 24 févr. 1893, D. P. 94, I, 393.

(2) BLOCK et MAGUÉRO : *Dict. de l'administration française*, 5e éd. 1905, *Fonctionnaires*, n° 2.

(3) GEORGIN : *Le statut des fonctionnaires*. L'avancement, 1912, p. 13.

le projet de loi sur le statut des fonctionnaires déposé à la Chambre le 25 mai 1909 porte : « Sont considérés comme fonctionnaires, pour l'application de la présente loi, tous ceux qui, en qualité de délégués de l'autorité publique, d'employés, d'agents ou de sous-agents, occupent, dans un service public de l'Etat, un emploi permanent, rémunéré par un traitement mensuel ou par l'allocation de remises et ouvrant droit au bénéfice éventuel d'une pension de retraite.

Cette définition complexe a été critiquée spécialement à raison de l'énumération qu'elle renferme et surtout à raison de son élément relatif à la pension de retraite. Elle fait cependant autorité et c'est elle qui doit nous guider dans l'application de la loi du 19 juillet 1934 (1).

Observons, tout d'abord, que le texte de cette loi, ne visant que les fonctions publiques rétribuées par l'Etat, exclut, de ce fait, les fonctions rétribuées par les départements, par les communes et par les colonies. Il exclut également les fonctions rétribuées par les établissements publics qui ont une personnalité distincte de l'Etat, même si leurs ressources proviennent en partie du budget général.

Mais il suffira que les conditions que nous avons indiquées ci-dessus (emploi permanent dans une administration de l'Etat et perception d'un traitement ou

(1) Sur les définitions diverses données par les auteurs, V. AUCOC, t. 3, n^{os} 40 et s., 119 et s.; BLANCHE et de MOÛY : *Dictionnaire général d'administration, Fonctionnaires publics*, p. 119 DUGUIT : *Manuel de droit constitutionnel*, 5^e éd., p. 413 et s.; HAURIOU : *Précis de droit administratif*, 7^e éd., p. 610 et s.; Dissertation de M. CAPITANT, D. P. 1911, 2, 329.

d'une solde soumise à retenue pour la constitution d'une retraite) se trouvent réunies, pour que l'étranger naturalisé soit écarté d'office, même des emplois les plus modestes.

Peu importe, du reste, le caractère civil ou militaire de la fonction. Le citoyen naturalisé ne pourra être ni officier dans les armées de terre, de mer ou de l'air, ni sous-officier de carrière, ni gendarme.

Toutefois, en ce qui concerne les soldats naturalisés qui accomplissent leur service militaire, on peut considérer que la loi ne met pas obstacle à ce que leur soient attribués certains grades inférieurs, exception faite, comme il a été dit plus haut, pour ce qui a trait aux sous-officiers de carrière.

On est d'accord également pour ne pas reconnaître la qualité de fonctionnaire public aux officiers de réserve. En effet, si ceux-ci, en vertu de la loi du 8 janvier 1925, article 8, ont, lorsqu'ils sont en situation d'activité, les mêmes droits et prérogatives que les officiers de l'armée active, leur solde, d'après la loi de 1925, article 38, n'est pas, en principe, soumise à la retenue pour la retraite. Bien entendu, il appartiendra au Ministère de la guerre, d'examiner, dans chaque cas, l'opportunité d'une telle nomination.

Enfin, on doit admettre que si les naturalisés doivent être exclus du corps de stagiaires rémunérés, organisés par des textes, ils peuvent, par contre, être utilisés par les administrations publiques comme simples auxiliaires ou aides temporaires. Dans ce cas, ils sont considérés comme étant liés par un contrat de travail dans les conditions ordinaires du droit privé.

Tel est, en résumé, le système organisé par la loi de juillet 1934. Il aboutit à une incohérence et à une injustice manifestes : possibilité pour le naturalisé (ayant accompli son service militaire) d'accéder aux plus hautes fonctions électives, mais impossibilité, pour ce même naturalisé, d'occuper pendant dix ans l'emploi le plus effacé dans l'administration. Incohérence, parce qu'ainsi que nous l'avons déjà indiqué, la fonction élective ou politique est plus représentative de la qualité de citoyen que la simple fonction publique. Injustice, parce que c'est une règle fondamentale de notre droit public que tous les emplois publics sont accessibles à tous les citoyens, sans aucun motif de préférence que leur mérite et suivant les conditions fixées par les lois (art. 10, Constitution du 4 nov. 1848). A cette règle, nous ne connaissons, jusqu'ici, qu'une seule dérogation : celle établie par l'article 4 de la loi du 22 juin 1889, interdisant aux membres des familles qui ont régné en France d'entrer dans les armées de terre ou de mer et d'exercer aucune fonction publique ni aucun mandat électif.

Mais la circonstance la plus grave, sur laquelle il convient d'attirer particulièrement l'attention, c'est que la loi de juillet 1934 conduit, en fait, à exclure définitivement les citoyens naturalisés de la plupart des emplois publics. On sait, en effet, que, pour l'admission à ces emplois, les règlements prévoient, en général, une limite d'âge. Pour les emplois donnés au concours, ou pour ceux qui exigent une certaine vigueur physique, cette limite est fixée à un âge très jeune. Or, dans l'hypothèse la plus favorable, l'étranger peut demander

la naturalisation à l'âge de 18 ans. Si l'on ajoute à ces 18 ans le temps nécessaire à l'accomplissement de toutes les formalités qu'exige la naturalisation, cet étranger ne sera Français qu'à sa majorité. L'incapacité qui le frappe devant durer dix ans, ce n'est qu'à l'âge de 30 ou 31 ans qu'il pourra entrer dans la carrière administrative. Autant dire, qu'il ne pourra jamais devenir fonctionnaire !

2° Offices ministériels.

La loi du 19 juillet 1934 stipule, en deuxième lieu, que, pendant dix ans à partir du décret qui lui a conféré la naturalisation, l'étranger naturalisé ne pourra être nommé titulaire d'un office ministériel. Par « offices », on entend les charges d'officiers publics et ministériels dont les titulaires exercent leurs fonctions en vertu de l'investiture qui leur est conférée par le Gouvernement.

L'office lui-même n'est pas dans le commerce; il n'est pas compris dans le patrimoine du titulaire; celui-ci ne peut donc en disposer.

Il en était autrement sous l'ancien régime où la vénalité des charges était admise. Celle-ci fut supprimée par les lois de la Révolution. Elle ne fut pas rétablie depuis dans les conditions où elle existait autrefois. Mais la loi de finances du 28 avril 1816 accorde à un certain nombre d'officiers publics ou ministériels le droit de présenter un successeur à l'agrément du Gouvernement et de recevoir de ce successeur le prix de leur démission. Cette disposition est toujours en vigueur.

Du moment que c'est le Gouvernement qui nomme, et puisqu'il y a, en quelque sorte délégation de la

puissance publique au titulaire, on peut assimiler les officiers ministériels à des fonctionnaires publics (1).

Dès lors, il est logique que la loi de juillet 1934 ait exclu les étrangers naturalisés des offices ministériels, comme elle a cru devoir les exclure des fonctions publiques.

Les offices auxquels est attaché le droit de présentation sont les charges d'avocat au Conseil d'Etat et à la Cour de Cassation, de notaire, d'avoué près les cours et tribunaux, d'huissier, d'agent de change, de commissaire-priseur. Il en est de même des charges de courtier, mais seulement depuis la loi du 18 juillet 1866, de celles de courtier d'assurances maritimes et de courtier interprète conducteur de navire. Les greffiers près les tribunaux judiciaires de tout ordre, bien qu'ils ne soient pas des officiers ministériels, jouissent aussi de ce droit (2).

L'étranger naturalisé ne pourra, par conséquent, exercer aucune des professions que nous venons d'énumérer.

Nous pensons, par contre, qu'il peut être désigné comme agréé près les tribunaux de commerce. Bien que la pratique reconnaisse aux agréés la faculté de présenter leur successeur à l'agrément du tribunal auprès duquel ils exercent leurs fonctions, il n'y a pas, dans ce cas, à proprement parler, droit de présentation

(1) Observons, à cet égard, que l'article 1er de la loi du 25 ven. an XI donne aux notaires la qualification de fonctionnaires publics.

(2) DALLOZ : *Répertoire Pratique*, t. VIII, Office.

ni investiture par le Gouvernement. Du reste, la jurisprudence est formelle sur ce point : les agréés n'ont aucun caractère public (Av. Cons. d'Etat 9 mars 1825). Ils ne sont pas officiers ministériels (Lyon, 27 déc. 1898).

Certes, la défense faite à l'étranger naturalisé d'occuper un office ministériel peut apparaître comme moins arbitraire que la décision qui l'éloigne pendant dix ans, de toute fonction publique. Les professions de notaire et d'agent de change, pour ne citer que celles-là, comportent des responsabilités infiniment plus graves que celles d'un sous-agent de l'administration publique.

Mais le législateur semble avoir oublié que la nomination aux offices ministériels suppose une instruction solide, sanctionnée par des diplômes officiels, un stage d'apprentissage de plusieurs années, une fortune assez considérable pour dédommager le titulaire sortant. Il a également perdu de vue qu'il existe, dans ces diverses corporations, une Chambre appelée, par ses statuts, à surveiller l'admission des membres nouveaux et à exercer, le cas échéant, une action disciplinaire.

Ou bien ces garanties sont suffisantes et alors on ne comprend pas pourquoi la loi a exigé du naturalisé un stage complémentaire, ou bien ces garanties sont illusoires et c'est alors le statut même des officiers publics que le Parlement devrait réformer sans délai.

3° La profession d'avocat.

La troisième interdiction édictée par la loi de juillet 1934 est relative à la profession d'avocat. Pendant dix ans à dater du décret qui lui a conféré la naturalisation,

l'étranger naturalisé ne pourra être inscrit à un barreau.

Nous avons déjà indiqué et nous persistons à croire que c'est là le but immédiat que les auteurs de la loi se proposaient d'atteindre. Sans revenir sur les observations que nous avons formulées à ce sujet, on nous permettra de faire remarquer que dans sa proposition du 30 juin 1934, M. Louis Rolland consacre la partie principale de son exposé à la profession d'avocat. C'est surtout cette profession qui est visée; c'est pour la protéger qu'on demande aux Chambres de déclarer l'urgence et d'ordonner la discussion immédiate ! L'exclusion des fonctions publiques et des offices ministériels n'est évoquée qu'en deuxième lieu et en quelque sorte « pour mémoire ».

Encore fallait-il justifier, d'une manière quelconque, la proposition qui était soumise au vote du Parlement. La méthode la plus aisée consistait à assimiler la profession d'avocat à une fonction publique. C'est cette méthode qu'a employée M. L. Rolland, non sans manifester, du reste, un certain embarras : « Il paraît très opportun de ne pas permettre à des personnes naturalisées de trop fraîche date, d'accéder trop rapidement à certaines fonctions... Ceci vaut certainement pour les fonctions publiques rétribuées par l'Etat et pour les offices ministériels qui correspondent d'ailleurs à des fonctions publiques. L'avocat n'est sans doute pas un fonctionnaire public, mais il est l'auxiliaire incessant du service public de la justice. Il peut être appelé à compléter un tribunal judiciaire et même un conseil interdépartemental de préfecture (D. 5 mai 1934,

art. 3). L'exercice de sa profession l'amène à consulter des dossiers ou à se charger d'affaires intéressant la défense nationale. L'accomplissement satisfaisant d'une tâche si importante et si complexe, touchant de si près aux intérêts généraux du pays, nécessite une présence d'une certaine durée dans le corps des nationaux français. Il n'y a donc, en définitive, aucune objection à présenter à l'extension des incapacités établies à l'article 6 de la loi de 1927 ».

Il nous suffira de renvoyer à la définition que nous avons donnée de la fonction publique, pour constater qu'elle ne peut s'appliquer à la profession d'avocat. Aucun lien direct ou indirect ne rattache l'avocat au Gouvernement. Les circonstances exceptionnelles où il pourrait être appelé à accomplir des fonctions judiciaires peuvent servir de motif à la règle suivant laquelle l'avocat doit être de nationalité française, mais ces circonstances ne suffisent pas à faire de lui un fonctionnaire public. Ce principe a d'ailleurs été proclamé par la Cour de Cassation dans un arrêt du 17 mars 1913 : « Attendu que l'avocat attaché au barreau qui est régulièrement appelé à compléter une cour d'appel ou un tribunal de première instance, exerce une fonction essentiellement gratuite et temporaire, laquelle lui est imposée à raison même de sa profession; qu'il conserve, en montant au siège, son titre et sa qualité d'avocat et ne saurait, à aucun point de vue, être rangé à ce moment dans la catégorie des fonctionnaires rétribués sur les fonds de l'Etat visés par la loi organique sur l'élection des députés du 30 novembre 1875... » (Cas. req. 17 mars 1913).

On doit observer, d'autre part, qu'aucun texte n'exclut l'étranger naturalisé des fonctions de juré et qu'il y a là une prérogative au moins aussi importante que celle de juge « occasionnel »; qu'on n'a pas considéré le droit de suppléance comme un obstacle à l'admission au barreau des sujets algériens et malgaches qui ne sont pas des citoyens français (1); que la loi du 1^{er} décembre 1900 autorise les femmes françaises à exercer

(1) Signalons le cas suivant sur lequel la Cour de Paris a été appelée à se prononcer en février 1937 :

Deux étudiants algériens, Meradji Areski et Ben Abdalla, ayant demandé à être admis au stage des avocats de la Cour de Paris, le Conseil de l'Ordre, le 24 novembre dernier, avait repoussé leur candidature parce qu'ils n'étaient pas citoyens français et ne pouvaient exercer de fonctions publiques, comme, par exemple, devenir jurés ou suppléer au tribunal ou à la Cour un magistrat défaillant, comme on le demande parfois aux avocats.

L'arrêté soulignait qu'ils n'avaient pas demandé leur naturalisation bien qu'ayant fait leur service militaire et notait que Meradji parle difficilement la langue française.

Les postulants firent appel et leur cas fut examiné par les trois premières chambres de la Cour réunies sous la présidence de M. Francis Villette, premier président.

L'avocat général Laroze se montra favorable à l'admission et, après plaidoyers de Mes André Berthon et Schuller, la Cour infirmait l'arrêté du Conseil de l'Ordre.

La Cour a estimé qu'aucun texte de loi ne subordonne l'exercice de la profession d'avocat à l'exercice d'un droit politique et elle a ajouté, en ce qui concerne la question de naturalisation, que l'on ne peut obliger des musulmans à abandonner leur statut personnel et que, du fait qu'ils gardent ce statut, on ne saurait inférer un manque d'attachement à la cause française.

L'arrêt déclare que les deux appelants parlent suffisamment notre langue.

En conséquence, Meradji Areski et Ben Abdalla ont été admis à prêter serment.

la profession d'avocat, tout en déclarant qu'elles ne peuvent suppléer les juges et les magistrats du ministère public.

Au surplus, toute cette question n'offre, du point de vue pratique, qu'un intérêt accessoire. D'abord, parce que les stagiaires, qu'ils soient Français d'origine ou naturalisés, ne peuvent, en aucun cas, compléter un tribunal. Ensuite, parce que, quand des avocats doivent exercer exceptionnellement une suppléance, ils sont appelés selon l'ordre du tableau. Cette dernière disposition aura toujours pour résultat d'écarter du siège l'étranger « naturalisé de fraîche date ».

En interdisant à l'étranger naturalisé l'exercice de la profession d'avocat, le législateur français a agi, par conséquent, sans réflexion et surtout sans mesure. Il a éloigné du barreau ceux-là mêmes dont, par l'article 6-2^e de la loi du 10 août 1927, il a cherché à favoriser la naturalisation.

Il ne rentre pas dans le cadre de cette étude d'examiner comment sont organisés les barreaux dans les différents pays. Si, dans la plupart des législations étrangères, la profession d'avocat est réservée en principe aux nationaux, nous n'en connaissons aucune qui interdise l'accès de cette profession aux citoyens naturalisés. Dans certains pays, on autorise même les avocats étrangers à plaider occasionnellement devant les juridictions locales. Il en est ainsi en Belgique, où l'on rencontre souvent des avocats français au Palais de Justice.

En Grande-Bretagne — pays de vieille tradition — les étrangers (nous ne parlons pas des naturalisés)

sont placés sur le même pied que les citoyens anglais. Rien n'empêche qu'ils puissent exercer devant un barreau anglais s'ils ont été admis à un « Jun of Court », s'ils ont pris le nombre d'inscriptions requises et subi les examens réglementaires.

La même faculté est reconnue aux étrangers dans certaines provinces des Etats-Unis, au Paraguay et en République Argentine.

Ces explications soulignent encore d'avantage l'égoïsme manifeste qui a présidé à la confection et au vote de la loi du 19 juillet 1934.

Enfin, il n'est pas superflu de rappeler que la profession d'avocat est sévèrement réglementée en France. On exige du futur candidat une moralité irréprochable, une résidence décente, de nombreuses professions ont été déclarées incompatibles avec celle d'avocat; l'inscription au tableau est précédée d'un stage de trois ans que le Conseil de l'Ordre peut porter, par mesure disciplinaire, à cinq ans. De multiples sanctions menacent les avocats qui ne respecteraient pas les règles et les traditions du barreau: avertissement, réprimande, suspension et même radiation du tableau.

Nous ne pouvons nous empêcher de poser ici la même question que tout à l'heure: si cette réglementation est efficace, pourquoi avoir frappé l'étranger naturalisé d'une incapacité de dix ans ? Et si elle est insuffisante, n'est-ce pas le barreau lui-même qu'il conviendrait plutôt de réformer et d'assainir ?

§ III. — APPLICATION DANS LE TEMPS DE LA LOI
DU 19 JUILLET 1934.

La loi du 19 juillet 1934 a été publiée au *Journal Officiel* du 20 juillet; elle est donc devenue obligatoire, à Paris, le 22 juillet « et partout ailleurs dans l'étendue de chaque arrondissement, un jour franc après que le *Journal Officiel* qui la contient, est parvenu au chef-lieu de l'arrondissement. »

Il ne suffit pas de fixer le point de départ de l'entrée en vigueur de la loi; il faut indiquer comment et dans quelle mesure la loi nouvelle se substitue à la loi ancienne.

S'il est évident que la loi du 19 juillet 1934 s'applique sans réserve aux étrangers qui ont été naturalisés ou qui seront naturalisés postérieurement à sa promulgation, on doit se demander si elle atteint les étrangers naturalisés antérieurement à sa mise en vigueur. Le problème à résoudre est important : il conditionne le sort de milliers d'individus naturalisés avant juillet 1934 et qui ne bénéficient pas encore de dix années de naturalisation. Ces individus peuvent-ils ou ne peuvent-ils pas exercer une fonction publique, s'inscrire à un barreau, être nommés titulaires d'un office ministériel ? Au cas où ces individus seraient déjà investis d'une telle fonction ont-ils le droit de la conserver ou doivent-ils par contre en faire l'abandon ?

La question de savoir si les dispositions de la loi du 19 juillet 1934 sur la nationalité sont de nature à atteindre les étrangers naturalisés antérieurement à la

promulgation de la dite loi, a été résolue, à notre sens, par le législateur lui-même.

Pour s'en convaincre, il n'y a qu'à se référer au Rapport établi par la Commission de Législation civile et criminelle (Document 3737 de la Chambre des Députés — Annexe au procès-verbal de la 2^e séance du 30 juin 1934).

La Commission a pris le soin d'examiner le problème sous ses différents aspects :

« On est en droit de se demander si les dispositions nouvelles (dispositions de la loi du 19 juillet 1934) atteindront les étrangers naturalisés antérieurement à la promulgation de la loi.

» La question s'est posée au lendemain de la loi de 1889, privant les étrangers de l'éligibilité; on l'a alors résolue par la négative. L'article 14 *c* de la loi du 10 août 1927 a adopté la même solution, sauf en ce qui concerne les élections législatives.

» Votre Commission s'est posé la question de savoir s'il convenait d'étendre cette exception. Elle a estimé devoir adopter l'affirmative pour les professions et emplois atteints par l'incapacité nouvelle. Ce n'est pas sans hésitation qu'elle s'y est décidée. Elle a été déterminée par le souci de ne voir accéder à ces emplois que des naturalisés pleinement assimilés, très au courant des institutions, de la vie et de la langue du pays.

» Il est bien entendu toutefois que les étrangers naturalisés, investis actuellement des professions et emplois visés aux cas nouveaux d'incapacité, ne sont nullement atteints.

» En outre, pour atténuer ce qu'il peut y avoir de rigoureux dans la solution adoptée, votre Commission a pensé que des décrets pourraient relever de l'incapacité les étrangers naturalisés depuis plus de cinq ans au jour de la promulgation de la nouvelle loi.

» Elle vous propose, en conséquence, un article réglant en ce sens la question :

» Article 2. — Les étrangers naturalisés antérieurement à la promulgation de la présente loi, sont atteints par l'incapacité établie au paragraphe ajouté par l'article précédent à l'article 6 de la loi du 10 août 1927. Toutefois, les bénéficiaires d'un décret de naturalisation antérieur de plus de cinq ans à la promulgation de la présente loi, pourront être relevés de cette incapacité, par décret rendu sous la proposition du Garde des Sceaux. »

Du texte que nous citons, il résulte : que la Commission s'était prononcée pour la rétroactivité de la loi ; qu'elle a jugé indispensable d'édicter cette rétroactivité par une disposition expresse, conformément aux principes généraux de notre Droit (1).

Or, l'article 2 précité a été finalement écarté par la Commission. Du moment que celle-ci renonçait à demander l'application rétroactive de la loi, le Parlement a entendu voter, de toute évidence, une loi normale, une loi non rétroactive.

Nous en concluons que les étrangers naturalisés antérieurement à la promulgation de la loi du 19 juil-

(1) Voir sur ce point : *Civ.*, 7 juin 1901, D. P. 1902 - I - 105 et l'analyse de cet arrêt, même page.

let 1934, sont aptes à exercer une fonction publique ou une fonction assimilée et qu'*a fortiori*, ceux qui étaient déjà pourvus d'une telle fonction doivent y être maintenus.

D'ailleurs la thèse que nous défendons est celle que le bâtonnier E. Durier a exposée dans la consultation qu'il fut appelé à donner en octobre 1889, dans la célèbre affaire Suquet-Mac-Adaras.

Les lois qui régissent les conditions d'aptitude aux fonctions publiques devant être assimilées, quant à leur nature, aux lois qui règlent la jouissance des droits politiques, l'exposé de M. Durier s'applique aussi bien à l'article 3 de la loi de 1889 qu'à l'article unique de la loi du 19 juillet 1934.

Voici le texte de cette consultation :

« L'avocat soussigné — Consulté par M. Mac-Adaras sur la question de savoir si la validité de son élection comme député peut être contestée à bon droit, en vertu de l'article 3 de la loi du 26 juin 1889, a été d'avis des résolutions suivantes :

» M. Mac-Adaras, né en Irlande, a servi la France pendant la guerre de 1870-1871 comme colonel et comme général de brigade à titre auxiliaire.

» Au mois d'avril 1871, il adressa une demande au Ministre de la Justice, afin d'être naturalisé citoyen français, conformément au décret rendu par la délégation du Gouvernement de la Défense nationale à Tours, en date du 19 novembre 1870.

» Le décret qui devait suivre cette demande n'ayant pas été rendu ou ne s'étant pas retrouvé, M. Mac-Adaras forma une nouvelle demande de naturalisation.

» Cette demande fut suivie d'un décret rendu par le Président de la République, le 12 juin 1888, le Conseil d'Etat entendu, qui admit M. Mac-Adaras à jouir des droits de citoyen français et opéra ainsi sa naturalisation en l'assimilant complètement aux citoyens français d'origine. Ce décret a été inséré au *Bulletin des Lois*.

» Investi de tous les droits de citoyen français, M. Mac-Adaras était, à partir de ce moment, électeur, éligible à toutes les fonctions électives, apte à remplir en France toutes les fonctions publiques dans les conditions déterminées par les lois.

» La loi du 26 juin 1889 sur la nationalité a-t-elle modifié cette situation et a-t-elle enlevé à M. Mac-Adaras son droit d'éligibilité à la Chambre des Députés ?

» L'article 3 de cette loi est ainsi conçu : « L'étranger » naturalisé jouit de tous les droits civils et politiques » attachés à la qualité de citoyen français. Néanmoins, » il n'est éligible aux Assemblées législatives que dix » ans après le décret de naturalisation, à moins qu'une » loi spéciale n'abrège ce délai. Le délai pourra être » réduit à une année. »

» Le sens de cet article ne nous paraît pas douteux. Il statue pour l'avenir.

» Tous les étrangers qui, depuis la promulgation de la loi du 26 juin 1889, ont été ou seront naturalisés, ne deviendront éligibles aux assemblées législatives que dix ans après le décret de naturalisation, à moins qu'ils n'obtiennent une loi spéciale réduisant ce délai qui sera toujours au minimum d'une année.

» Mais cet article ne porte pas la moindre atteinte aux droits acquis. L'étranger devenu Français avant la promulgation de la loi et investi, dès lors, de la plénitude des droits de citoyen français, a conservé tous ces droits et, par conséquent, celui d'être élu aux Assemblées législatives.

» Il suffit, pour le démontrer, de rappeler l'article 2 du Code civil au titre des effets et de l'application des lois en général : « La loi ne dispose que pour l'avenir; elle n'a point d'effet rétroactif. »

» La loi ne dispose que pour l'avenir; donc la loi du 26 juin 1889 ne statue que pour les naturalisations qui seront accordées à l'avenir.

» Elle n'a point d'effet rétroactif; donc elle ne peut porter atteinte aux droits acquis avant sa promulgation.

» Il est, il est vrai, des lois qui, malgré le principe posé dans l'article 2 du Code civil, principe de justice et de raison, ont un effet rétroactif. Telles sont, notamment, les lois de procédure; telles sont certaines lois inspirées par des principes supérieurs d'humanité, telle que la loi qui a aboli la contrainte par corps.

» Mais quand la loi, par exception au principe général doit avoir un effet rétroactif, elle doit contenir à cet égard une disposition expresse. Quand le législateur n'a pas formulé une exception au principe général, ce principe subsiste dans toute sa force, avec toute son énergie.

» Or, la loi du 26 juin 1889 ne contient aucune disposition de cette nature. Elle ne touche en rien au principe de la non-rétroactivité des lois. Elle ne statue donc que pour l'avenir et n'a pas d'effet rétroactif.

» Non seulement son texte ne contient rien qui porte atteinte à cette règle générale, mais rien, dans les travaux préparatoires de la loi, n'indique la pensée de donner à la loi, par exception, un effet rétroactif.

» Cette pensée eut été très malheureuse et tout à fait injustifiable au point de vue du droit. Les droits acquis, en matière de nationalité, c'est-à-dire dans une matière qui touche à l'état des personnes, ont un caractère éminemment respectable.

» Nos lois ont varié sur la question de savoir si la naturalisation devait conférer, à ceux qui en bénéficiaient, la plénitude des droits de citoyen et notamment le droit d'être élu aux Assemblées législatives.

» La législation de 1814 faisait une distinction entre la grande et la petite naturalisation. La grande naturalisation seule donnait le droit d'éligibilité. Cette différence entre la grande et la petite naturalisation a été abolie en 1848. La loi du 3 décembre 1849 l'a rétablie en décidant (art. 1^{er}) que l'étranger naturalisé ne jouirait du droit d'éligibilité à l'Assemblée nationale qu'en vertu d'une loi. Mais, respectueuse du principe de non rétroactivité, elle a pris le soin, assurément surabondant, de dire dans son article 5 : « Les dispositions qui » précèdent ne portent aucune atteinte aux droits d'éli- » gibilité à l'Assemblée nationale acquis aux étrangers » naturalisés avant la promulgation de la présente loi. »

» La loi du 29 juin 1867 a complètement aboli la distinction entre la grande et la petite naturalisation. Aux termes de son article 1^{er}, l'étranger naturalisé est admis à jouir de tous les droits de citoyen français.

» Les étrangers naturalisés pendant que cette loi était en vigueur ont donc été investis de tous les droits politiques, notamment de celui d'éligibilité aux Assemblées législatives. Une loi postérieure n'aurait pu les priver de cette éligibilité sans porter atteinte à un droit acquis et, par conséquent, sans violer le principe de non rétroactivité.

» L'application de ce principe aux lois sur la naturalisation a d'ailleurs été reconnue par les autorités les plus autorisées et la doctrine est unanime sur ce point.

» Nous n'hésitons donc pas à affirmer que M. Mac-Adaras a conservé tous les droits dont il était investi comme citoyen français et notamment le droit d'être élu à la Chambre des Députés. Signé : E. Durier. » (1).

Dans l'une des premières séances de la Chambre des Députés du mois de novembre 1889, sur le rapport conforme de M. Boirand, député des Deux-Sèvres, l'élection du général Mac-Adaras a été validée sans discussion.

Le système que nous avons exposé est logique; il est conforme à la doctrine classique sur la rétroactivité des lois; il avait reçu, en 1889, la consécration officielle du Parlement français.

Aussi, avons-nous été surpris de voir la Cour d'appel de Paris adopter, en cette matière, une jurisprudence nouvelle. Le Conseil de l'Ordre, présidé par le bâtonnier Thorp, avait rejeté plusieurs demandes d'inscription au barreau émanant d'étrangers naturalisés antérieurement au vote de la loi du 19 juillet 1934.

(1) *Clunet*, 1890 p. 92 et s.

Considérant que ces candidats étaient touchés par l'incapacité décennale édictée par la loi, au même titre que les étrangers naturalisés après juillet 1934, il avait refusé de les admettre à la prestation de serment. La Cour d'appel de Paris, trois premières Chambres, réunie en audience disciplinaire, a confirmé les arrêtés du Conseil de l'Ordre :

« La Cour, statuant sur l'appel interjeté par M. X, d'un arrêté du Conseil de l'Ordre des avocats à la Cour d'appel de Paris, en date du..., qui a déclaré qu'il n'y avait pas lieu d'admettre M. X à la prestation de serment :

» Adoptant les motifs du Conseil de l'Ordre,

» Et considérant que le paragraphe 2 de l'article unique de la loi du 19 juillet 1934 est clair et précis; qu'il stipule que, pendant dix ans à partir du décret qui lui a conféré la naturalisation, l'étranger devenu Français ne peut être inscrit à un barreau, que, sur ce point et en l'absence de droits acquis, la loi précitée a entraîné, dès sa promulgation et pour l'avenir, une abrogation instantanée de la législation antérieure, que le tempérament prévu à son paragraphe 1^{er}, en faveur des naturalisés ayant accompli les obligations du service militaire actif dans l'armée française, ne s'applique qu'à ceux qui postulent des fonctions ou mandats électifs, à l'exclusion des candidats à la profession d'avocat.

» Or, considérant que M. X... a été naturalisé par décret du... (date antérieure à l'entrée en vigueur de la loi du 19 juillet 1934); qu'à la date à laquelle il a introduit sa demande d'inscription au stage, soit postérieurement à la promulgation de la loi du 19 juillet

1934 et moins de dix ans depuis sa naturalisation, il n'avait encore qu'une vocation à son inscription au barreau et point de droits acquis; que sa demande est donc prématurée;

» Par ces motifs — Confirme l'arrêté du Conseil de l'Ordre des avocats de la Cour d'appel de Paris en date du..., qui déclare qu'il n'y avait pas lieu d'admettre M. X... à la prestation de serment. Condamne M. X... aux dépens. » (1).

La *Gazette du Palais* du 9 février 1935, a commenté cet arrêt dans les termes suivants: « Comme le décide très justement l'arrêt ci-dessus rapporté, qui confirme un arrêté du Conseil de l'Ordre des Avocats à la Cour d'appel de Paris, la disposition nouvelle relative à l'inscription des naturalisés à un barreau s'applique immédiatement, car les naturalisés depuis moins de dix ans lors de la promulgation de la loi ne peuvent pas se prévaloir d'un droit acquis: ils jouissaient d'une simple faculté et faute par eux de l'avoir exercée avant la promulgation de la loi, ils ne peuvent pas s'en prévaloir. Cette solution qui, seule, permet de donner aux dispositions nouvelles une portée efficace, ne peut être contestée, car il ne s'agit pas d'une application rétroactive de la loi, puisqu'il n'y avait aucun droit acquis mais une simple expectative. »

En somme, l'arrêt de la Cour de Paris établit une distinction très nette entre, d'une part, les naturalisés qui, antérieurement à l'entrée en vigueur de la loi de juillet 1934, étaient déjà inscrits à un barreau ou exerçaient déjà une fonction publique, et, d'autre part, les

(1) Arrêt du 24 janvier 1935,

étrangers naturalisés antérieurement à l'entrée en vigueur de la loi qui n'étaient pas encore « en possession ». Aux premiers, elle reconnaît un droit acquis que la loi de juillet 1934 ne peut détruire, parce qu'elle ne comporte pas de clause rétroactive. Quant aux seconds, elle considère qu'ils n'avaient, au moment de la promulgation de la nouvelle loi, qu'une vocation, une simple faculté à l'exercice de la profession d'avocat ou d'une fonction publique. La nouvelle disposition qui est immédiatement applicable, leur enlève cette faculté et les frappe de l'incapacité décennale établie par la loi.

Le « déclassement » qui est ainsi infligé aux naturalisés de la deuxième catégorie est-il légitime ? Peut-on vraiment, dans une matière aussi complexe, établir une démarcation précise entre les simples expectatives et les droits acquis ? Au contraire, ne doit-on pas estimer qu'il y a droit acquis dans l'une et l'autre espèce ?

Reprenons, pour un instant, le cas du général Mac-Adaras. Il a été naturalisé avant le vote de la loi de 1889. Celle-ci vient décréter une prohibition nouvelle : pendant dix ans, l'étranger naturalisé ne pourra être élu aux Assemblées législatives. M. Mac-Adaras se présente aux élections après la promulgation de la loi. On ne lui déclare pas : vous aviez seulement la faculté d'être élu ; cette faculté la loi de 1889 vous l'a enlevée pour l'avenir ; vous devez par conséquent retirer votre candidature. Mais le Parlement l'approuve et lui répond : vous avez un véritable droit, un droit acquis, en vertu de la législation antérieure ; ce droit vous le conservez et vous pouvez devenir député.

« Comment en un plomb vil, l'or pur s'est-il changé ? »

Pourquoi ce qui était naguère un droit au sens plein et juridique du mot, a-t-il été réduit et comme dégradé par l'arrêt de la Cour, au point de n'être plus aujourd'hui qu'une simple expectative ?

Il faut rappeler, en deuxième lieu, que l'article 2 du Rapport de la Commission de législation civile et criminelle, que nous avons déjà cité, prévoyait et stipulait, sous certaines réserves, la rétroactivité de la loi du 19 juillet 1934. Comment le législateur en Commission aurait-il pu, raisonnablement, mettre en question la rétroactivité de la nouvelle loi, s'il ne lui avait été manifeste que des droits acquis n'étaient et ne pouvaient pas être en cause ?

Enfin, si la théorie de la Cour d'appel devait être admise, aucune garantie n'existerait plus pour le naturalisé, ni dans l'ordre civil ni dans l'ordre politique. En effet, la nationalité qui lui a été conférée serait simplement constituée d'un ensemble de facultés ou vocations sujettes à retrait, selon les nécessités ou même le bon plaisir de l'autorité du moment. Ainsi, à côté de la nationalité réelle du Français d'origine, il y aurait une sorte de nationalité virtuelle dont les éléments ne seraient transformés en droits concrets que dans la mesure exacte où la jurisprudence accepterait de les regarder et consacrer comme tels.

Il suffit de formuler ces quelques observations pour s'apercevoir que l'arrêt rendu par la Cour repose sur des bases extrêmement fragiles.

Les juges n'ont-ils pas négligé de se souvenir que le droit d'être appelé ou nommé à une fonction publique est un droit civique et que ce droit supérieur, une fois acquis, ne peut être confondu avec une simple vocation.

Qu'on relise l'article 6 de la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen: « La loi est l'expression de la volonté générale. Tous les citoyens ont le droit de concourir personnellement et par leurs représentants à sa formation. Elle doit être la même pour tous, soit qu'elle protège, soit qu'elle punisse. Tous les citoyens sont égaux à ses yeux, sont également admissibles à toutes dignités, places et emplois publics, selon leur capacité et sans autre distinction que celle de leurs vertus et de leurs mérites. » (1).

Cette solennelle affirmation que peut-elle signifier, sinon que le droit d'exercer une fonction ou un emploi publics est un des attributs essentiellement constitutifs et donc permanents, de la qualité de Français ? Mettre ce droit en cause, c'est amoindrir le statut légal du citoyen, c'est prononcer, aux termes de l'article 42 du Code pénal, une véritable peine correctionnelle: « Les tribunaux, jugeant correctionnellement, pourront, dans certains cas, interdire en tout ou en partie, l'exercice des droits civiques suivants... 3^o) d'être appelé ou nommé aux fonctions de juré ou autres fonctions publiques, ou aux emplois de l'administration, ou d'exercer ces fonctions et ces emplois... »

(1) Cette formule a été reprise dans l'article 10 de la Constitution du 4 novembre 1848.

Et l'on voudrait appliquer une telle mesure et si grave aux citoyens naturalisés, sous le prétexte qu'on ne touche pas à un droit acquis, mais qu'on paralyse seulement pour l'avenir une simple faculté !

Certes, il appartient à l'Etat de déterminer les effets qu'il prétend attacher à la naturalisation, d'étendre ou de restreindre ces effets selon les circonstances et les époques. Nul ne lui a jamais contesté le droit de légiférer en toute indépendance pour l'avenir. A l'extrême rigueur il pourrait même, dans certaines circonstances exceptionnelles, modifier les droits qu'une législation antérieure avait reconnus aux naturalisés (1). Mais on est unanime à exiger qu'il y ait, dans cette dernière hypothèse à tout le moins, manifestation formelle de sa volonté : la rétroactivité devra être inscrite dans la loi.

Quoiqu'il en soit, c'est bien la jurisprudence de la Cour d'appel — d'ailleurs conforme à un avis du Conseil d'Etat du 27 décembre 1934 — qui règle, en ce moment, les modalités d'application dans le temps, de la loi du 19 juillet 1934 :

1° Les étrangers naturalisés depuis moins de dix ans lors de l'entrée en vigueur de la loi et qui occupaient à cette date une fonction publique ou une fonction assimilée sont maintenus dans cette fonction. Ils peuvent recevoir de l'avancement ou même être appelés

(1) On ne conçoit pas, d'ailleurs, que de telles modifications puissent être apportées au statut des naturalisés en France, puisque le législateur dispose en ce qui les concerne d'une arme puissante : la déchéance de la nationalité prévue par l'article 9 - 5° de la loi du 10 août 1927,

à d'autres emplois exigeant une nouvelle nomination. De même, rien ne s'oppose à ce que les stagiaires qui avaient, dans les conditions indiquées plus haut, la qualité de fonctionnaires publics, soient nommés à titre définitif dans un cadre organisé de fonctionnaires.

2° Les étrangers naturalisés depuis moins de dix ans lors de l'entrée en vigueur de la loi, et qui n'occupaient pas, à cette date, une fonction publique ou une fonction assimilée, sont soumis, à dater de cette entrée en vigueur, et sans qu'ils puissent invoquer les dispositions de l'article 2 du Code civil, aux prescriptions de la nouvelle loi, sous réserve toutefois des dispositions nouvelles inscrites dans la loi du 28 août 1936 que nous examinerons plus loin.

3° En dehors des deux catégories ci-dessus qui se réfèrent à des situations nettement déterminées, on doit envisager une troisième catégorie intermédiaire : celle des étrangers naturalisés, depuis moins de dix ans lors de l'entrée en vigueur de la loi du 19 juillet 1934, qui postulaient, à cette date, dans certaines conditions, l'obtention d'un emploi public.

Il faudra rechercher ici, dans chaque espèce, s'il y avait oui ou non, au moment de la promulgation de la loi, un lien de droit entre l'étranger naturalisé et l'Etat, une vocation spéciale à l'obtention d'un emploi déterminé, indépendamment de l'aptitude générale aux fonctions publiques dont l'étranger naturalisé bénéficiait avant l'entrée en vigueur de la loi du 19 juillet 1934.

Ainsi, pour les élèves naturalisés des grandes écoles normales et d'instituteurs qui ont été admis dans ces écoles à la suite d'un concours, on doit décider qu'ils

ont vocation légale à obtenir les fonctions, en vue desquelles ils ont affronté les épreuves des concours d'entrée. Si ces élèves subissent avec succès les examens de sortie, ils peuvent faire l'objet d'une nomination dans les fonctions publiques dont ces écoles ouvrent l'accès.

On doit admettre, par contre, que n'ont aucun lien juridique spécial avec l'Etat : les jeunes gens se préparant seulement au concours d'entrée des écoles assurant le recrutement des fonctionnaires publics; les candidats qui ont pris part, sans succès, à ces concours, même s'ils ont été déclarés admissibles; les jeunes gens qui, en cours d'études, prêtent, à l'autorité universitaire, une aide bénévole et dont la faible rémunération n'a pas le caractère d'un traitement : assistants, examinateurs, chargés de conférences supplémentaires, etc...; les individus qui, lors de l'entrée en vigueur de la loi du 19 juillet 1934, étaient employés à titre contractuel, comme auxiliaires dans certains services publics; les personnes qui étaient seulement inscrites sur certaines listes d'études dressées par l'autorité administrative; enfin, les étrangers naturalisés à qui la possession de certains diplômes sanctionnant des études spéciales pouvait permettre l'accès de certaines fonctions publiques, tels les licenciés ou les docteurs en droit.

Aucun texte ne prévoyant, en ce qui concerne les candidats naturalisés, un recul de la limite d'âge légale pour l'inscription aux divers concours, ils seront, pour la plupart, définitivement écartés des carrières administratives. Nous avons déjà signalé cette anomalie dans l'analyse générale que nous avons faite de la loi du 19 juillet 1934.

SECTION II.

LA LOI DU 28 AOUT 1936.

Telles sont les conséquences qu'a entraînées l'application, dans le temps, de la loi du 19 juillet 1934. On conçoit qu'elles aient suscité une vive et légitime émotion parmi les naturalisés à qui la législation antérieure avait garanti des droits civiques certains, sans aucune réserve de précarité.

La plupart avaient accompli leurs obligations militaires; quelques-uns même servaient sous les drapeaux au moment où fut promulguée la nouvelle loi.

Le législateur de 1927 n'avait-il pas tenu, à ces jeunes gens, à peu près ce langage : je suis disposé à vous accorder la qualité de citoyen français; si, en plus des conditions requises pour la naturalisation, vous êtes en âge de faire votre service militaire vous serez admis non seulement à l'exercice des fonctions publiques accessibles aux Français, mais vous pourrez, comme eux, être investis d'une fonction ou d'un mandat électifs.

Et voilà que la loi du 19 juillet 1934 vient retirer à ces naturalisés — qui ont accompli leur devoir de soldat — le droit d'exercer, pendant dix ans, une fonction publique ou une fonction assimilée.

C'est ici qu'apparaît, dans toute sa force, l'idée de la naturalisation-contrat que nous avons dégagée au commencement de cette étude. Nous avons indiqué que

si la naturalisation peut être considérée comme une faveur chez certains peuples auxquels leur situation géographique ou leur fécondité garantit une quiétude relative dans la vie internationale, en France, où des obligations militaires très lourdes pèsent à chaque instant sur chaque citoyen, la naturalisation se présente comme un véritable contrat, comprenant des devoirs et des obligations réciproques entre, d'une part, le naturalisé et, d'autre part, l'Etat.

Le Parlement français a estimé que ce contrat moral devait être respecté. Considérant que la loi de juillet 1934 avait été appliquée avec une rigueur excessive, il l'a corrigée récemment par une disposition nouvelle, ainsi conçue : « L'article 6 de la loi du 10 août 1927, modifié et complété par la loi du 19 juillet 1934, est complété comme suit : « Toutefois, l'incapacité établie » au paragraphe précédent (incapacité d'exercer pendant dix ans une fonction publique ou une fonction » assimilée) ne frappe pas les bénéficiaires d'un décret » de naturalisation antérieur au 20 juillet 1934 et qui » ont accompli les obligations militaires du service actif » dans l'armée française... ». (Loi du 28 août 1936.)

M. Albert Sérol ayant demandé au Garde des Sceaux si les étrangers naturalisés qui se sont soumis aux lois de recrutement, mais ont été régulièrement exemptés du service actif, pourraient bénéficier de cette disposition, reçut cette réponse : « Je déclare volontiers que, par obligations militaires du service actif, j'entends le devoir de se soumettre à la loi de recrutement de l'armée, quelle que soit la décision du Conseil de révision ».

Les réformés sont donc admis à se prévaloir de la nouvelle loi du 28 août 1936, au même titre que ceux qui auront accompli leur service militaire. Il est regrettable que le législateur n'ait pas reconnu le même droit aux naturalisés qui ont été déclarés aptes au service armé, mais qui, en raison de leur âge, ont été versés directement dans les réserves de l'armée active. Ces individus sont, en effet, plus utiles à la défense nationale que les naturalisés plus jeunes ayant été réformés pour incapacité physique.

Ainsi la question de la rétroactivité de la loi du 19 juillet 1934 se trouve aujourd'hui définitivement réglée. Les étrangers naturalisés depuis moins de dix ans, même s'ils n'étaient pas encore « en possession » au moment de l'entrée en vigueur de la loi du 19 juillet 1934, peuvent être inscrits à un barreau ou accéder à une fonction publique. A la reconnaissance de ce droit, la loi du 28 août 1936 n'a apporté qu'une réserve : les naturalisés en question devront avoir accompli les obligations du service actif dans l'armée française.

Ceux qui n'ont pas rempli ce devoir ne représentant qu'une infime minorité, on peut considérer que la jurisprudence de la Cour d'appel a été presque entièrement effacée par la loi réparatrice du 28 août 1936.

On peut ajouter que l'incapacité qui continue à frapper les naturalisés n'ayant pas accompli leur service militaire, résulte désormais, non pas de l'interprétation plus ou moins extensive de la loi du 19 juillet 1934, mais des dispositions précises et formelles inscrites dans la loi du 28 août 1936.

En terminant, nous devons signaler une deuxième et importante modification apportée à la loi du 19 juillet 1934.

Cette loi, avons-nous dit, s'applique à tous les étrangers qui ont été naturalisés ou seront naturalisés après sa promulgation.

Désormais, l'incapacité décennale édictée par cette loi, n'atteindra pas ceux d'entre eux qui auront accompli au moins cinq ans de service militaire (al. 2, L. 28 août 1936).

*
**

Il ne nous reste plus qu'à énumérer dans un tableau final, les situations diverses faites aux naturalisés par l'article 6 de la loi du 10 août 1927, modifié et complété par les lois des 19 juillet 1934 et 28 août 1936.

Etrangers naturalisés postérieurement à la promulgation de la loi du 19 juillet 1934.

1° Naturalisés ayant fait cinq années de service militaire; ces naturalisés sont complètement assimilés aux Français d'origine. (L. 28 août 1936.)

2° Naturalisés ayant fait leur service militaire ordinaire; ces naturalisés peuvent accéder aux fonctions ou mandats électifs, mais sont exclus, pendant dix ans, des fonctions publiques et fonctions assimilées. (L. 19 juillet 1934.)

3° Naturalisés n'ayant pas fait leur service militaire; ces naturalisés ne peuvent accéder, pendant dix ans, ni aux fonctions électives, ni aux fonctions publiques. (L. 19 juillet 1934.)

Un décret peut cependant abréger le délai de dix ans

en ce qui concerne les fonctions électives. (L. 10 août 1927.)

Etrangers naturalisés antérieurement à la promulgation de la loi du 19 juillet 1934.

1° Naturalisés ayant fait leur service militaire ou ayant été réformés; ces naturalisés sont complètement assimilés aux Français d'origine. (L. 28 août 1936.)

2° Naturalisés n'ayant pas fait leur service militaire; ces naturalisés ne peuvent accéder, pendant dix ans, ni aux fonctions électives, ni aux fonctions publiques (L. 10 août 1927, 19 juillet 1934 et 28 août 1936).

Un décret peut abréger le délai de dix ans en ce qui concerne les fonctions électives. (L. 10 août 1927.)

3° Naturalisés n'ayant pas fait leur service militaire mais qui occupaient, au moment de l'entrée en vigueur de la loi du 19 juillet 1934, une fonction publique ou une fonction assimilée; ces naturalisés ne peuvent accéder, pendant dix ans, aux fonctions électives, mais sont maintenus dans les fonctions ou charges qu'ils occupaient. (Jurisprudence de la Cour d'appel de Paris.)

Comme dans le cas précédent, un décret peut abréger le délai de dix ans, pour les fonctions électives. (L. 10 août 1927.)

CHAPITRE IV

LA LOI DU 26 JUILLET 1935 SUR L'EXERCICE DE LA MÉDECINE

La corporation des avocats n'est pas la seule qui ait recherché et obtenu une protection efficace dans le domaine professionnel. Quelques années auparavant, la corporation des médecins et des dentistes avait sollicité du Parlement la même faveur. Elle leur fut accordée par la loi du 21 avril 1933, connue sous le nom de Loi Armbruster.

Ce n'est pas ici le lieu de commenter cette loi, qui a interdit à peu près complètement aux étrangers l'exercice de la médecine en France. Cependant, dans son article 7, nous relevons une disposition qui vise spécialement les médecins naturalisés : « Les fonctions de médecin et expert des tribunaux et toutes les fonctions publiques données au concours ou sur titres, ne pourront être remplies que par des docteurs en médecine français ou naturalisés tels, depuis cinq ans. Ce délai ne sera pas exigé pour les médecins qui, engagés volontaires en 1914, auront servi dans l'armée française pendant la durée de la guerre. Les dispositions de l'article 7 sont applicables aux chirurgiens-dentistes ».

Nous avons tenu à signaler cet article 7, parce qu'il contient, en germe, toute la loi du 19 juillet 1934.

*
**

La corporation des médecins ne devait pas se contenter de ce premier succès. Encouragée par le vote

de la loi du 19 juillet 1934, elle entreprit, en 1935, une campagne violente, visant, cette fois, de façon précise, les naturalisés.

« L'intérêt national, lisons-nous dans la proposition de M. Dommange de janvier 1935, commande évidemment la même réserve en ce qui concerne les naturalisés qui entendent pratiquer la médecine.

» Connaître la langue du pays ? Nul n'en a plus besoin que le médecin appelé à recevoir les déclarations des malades ou de leurs proches, à formuler des prescriptions, à rédiger des ordonnances.

» Etre assimilé à la vie nationale ? Plus encore que l'avocat et l'officier ministériel, le médecin pénètre dans l'existence familiale, dans les secrets des foyers, dans l'intimité des personnes; au cours d'une carrière qui est, le plus souvent, un véritable apostolat, le médecin reçoit les confidences les plus délicates; psychologue averti, il lui faut souvent soigner le moral en même temps que le corps de ses malades. Ce n'est pas, assurément, en quelques mois, ni même en quelques années, qu'un étranger issu parfois d'une race fort différente, pourra se trouver en communauté de sentiments, d'habitudes avec sa clientèle française.

» Le médecin est enfin mêlé, associé, plus que quiconque, par ses visites quotidiennes, à l'activité sociale du pays. Dans les campagnes comme dans les villes, la confiance dont il est investi dans le domaine professionnel, lui confère une autorité particulière. Il ne serait peut-être pas indifférent à cet égard, que des naturalisés de fraîche date viennent remplacer nos médecins de province ou de quartier, ouvrent des cliniques et des

dispensaires, dirigent des services dans des hôpitaux. Ce n'est aucunement faire injure aux étrangers auxquels la France confère libéralement sa nationalité que de leur demander de s'assimiler cette nationalité pendant une dizaine d'années, avant d'exercer une profession au moins aussi délicate que celle d'huissier ou d'avoué.

» On ne saurait objecter que cette mesure exceptionnelle n'a été prise qu'en faveur de professions organisées, de corps constitués tels que les barreaux d'avocats et les Chambres de discipline et qu'elle serait moins justifiée en ce qui concerne une profession que chaque Français peut exercer sous la seule condition d'être muni du diplôme exigé par la loi.

» Il serait juste, au contraire, d'observer qu'une telle interdiction s'imposerait moins à l'égard des corporations appelées, par leurs statuts, à surveiller l'admission des membres nouveaux et à exercer, le cas échéant, une action disciplinaire, qu'à celui d'une profession encore dépourvue d'un semblable statut, bien qu'elle intéresse, au plus haut degré, l'avenir de la race et la vie sociale.

» L'absence d'un ordre des médecins, auquel serait confiée la sauvegarde des traditions de la médecine française, impose plus impérieusement cette mesure de protection de l'intérêt public.

» Nous avons donc l'honneur de proposer à la Chambre l'adoption de la proposition de loi dont la teneur suit, en espérant qu'elle voudra bien la voter avec la même diligence qu'elle a mise à ratifier les disposi-

tions se rapportant aux offices ministériels et à la profession d'avocat :

Proposition de loi : « Le dernier alinéa de l'article unique de la loi du 19 juillet 1934, modifiant et complétant l'article 6 de la loi du 10 août 1927 est ainsi rédigé : Pendant dix ans, à partir du décret qui lui a conféré la naturalisation, l'étranger naturalisé ne peut être nommé à des fonctions publiques rétribuées par l'Etat, inscrit à un barreau ou nommé titulaire d'un office ministériel, *ni exercer la médecine* ».

Ainsi, dans presque toutes les professions, les diplômés sans clientèle ou sans emploi, usant des prétextes les plus fallacieux se liguèrent, pour empêcher les étrangers naturalisés de recueillir les fruits de leur labeur et de leurs études (1). Faut-il rappeler à M. Dommange que, pour exercer en France, les naturalisés doivent être en possession du même diplôme d'Etat et des mêmes titres initiaux que les Français d'origine et qu'ils reçoivent, par conséquent, une formation en tous points semblable à celle de leurs confrères français ?

*
**

Mais alors que le vote de la loi de juillet 1934 avait été arraché par surprise au Parlement, la publicité faite autour de la proposition Dommange allait inciter nos députés à agir avec plus de circonspection.

Dans la nouvelle loi du 26 juillet 1935 « relative à l'exercice de la médecine et de l'art dentaire », l'inca-

(1) Signalons, à ce sujet, un article intitulé : « Trop de diplômés », paru dans *Le Temps* du 8 fév. 1935.

pacité décennale fut remplacée par des dispositions moins rigoureuses que nous allons indiquer rapidement :

Article 7. — Tout étranger naturalisé et muni du diplôme d'Etat de docteur en médecine :

« 1° Pourra immédiatement exercer la médecine s'il a accompli le temps légal de service militaire actif ou s'il a servi dans l'armée française en qualité d'engagé volontaire au cours d'opérations militaires depuis 1914;

» 2° Pourra exercer la médecine, seulement après un délai égal à la durée du service militaire qu'il n'aura pas accompli, s'il a été exempté totalement des obligations militaires françaises, par un conseil de revision ou partiellement par un conseil de réforme, ou si la loi du recrutement ne lui est pas applicable en raison de son sexe, ce délai devant partir du jour de l'obtention du diplôme;

» 3° Pourra exercer la médecine seulement après un délai égal au double de la durée du service militaire qu'il n'aura pas accompli si, en raison de son âge, il a été dispensé de la totalité ou d'une partie du temps légal de service militaire actif, ce délai devant partir du jour de l'obtention du diplôme;

» 4° Devra subir un délai d'attente de cinq ans après l'obtention du droit d'exercer, pour remplir les fonctions ou emplois de médecine publics, déterminés par un règlement d'administration publique. Ce délai de cinq ans ne sera pas exigé pour les médecins qui, engagés volontaires, auront servi dans l'armée française au cours d'opérations militaires depuis 1914; des déro-

gations pourront être accordées par le ministre de la santé publique pour assurer ces services dans les cas d'extrême nécessité.

» Les médecins étrangers autorisés à exercer leur profession en France avant la promulgation de la présente loi continueront à jouir de cette autorisation. Toutefois, ils seront soumis aux dispositions de l'alinéa 4°, à moins qu'ils ne soient déjà pourvus d'une fonction ou d'un emploi de médecine publics.

» Seront dispensés du délai d'attente prévu aux alinéas 2° et 3° du présent article, les étrangers qui étaient en cours d'études médicales, le 21 avril 1933, et qui, avant la promulgation de la loi, ont demandé leur naturalisation et se sont mariés à des Françaises ayant conservé leur nationalité.

» Les dispositions du présent article s'appliqueront aux chirurgiens-dentistes. »

*
**

Les incapacités échelonnées de la loi du 26 juillet 1935 sont, de toute évidence, moins rigoureuses que l'incapacité de dix ans édictée par la loi du 19 juillet 1934.

D'autre part, la loi du 26 juillet 1935 a le mérite de ne pas interdire l'exercice de la médecine aux « sujets français ou ressortissants des pays placés sous le protectorat de la France ». (Art. 1, 2°.)

Enfin, elle ne soulève aucune difficulté quant à son application dans le temps, tous les cas de rétroactivité ayant été prévus et résolus en termes explicites par le législateur.

CHAPITRE V

DE LA DÉNATURALISATION

On sait que le droit français admet et prévoit, dans un certain nombre de cas, la perte de la nationalité française. Ces cas se répartissent en deux groupes. Dans le premier, la perte de la nationalité française résulte, soit de l'acquisition volontaire ou du choix d'une nationalité étrangère (art. 9 - 1°, 2°, 3° L. 10 août 1927), soit de l'acquisition d'une nationalité étrangère à la suite de modifications du statut familial (art. 8 - 2° et 3°; art. 1 - 4, 3° al., L.). Il s'agit, dans ces diverses circonstances, d'un mode essentiellement normal de perte de la nationalité. En effet, si tout homme doit être libre de changer de patrie, il convient aussi qu'il ne puisse avoir, à la fois, deux nationalités, qu'au moment où il adopte une nationalité nouvelle, il perde sa nationalité ancienne.

Le deuxième groupe comprend un certain nombre de cas où la perte de qualité de citoyen revêt le caractère d'une peine, d'une déchéance de la nationalité française: trafic ou possession d'esclaves (D. 1848 et L. 1858); conservation d'un emploi dans un service public étranger (art. 9 - 4°, L.); défaut de loyalisme des individus devenus français sur leur demande (L. 1915 et 1917 et art. 9 - 5°, L. 10 août 1927).

Alors que la peine attachée au trafic d'esclaves et à l'exercice d'une fonction publique à l'étranger s'ap-

plique à tous les Français sans distinction, la déchéance pour défaut de loyalisme vise spécialement les individus naturalisés.

Les textes qui organisent cette déchéance font partie intégrante de notre droit sur la naturalisation; ils doivent, par conséquent, être examinés attentivement.

§ I. — RETRAIT DE LA NATURALISATION PAR
APPLICATION DES LOIS DES 7 AVRIL 1915 ET 18 JUIN 1917.

La dénaturalisation organisée par les lois de 1915 et 1917 vise exclusivement les naturalisés originaires d'un pays avec lequel la France se trouve en état de guerre. Au cours de la guerre de 1914-1918, le législateur s'est rendu compte du danger que pouvaient faire courir à la défense nationale, certains individus naturalisés par intérêt ou caprice, mais qui étaient restés profondément attachés à leur ancienne patrie. Les lois précitées ont eu pour effet de remédier à ce péril.

La première loi a ordonné la révision de toutes les naturalisations accordées postérieurement au 1^{er} janvier 1913, à des sujets ou anciens sujets de puissances en guerre avec la France. Celles de ces naturalisations, qui ont été jugées dignes d'être maintenues, ont dû être insérées au *Journal Officiel*, avec indication des motifs de cette décision. Les autres ont dû être rapportées par décret, avec effet rétroactif à dater de la déclaration de guerre. Ces dispositions n'étaient pas applicables aux Alsaciens-Lorrains, nés avant le 20 mai 1871, date à laquelle furent annexés à l'Allemagne les

territoires détachés de la France à la suite de la guerre de 1870.

Certaines lacunes s'étant révélées dans l'application de la loi du 7 avril 1915, elle fut modifiée par celle du 18 juin 1917 et abrogée dans celles de ses dispositions qui étaient contraires à cette dernière loi.

*
**

La déchéance établie par ce second texte est tantôt facultative, tantôt obligatoire.

Elle est facultative à l'égard de ceux qui ont conservé la nationalité de leur pays d'origine ou du pays dans lequel ils ont été antérieurement naturalisés. (L. 1915 et 1917, al. 1). Est réputé avoir conservé sa nationalité d'origine, à moins que, pendant la durée de la guerre, il ne serve ou n'ait servi dans l'armée française, ou qu'il n'ait ou n'ait eu un fils sous les drapeaux français le naturalisé qui, depuis la naturalisation, a, dans son pays d'origine, soit fait un ou plusieurs séjours, soit acquis des propriétés, soit participé à des entreprises agricoles, financières, commerciales ou industrielles, soit possédé un domicile ou une résidence durable et à l'égard duquel existent, en outre, des présomptions précises et concordantes, résultant de manifestations extérieures, de la persistance de son attachement à ce pays. (L. 1917, art. 1, al. 2).

La déchéance est obligatoire :

1° si le naturalisé a recouvré une nationalité antérieure ou acquis toute autre nationalité;

2° s'il a, soit porté les armes contre la France, soit quitté le territoire français pour se soustraire à une obligation d'ordre militaire;

3° soit enfin, si, directement ou indirectement, il a prêté, contre la France, en vue ou à l'occasion de la guerre, une aide quelconque à une puissance ennemie (L. 1915, art. 1, al. 2; L. 1917, art. 1, al. 3).

La loi ajoute les précisions suivantes :

Est réputé avoir quitté le territoire français pour se soustraire à une obligation militaire, le naturalisé qui, n'ayant pas répondu à l'ordre de mobilisation, aura été déclaré insoumis et aura disparu de son domicile ou de sa résidence.

Est considéré comme ayant prêté ou tenté de prêter une aide quelconque à une puissance ennemie, le naturalisé qui aura, soit contrevenu aux dispositions des lois, règlements et prohibitions édictées en vue ou à l'occasion de la guerre, soit mis obstacle ou tenté de mettre obstacle aux mesures ordonnées dans l'intérêt de la défense nationale. (L. 1917, art. 1, al. 4 et 5).

*
**

Alors que, d'après la loi du 7 avril 1915, la déchéance était prononcée par décret rendu après avis du Conseil d'Etat, et sauf recours au contentieux devant cette juridiction, la loi du 18 juin 1917 attribue compétence à cet effet aux tribunaux ordinaires.

L'action en déchéance est intentée devant la Chambre du Conseil du tribunal civil du domicile ou, à défaut de domicile connu, de la dernière résidence du

naturalisé. (L. 1917, art. 2, al. 1.) Un juge enquêteur est désigné, s'il y a lieu, à la requête du procureur de la République (art. 3). Le juge désigné entend les témoins ainsi que le naturalisé et procède à toutes les opérations utiles à la manifestation de la vérité (art. 4). L'enquête terminée, le juge enquêteur transmet le dossier au procureur de la République; le naturalisé et son conseil peuvent en prendre communication et présenter tout mémoire justificatif. Si ce magistrat estime qu'il n'y a pas lieu de requérir la déchéance, il en donne avis au naturalisé; dans le cas contraire, il cite le naturalisé à comparaître devant la Chambre du Conseil (art. 5). Celle-ci statue sur le rapport du juge désigné et les réquisitions du procureur de la République (art. 6). Le jugement est prononcé en audience publique. En cas de défaut, il est signifié à la partie défaillante; il n'est pas susceptible d'opposition.

Appel peut être interjeté par le naturalisé et par le ministère public; le délai est, en principe, de dix jours à partir du prononcé du jugement contradictoire ou, s'il est par défaut, à dater de la signification à personne ou à domicile. La Cour statue, sur citation du procureur général, dans le mois qui suit l'appel (art. 7).

Enfin, l'arrêt peut être déféré à la Cour de cassation; le délai du pourvoi est d'un mois à compter du jour de la signification. Le pourvoi a lieu en forme et requête écrite, signée de la partie ou d'un fondé de pouvoir spécial, déposée ou adressée au greffe de la

Cour de cassation ou au greffe de la Cour d'appel (art. 8).

*
**

La décision portant déchéance de la nationalité française, fixe le point de départ de ses effets, sans pouvoir, d'ailleurs, les faire remonter au delà de la déclaration de guerre (L. 1917, art. 10, al. 1). Un extrait de la décision devenue définitive est inséré au *Journal Officiel* et au *Bulletin des Lois*, par les soins du Ministère de la Justice.

Il résulte de cette dernière disposition, que le retrait de la naturalisation peut avoir, dans une certaine mesure, un effet rétroactif. Cet effet ne doit, en aucun cas, préjudicier aux droits des tiers de bonne foi, ni faire obstacle à l'application des lois pénales sous le coup desquelles le naturalisé serait tombé avant le prononcé de la déchéance. (L. 1917, art. 10, al. 2.)

En principe, la déchéance encourue en vertu des dispositions ci-dessus, est individuelle. Toutefois, la perte de la nationalité française peut, suivant les circonstances, être étendue à la femme et aux enfants régulièrement mis en cause, soit par la même décision, soit par une décision ultérieure rendue dans les mêmes formes. (L. 1917, art. 11.)

D'autre part, la femme peut décliner la nationalité française dans le délai d'un an à partir de l'insertion au *Journal Officiel* de la décision définitive portant déchéance de la naturalisation à l'égard du mari... ou, si elle est mineure lors de cette insertion, à dater de sa majorité.

La même faculté est reconnue aux enfants, dans les mêmes conditions. En outre, le représentant légal des enfants mineurs peut, dans les conditions prévues par l'article 9 du Code civil, renoncer pour eux au bénéfice de la nationalité française qu'ils tiennent, soit du décret de nationalité du père, soit d'une déclaration antérieure de nationalité. (L. 1917, art. 12.)

La loi spécifie, en terminant, qu'aucune action de déchéance ne pourra être engagée à l'expiration de la cinquième année suivant la cessation des hostilités; par conséquent, pour la guerre de 1914-1918, le dernier jour pour agir a été le 23 octobre 1924.

Mais la loi du 10 août 1927 n'ayant pas abrogé les lois de 1915 et 1917, celles-ci demeurent en vigueur et pourront être appliquées, chaque fois que la France sera en état de guerre avec une puissance étrangère.

§ II. — DECHEANCE JUDICIAIRE DE LA NATIONALITE
PAR APPLICATION

DES ARTICLES 9, 5° ET 10 DE LA LOI DU 10 AOUT 1927.

L'article 9, paragraphe 5, de la loi de 1927 a transformé en une institution définitive de notre droit, la déchéance que les lois de 1915 et 1917 avaient organisée à l'occasion de la guerre de 1914-1918.

Perd, en effet, la nationalité française, en vertu de ce texte : « Le Français qui, ayant acquis, sur sa demande ou celle de ses représentants légaux, la nationalité française, est déclaré déchu de la dite nationalité par jugement ».

L'institution de la dénaturalisation soulève des cri-

tiques très graves, aussi bien dans son principe même que dans ses applications.

Tout individu a, en effet, le droit de ne pas être privé de sa nationalité par une décision autoritaire. « La Société internationale est, peut-on dire, divisée en Etats; l'un des éléments essentiels de l'Etat est sa population et, à l'intérieur de celle-ci, ses nationaux; tout individu a un intérêt primordial à entrer dans l'un de ces cadres étatiques existant de façon permanente, à être le sujet d'un Etat donné; dès lors, quand il fait partie d'un Etat et quand il n'acquiert pas la qualité de sujet d'un autre, il doit pouvoir rester national du premier; la nationalité est un droit dont un individu ne saurait être dépossédé sans sa volonté. On peut, sans doute, objecter qu'il s'agit d'une peine et que toute peine est précisément privation d'un droit contre la volonté de l'individu puni, privation exceptionnelle justifiée par la faute commise. La réponse est en elle-même certainement exacte.

» Mais toute la question est de savoir s'il ne faut pas, la nationalité étant un élément essentiel de l'état des personnes, renoncer à l'enlever à titre de peine; de même que la mort civile, la suppression de la personnalité juridique a tendu, peu à peu, à disparaître, de même doit disparaître cette sorte de *capitis diminutio* qu'est la suppression de toute nationalité » (1).

Il faut ajouter — et cette considération est décisive — que la dénaturalisation a pour conséquence de faire le plus souvent, de celui à qui on l'inflige, un « hei-

(1) MM. DE LAPRADELLE et NIBOYET, *op. cit.*, p. 284.

matlos », une sorte de « vagabond international », situation extrêmement dangereuse, qu'il est du devoir de chaque état d'éviter.

Ces considérations n'ont pas empêché le Sénat et la Chambre de voter la disposition inscrite dans l'article 9-5°. C'est qu'en effet, l'institution de la déchéance de la nationalité française se présentait comme une conséquence à peu près inévitable du nouveau régime organisé en matière de naturalisation. De trop grandes facilités avaient été accordées aux étrangers qui désiraient acquérir la nationalité française. Il fallait réserver au Gouvernement le moyen de réparer les erreurs qui seraient commises. Comme le souligne M. Mallarmé, dans son rapport du 18 mars 1927, « la loi du 10 août 1927 n'aurait pas trouvé de majorité dans les deux Chambres, surtout en ce qui concerne l'augmentation des cas de naturalisation, si, par ailleurs, elle n'avait pas donné à l'Etat, un moyen énergique de se défendre contre les entreprises coupables d'individus imprudemment naturalisés et de remédier à des erreurs de naturalisation ».

Ajoutons qu'il n'existe, à notre connaissance, que deux législations étrangères qui édictent la déchéance de la nationalité à titre de peine.

Aux termes d'une loi de 1918, le certificat de naturalisation peut être révoqué en Grande-Bretagne, lorsque « le naturalisé aura été condamné dans les cinq années qui suivront la délivrance du certificat, à un emprisonnement de douze mois ou à la peine de servitude ou à une amende de cent livres au moins... ».

Une disposition analogue se retrouve également dans la loi égyptienne du 26 mai 1926, qui prévoit la déchéance si le naturalisé « a été condamné, en Egypte, à une peine criminelle ou à deux années d'emprisonnement au moins ». De même que dans la législation britannique, la déchéance ne pourra plus être prononcée si l'acquisition de nationalité remonte à plus de cinq ans.

D'ailleurs, dans les lois les plus récentes, cette déchéance n'a guère été prévue à l'égard des naturalisés que pour des manquements graves au loyalisme au cours des dernières hostilités (1). Ces dernières dispositions s'inspirent, somme toute, des mêmes principes que ceux qui ont dicté le vote des lois des 7 avril 1915 et 18 juin 1917, sur la déchéance par voie de décret, puis par décision de justice, des ex-ressortissants des puissances ennemies.

Aucune comparaison ne peut être faite entre ces mesures exceptionnelles que M. Dosset a qualifiées de « réflexes de défense » et la disposition générale permanente inscrite dans l'article 9 - 5° de la loi du 10 août 1927.

Après ces quelques considérations d'ordre général, il ne nous reste plus qu'à déterminer successivement les conditions, la procédure et les effets de la déchéance.

(1) V. notamment la loi belge du 15 mai 1922, dispositions transitoires, 6°.

Conditions de la déchéance.

Elles sont de deux sortes, les unes relatives à la personne incriminée, les autres relatives au fait commis.

1° Personnes visées par la loi.

La loi parle des Français ayant acquis la nationalité française sur leur demande.

Il s'agit, en premier lieu, des naturalisés.

Peu importe d'ailleurs qu'il y ait eu naturalisation ordinaire, naturalisation de faveur ou naturalisation spéciale : tout étranger naturalisé est touché par la loi.

Quelle solution convient-il d'adopter à l'égard des membres de la famille du naturalisé ? Sa femme, ses enfants majeurs et ses enfants mineurs mariés peuvent certainement être déchus, puisqu'ils n'ont pu devenir Français que sur leur demande (art. 7, L. 1927). Il en est de même des enfants mineurs non mariés, auxquels la loi de 1927 confère automatiquement la nationalité française. La doctrine est unanime à décider qu'ils doivent être considérés comme de simples naturalisés, n'ayant pas plus de droits que le parent par l'intermédiaire duquel ils ont acquis la nationalité française.

Mais la loi ne vise pas seulement les naturalisés; elle s'applique à tous ceux qui sont devenus Français sur leur demande. On doit en conclure que pourront encourir la même déchéance :

Les réintégrés de droit commun (art. 11, L. 1927);

La Française ayant épousé un Belge, réintégrée conformément à l'article 2 de la loi du 27 juillet 1930;

L'étrangère ayant épousé un Français, si elle est devenue Française sur sa demande (art. 8, al. 1, L. 1927) ;

La Française réintégrée sur déclaration (art. 14 *a*, L. 1927) ;

La personne née et domiciliée en France qui opte, avant l'âge de 21 ans, personnellement ou par l'intermédiaire de ses représentants légaux, pour la nationalité française (art. 3, L. 1927). Il est vrai qu'il suffira à cette personne, d'attendre sans opter qu'elle ait atteint sa majorité; dans ce cas, elle devient automatiquement française (art. 4, L. 1927) et l'article 9-5° ne peut plus lui être appliqué;

Les enfants mineurs de cette personne à qui la nationalité n'est pas imposée par le jeu de l'article 7 de la loi;

Les enfants nés en France d'agents diplomatiques et consuls de carrière étrangers, réclamant la qualité de Français (art. 2, dern. al., et art. 4, L. 1927) ;

Les réclamants et les naturalisés prévus par le Traité de Versailles, mais non point les réintégrés visés par ce même traité, puisqu'ils sont devenus obligatoirement Français.

Là se borne le champ d'application de l'article 9-5° de la loi du 10 août 1927. En aucun cas, l'action en déchéance ne pourrait être exercée contre les Français d'origine ou les personnes devenues Françaises par acquisition mais dont l'acquisition de nationalité ne résulte pas d'une demande faite par elles ou par leurs représentants.

M. Louis-Lucas a reproché assez justement à cette solution d'être illogique : « Le système adopté qui consiste à menacer de déchéance les seuls individus devenus Français sur leur demande, tandis que les Français par la volonté de la loi sont à l'abri de cette perspective, n'est peut-être pas aussi heureuse qu'il semble tout d'abord. Il paraît logique, à première vue, d'être plus sévère à l'égard des individus qui n'avaient pas de titre à être Français et de réserver au pays un moyen de se défendre contre leurs déloyautés. Mais, en réalité, il est paradoxal de réprimer chez eux une certaine attitude d'hostilité envers la France et de penser que la même répression est inapplicable aux individus qui, étant plus profondément Français, devraient aussi être plus pleinement fidèles. Sans doute, il y a, par ailleurs, les sanctions pénales qui elles sont applicables à tous sans distinction. Mais il n'en demeure pas moins que si le défaut de loyalisme était puni simplement par la privation, temporaire ou définitive, d'un ensemble de droits particuliers et importants, sans aller jusqu'à la suppression de la nationalité, il serait plus facile et plus logique d'appliquer cette pénalité à tous les coupables, c'est-à-dire à tous les Français sans distinction d'origine ».

2° Actes coupables.

La déchéance de l'article 9 - 5° peut être encourue : a) pour avoir accompli des actes contraires à la sûreté intérieure ou extérieure de l'Etat français; b) pour s'être livré, au profit d'un pays étranger, à des actes incompatibles avec la qualité de citoyen français ou

contraires aux intérêts de la France; c) pour s'être soustrait aux obligations résultant des lois de recrutement.

Cette énumération n'est limitative qu'en apparence. « Les formules employées sont si générales que les trois cas prévus absorbent toutes les hypothèses concevables de défaut de loyalisme et que même les deux premiers cas se confondent presque entre eux » (1).

En réalité, aucune garantie certaine n'est donnée par la loi aux naturalisés; tout dépendra de l'appréciation souveraine des juges. « Il suffit que les faits retenus contre celui qui, sur sa demande, a acquis la nationalité française, soient de nature à troubler ou à compromettre la sûreté de l'Etat, indépendamment de toute qualification à eux donnée par la loi pénale, pour que leur auteur encoure la déchéance prévue par l'article 9-5° de la loi du 10 août 1927. (Cass. civ., 7 mars 1933.)

A cet égard, on ne peut manquer d'observer que, si la loi britannique de 1918 et la loi égyptienne de 1926 admettent la déchéance de la nationalité, cette déchéance, toutefois, ne peut être prononcée que dans des cas nettement déterminés, ayant un véritable caractère pénal (2).

(1) LOUIS-LUCAS, *op. cit.*, p. 275.

(2) En France, la condamnation pour crime ou délit de droit commun n'entraîne pas la déchéance de la nationalité. M. Baréty avait fait une proposition dans ce sens (*J. Of., Ch. Dep. Deb. Parlem.*, 1927. S. O., p. 1221), mais cette proposition ne fut pas admise par la Chambre.

En ce qui concerne les faits délictueux, la loi déclare formellement qu'elle n'est pas rétroactive : « Pour les personnes qui ont acquis la nationalité française antérieurement à la mise en vigueur de la présente loi, la déchéance ne pourra être encourue que pour des faits postérieurs à cette mise en vigueur » (art. 10, al. 2, L. 1927).

Cette solution est conforme au principe fondamental de la légalité des incriminations et des peines qui doit, en règle, valoir pour les peines civiles aussi bien que pour les sanctions pénales proprement dites.

Procédure de la déchéance.

L'action en déchéance doit être exercée dans un délai de dix ans à partir de l'acquisition de la qualité de Français, délai qui court seulement à dater de la promulgation de la présente loi, si l'acquisition de cette qualité est antérieure à sa mise en vigueur. (Art. 10, al. 1, L. 1927.)

Commençons par observer que la déchéance pourra atteindre, non seulement les personnes naturalisées postérieurement à l'entrée en vigueur de la loi de 1927, mais toutes celles qui ont acquis la nationalité française dans le passé, quelle que soit la date de leur décret de naturalisation. Ces personnes ne sont pas considérées comme ayant un titre intangible à la qualité de Français. La plupart des auteurs considèrent que cette décision n'est pas contraire à la règle de la non-rétroactivité des lois : le législateur n'a disposé que pour l'avenir et en un domaine qui, étant essen-

tiellement d'ordre public, ne laisse guère de place à la notion de droit acquis ! (1).

Il y a lieu d'indiquer aussi que l'action en déchéance pourra être très certainement intentée contre un mineur car, dans le cas contraire, tous les mineurs âgés de moins de 11 ans, au moment où ils ont acquis la nationalité française, échapperaient à l'application de l'article 9-5°, quels que soient les actes dont ils se seraient rendus coupables. Une telle solution serait contraire à la volonté du législateur. Etant donnée l'impossibilité où l'on se trouve de transporter ici les règles du droit pénal, il appartiendra aux tribunaux de décider, dans chaque cas, en tenant compte de l'âge de l'intéressé, s'il y a eu vraiment conscience et imputabilité.

La procédure à suivre est la procédure judiciaire de la loi du 18 juin 1917. L'action est intentée sur la demande du ministère de la Justice par le ministère public. Elle est portée devant le tribunal civil du domicile ou, à défaut, de la résidence de l'intéressé. Si son domicile et sa résidence sont inconnus, s'il se trouve en pays étranger, l'action est intentée devant le tribunal du dernier domicile ou de la dernière résidence connus (art. 10, al. 3 et 4, L. 1927).

La procédure, les voies de recours et les frais de l'instance sont réglés, dans les formes prévues, par les articles 2 à 12 de la loi du 18 juin 1917 (2).

Cependant, deux modifications ont été apportées à

(1) LOUIS-LUCAS : *op. cit.*, p. 276.

(2) Voir *suprà*, pp. 176 et s.

cette procédure destinées à sauvegarder les droits des intéressés.

La première de ces modifications consiste à porter l'action à l'audience du tribunal civil et non plus en la Chambre du Conseil. D'après la seconde, s'il y a lieu à enquête confiée à un juge commis par le tribunal, c'est-à-dire, comme le souligne M. Mallarmé dans son rapport : « si les actes incriminés n'ont pas fait ou ne font pas l'objet d'une instruction criminelle parce qu'insuffisamment caractérisés au point de vue pénal ou prescrits », le juge devra cependant comme s'il s'agissait d'une instruction criminelle, se conformer aux articles 3, 9 et 10 de la loi du 8 décembre 1897, concernant les droits de la défense (1).

Rappelons enfin, que l'article 10 de la loi de 1917 décide qu'un extrait de la décision définitive, prononçant la déchéance, est inséré au *Journal Officiel* et au *Bulletin des Lois* et que mention en est faite au décret de naturalisation.

Effets de la déchéance.

L'individu qui encourt la déchéance de l'article 9 - 5° de la loi de 1927, perd la nationalité française. Il est dénaturalisé. Ne possédant plus les droits et les avantages du Français, il va de soi qu'il ne sera plus assujéti aux charges que lui imposait sa qualité de citoyen.

Normalement, le dénaturalisé ne devrait perdre la nationalité française que pour l'avenir. Mais le législa-

(1) Commentaire de DE BOECK, D. P., 1928, 4, II.

teur a considéré que l'intérêt national pouvait justifier, ici encore, une certaine rétroactivité de la déchéance. C'est pourquoi l'article 10, alinéa 5, de la loi de 1927 renvoie à l'article 10 de la loi de 1917 : « La décision portant déchéance de la nationalité française... fixe le point de départ de ces effets, sans toutefois pouvoir les faire remonter au delà de la déclaration de guerre ». Le juge a donc le pouvoir de donner à sa décision un effet rétroactif. Le tout est de savoir quelle sera l'étendue maximum de la rétroactivité dans le temps. La réponse la plus nette à cette question a été donnée par M. Louis-Lucas : « Il est assez délicat d'adapter cette formule (formule de l'art. 10, L. 1917) au temps de paix. Cependant, ici, où la déchéance ne peut être prononcée qu'à raison d'un des trois faits énumérés par l'article 9-5° de la loi 1927, il est tout au moins impossible de faire remonter les effets à une date antérieure à leur accomplissement. Et si l'action judiciaire est intentée, comme il est vraisemblable, peu de temps après qu'ils ont été commis, l'ampleur de la rétroactivité se trouve limitée par la force même des choses ».

Rappelons, au surplus que le législateur a pris le soin de circonscrire les effets de cette rétroactivité par l'article 10, alinéa 2, de la loi de 1917 :

1° Elle ne peut préjudicier aux droits des tiers de bonne foi, c'est-à-dire être invoquée contre les tiers qui ont traité avec le naturalisé, avant sa déchéance, en le considérant comme Français;

2° La rétroactivité n'empêche pas le naturalisé qui a été déchu de subir les lois pénales qui lui sont devenues

applicables, en tant que Français, avant le prononcé du jugement.

Il nous reste à dire quelques mots des effets de la déchéance à l'égard des membres de la famille du naturalisé.

Nous avons vu que dans le retrait de naturalisation (L. 1915 et 1917), la déchéance pouvait être étendue à la femme et aux enfants s'ils ont été mis en cause (art. 11, L. 1917). Nous avons vu également que la faculté était reconnue à la femme et aux enfants de décliner la nationalité française dans le délai d'un an à partir de l'insertion au *Journal Officiel* de la décision portant déchéance de la naturalisation du mari (article 12, L. 1917).

La loi du 10 août 1927 exclut l'application de l'alinéa 2 de l'article 11 de la loi de 1917 : elle considère la déchéance de l'article 9-5° comme essentiellement personnelle à l'étranger qui l'a encourue; la femme et les enfants ne peuvent être atteints que par une action distincte, intentée contre eux, et non par la voie de l'extension qu'autorisait la loi de 1917.

En revanche, l'article 12 de la loi de 1917 demeure applicable (art. 10, al. 1, L. 1927). Il en résulte que les membres de la famille du naturalisé pourront s'associer au sort de ce dernier et renoncer volontairement à la nationalité française selon les modalités que nous avons déjà indiquées.

CHAPITRE VI

LES LÉGISLATIONS ÉTRANGÈRES

Nous allons examiner maintenant dans un dernier chapitre quels sont les effets attachés à la naturalisation dans les principaux pays étrangers.

Quand elles ne confèrent pas au naturalisé l'ensemble des prérogatives du citoyen, les législations de ces pays admettent, en général, la distinction entre les fonctions publiques, d'une part, et les fonctions politiques ou électives, d'autre part. Mais il y a lieu de remarquer que, chaque fois que cette distinction est établie, l'étranger naturalisé est seulement exclu, à titre temporaire, des fonctions politiques, c'est-à-dire des fonctions essentiellement électives.

Dans les cas très rares où il est exclu des fonctions publiques, cette exclusion ne s'applique qu'à l'exercice des fonctions les plus élevées, celles qui affectent un caractère de direction dans la vie organisée du pays.

Aucune loi étrangère n'interdit aux naturalisés l'exercice de la profession d'avocat ou de médecin. Seule la législation française formule cette prohibition.

Quant à la déchéance, instituée en France par l'article 9-5° de la loi du 10 août 1927, nous avons vu que, si cette peine est prévue dans les législations de la Grande-Bretagne et de l'Egypte, l'application en est conditionnée tout autrement qu'en France.

En résumé, nous nous trouvons en présence de deux

conceptions très différentes. Alors que les lois étrangères considèrent le naturalisé comme un membre de la grande famille nationale et lui assurent le même traitement qu'à leurs propres citoyens, les lois françaises considèrent le naturalisé comme un individu dont il convient de se méfier jusqu'à nouvel ordre. Pendant dix ans, ce naturalisé est un Français conditionnel, un Français sous réserve, autant dire un Français de deuxième zone.

Mais ce qui est plus grave et plus dommageable encore à la sécurité juridique et sociale du naturalisé, c'est que le législateur français s'est accoutumé à modifier périodiquement les lois de naturalisation. A cet égard, il a osé beaucoup, dangereusement. N'a-t-il pas décidé, notamment en ce qui concerne la déchéance de l'article 9 - 5° de la loi de 1927, que cette peine pourrait s'appliquer aux étrangers naturalisés, avant même et bien avant l'entrée en vigueur de cette loi, c'est-à-dire jusqu'aux naturalisés d'il y a 20, 30 ou 50 ans ! Ainsi, désormais, plus de fixité dans le statut des naturalisés en France. Il est devenu flottant, provisoire et comme précaire. Et cependant, la seule considération des intérêts vitaux du pays, à défaut d'une considération de simple justice et d'élémentaire humanité, commanderait impérieusement au législateur français de traiter cette matière avec beaucoup plus de circonspection et de prévoyance. La France, dont le corps physique se débilite chaque jour davantage par l'effet d'une dénatalité sans cesse aggravée, est, en effet, le pays du monde qui a le plus besoin de nombreux citoyens d'adoption.

Qu'elle soit sévère dans le choix de ses adoptés, rien de plus légitime et de plus nécessaire. Mais ce choix enfin décidé, quelle ouvre toute large, à ses nouveaux enfants, la grande maison familiale, et ne les condamne pas à subir, pendant des années, un stage humiliant dans une cour de lazaret.

ALLEMAGNE.

La constitution allemande du 11 août 1919 proclame que tous les Allemands sont égaux devant la loi, que les privilèges ou infériorités tenant à la naissance et à la condition sont supprimés (art. 109).

Les Allemands naturalisés jouissent donc, dans le Reich, sans aucune restriction, des mêmes droits que les Allemands d'origine.

Bien plus, alors que, dans la législation française, les citoyens naturalisés sont écartés pendant dix ans de toute fonction, en Allemagne, la nomination anticipative de l'étranger à des emplois publics entraîne la naturalisation « médiate » ou « immédiate » de cet étranger, selon qu'il s'agit de la nationalité d'Etat-membre ou de la nationalité d'Empire (1).

(1) Rappelons que ces deux nationalités ne peuvent exister chez la même personne et qu'elles constituent les deux aspects d'une même situation juridique. L'art. 1er de la loi du 22 juillet 1913 dispose, en effet : « Est Allemand, quiconque possède la nationalité d'un Etat Fédéral ou la nationalité immédiate d'Empire ».

Loi du 22 juillet 1913 : article 14 : Toute nomination effectuée ou confirmée par le Gouvernement ou l'autorité administrative centrale ou supérieure d'un Etat Fédéral à un emploi au service immédiat ou médiat de l'Etat, au service d'une commune ou d'un groupe de communes, au service de l'enseignement public ou au service d'un des cultes reconnus par l'Etat Fédéral, vaut, pour un Allemand admission, pour un étranger, naturalisation, à moins que l'acte de nomination ou de confirmation ne contienne des réserves à cet égard. Ces prescriptions ne sont pas applicables aux nominations d'officiers ou de fonctionnaires en disponibilité (des belaubten Standes) ».

Article 15 : « La nomination à un emploi au service de l'Empire, d'un étranger qui a son domicile de fonctionnaire dans un Etat Fédéral, vaut naturalisation dans cet Etat, à moins que l'acte de nomination ne formule des réserves à cet égard. Si l'individu nommé a son domicile de fonctionnaire à l'étranger et s'il touche un traitement sur le budget de l'Empire, il doit être naturalisé par l'Etat Fédéral, auquel il adresse une demande à cet effet; s'il ne touche pas de traitement sur le budget de l'Empire, il peut être naturalisé, avec l'assentiment du Chancelier de l'Empire ».

Article 34 : « Un étranger nommé à une fonction publique de l'Empire et qui a son domicile de fonctionnaire à l'étranger, a le droit d'obtenir, sur sa demande, la nationalité d'Empire immédiate, s'il touche un traitement sur le budget de l'Empire; elle pourra lui être conférée s'il ne touche pas de traitement de cette nature ».

Ainsi, les conceptions française et allemande sur la naturalisation apparaissent comme nettement opposées. En Allemagne, la naturalisation a pour fondement la confiance qu'inspire à l'Etat non seulement l'étranger naturalisé mais même l'étranger « en puissance » de naturalisation. En France, c'est une méfiance prolongée qui scelle l'acte de naturalisation.

ARGENTINE.

La naturalisation assimile l'étranger au national au point de vue de la jouissance des droits; il n'y a de différence entre eux que relativement aux fonctions de président ou de vice-président de la République, de sénateur ou de député, dont l'accès n'est ouvert à l'étranger naturalisé que plusieurs années après l'obtention du droit de cité (Constitution de 1860, art. 76).

En Argentine, comme en Allemagne, l'exercice d'une fonction publique ouvre la voie à la naturalisation.

Article 2 de la Constitution : « Peuvent être naturalisés argentins : les étrangers qui prouvent, a) avoir rempli honorablement un emploi de la Nation ou des Provinces dans le territoire de la République ou à l'étranger ».

AUTRICHE.

Actuellement, la nationalité en Autriche est entièrement codifiée par la loi fédérale n° 285, du 30 juillet 1925.

Ce pays étant une république fédérale, le sujet autrichien est tout d'abord ressortissant d'un des pays qui constituent la Fédération; il possède, en second lieu, la nationalité fédérale.

Il faut observer également, que cette double nationalité repose sur le droit d'indigénat, accordé par le maire d'une commune autrichienne.

L'étranger à qui est conférée la citoyenneté d'un pays fédéral devient automatiquement citoyen fédéral.

L'acquisition préalable de l'indigénat n'est pas indispensable pour que l'étranger puisse obtenir la naturalisation; il suffit qu'il soit muni d'une promesse d'indigénat délivrée par une commune du pays.

Une fois naturalisé l'étranger jouit sans restriction de tous les droits civils et politiques reconnus aux citoyens de la Fédération. La loi fédérale n° 272 facilite même la naturalisation des étrangers professant dans les écoles supérieures.

BELGIQUE.

La législation belge connaît deux sortes de naturalisations : la naturalisation ordinaire et la grande naturalisation.

Article 11 de la Constitution du 7 février 1831 :
« La naturalisation confère la qualité de Belge. Toutefois, la naturalisation ordinaire ne confère pas les droits politiques pour lesquels la Constitution et les lois exigent la grande naturalisation ».

Nous retrouvons ici une distinction que la France a connue jusqu'au vote de la loi du 29 juin 1867; on est surpris de la voir subsister dans une législation aussi avancée que celle de la Belgique. Au surplus, dans ce pays, le droit de naturaliser n'appartient pas au pouvoir exécutif mais aux Assemblées législatives; il y a là, semble-t-il, une garantie suffisante pour justifier l'unification du double système actuellement en vigueur.

BRESIL.

L'article 3 de la loi n° 904 de 1902 et l'article 2 du décret n° 6948 de 1908 disposent : « Les étrangers naturalisés jouiront de tous les droits civils et politiques et pourront exercer toutes charges ou fonctions publiques, sauf celles de président et vice-président de la République. Ceux-ci doivent être nés au Brésil. Les naturalisés ne peuvent être élus aux Assemblées législatives qu'après un délai d'attente, qui est de six ans pour le Sénat et quatre ans pour la Chambre.

Ces restrictions ont été établies dans la Constitution même (Art. 41, § 3, n° 1, pour les charges de président et vice-président, et art. 26, n° 2, pour la représentation nationale).

BULGARIE.

« L'étranger qui a acquis la nationalité bulgare par naturalisation, jouit de tous les droits civils et politiques attachés à la qualité de citoyen bulgare. Néanmoins, il n'est éligible à la députation qu'après quinze ans; ce délai est abaissé à dix ans au profit de ceux qui sont devenus sujets bulgares en vertu de l'article 9, paragraphe 3. Le délai peut être abaissé à 3 ans ». (Loi sur la nationalité, du 31 décembre 1903, art. 13.)

CHILI.

La constitution chilienne, promulguée le 18 septembre 1925, stipule dans son article 5 : « Sont Chiliens... 4° ceux qui ont obtenu une faveur spéciale de naturalisation par la loi. Les naturalisés seront éligibles aux charges publiques qui font l'objet d'une élection populaire seulement cinq ans après être entrés en possession de leurs actes de naturalisation ».

Aucune restriction n'est établie en ce qui concerne les fonctions publiques ordinaires.

CHINE.

L'article 2 de la loi sur la nationalité, du 5 février 1929, autorise la naturalisation de l'étranger et l'article 6 la facilite pour l'individu qui a rendu des services éminents au pays.

Toutefois, l'étranger naturalisé est incapable de remplir les fonctions suivantes :

1° ministre du Gouvernement national, président du Yuan, ministre d'Etat, président du Conseil;

2° membre du Yuan Législatif ou du Yuan de Contrôle;

3° ambassadeur ou ministre plénipotentiaire à l'Etranger;

4° officier des armées de terre ou de mer ou de l'aviation;

5° membre d'un Gouvernement provincial;

6° maire d'une municipalité;

7° fonctionnaire à divers degrés des administrations locales.

Le naturalisé peut être relevé de ces incapacités au bout d'un délai de cinq ou dix ans.

La législation chinoise ne se montre pas très généreuse à l'égard des naturalisés. Elle reflète, encore aujourd'hui, la résistance que les Chinois ont opposée de tout temps à l'immigration étrangère.

Mais elle a du moins le mérite d'être logique: elle interdit à l'étranger naturalisé toutes les fonctions touchant à la vie publique du pays, à commencer par celles de ministre et de membre du Yuan législatif, alors que la législation française écarte les naturalisés seulement des emplois publics subalternes.

COSTA RICA

Aucune différence n'existe entre les Costariciens d'origine et les naturalisés, en ce qui concerne la jouissance des droits civils et politiques, exception faite pour les fonctions de Président de la République lequel doit être Costaricien de naissance. (Constitution des 7 décembre 1871 et loi de naturalisation et extranéité du 13 mai 1889).

DANEMARK.

La nationalité danoise peut être acquise par la naturalisation, conformément à l'article 50 de la Constitution du 5 juin 1915, modifiée le 10 septembre 1920. Ces textes ne comportent aucune *capitis diminutio* à l'égard des naturalisés.

ESPAGNE.

La Constitution du 30 juin 1876 dispose (article 1^{er}) que la qualité de citoyen espagnol s'acquiert indépendamment de l'origine: 1^o par des lettres de naturalisation; 2^o par l'obtention du droit de bourgeoisie (*vecindad*) dans une localité quelconque de l'« ex-monarchie ».

Elle ajoute, dans son article 2, *in fine*: « Les étrangers qui ne sont pas naturalisés ne peuvent exercer en

Espagne aucune fonction publique qui emporte avec elle autorité ou juridiction ». D'où il résulte que les étrangers naturalisés peuvent néanmoins accéder à une fonction ou un emploi subalternes.

Le 6 novembre 1916 un décret royal a précisé les règles relatives au deuxième mode d'acquisition de la nationalité espagnole et, plus tard, un autre décret du 20 décembre 1924, a permis l'octroi de lettres de naturalisation dans des conditions exceptionnelles aux individus d'origine espagnole et protégés comme tels, mais résidant à l'étranger.

ETATS-UNIS.

A l'égard de l'étranger naturalisé, on peut encore écrire aujourd'hui, comme le faisait M. Weiss avant la loi de 1906 : « La naturalisation dûment accordée est parfaite, indépendamment de toute condition à laquelle la législation du pays d'origine de l'étranger subordonnerait la rupture de son allégeance, par exemple de l'obtention d'un permis d'émigration... Et cette naturalisation donne à l'impétrant, tous les droits, elle le soumet à toutes les obligations du natif ».

La loi du 27 juillet 1868 a étendu la protection diplomatique aux naturalisés : « Tous citoyens naturalisés des Etats-Unis lorsqu'ils sont en pays étranger, ont droit, de la part du Gouvernement des Etats-Unis, à la même protection pour leur personne et leurs biens, qui est accordée aux citoyens natifs et doivent recevoir cette protection ». On sait combien effective

est la protection accordée par les pays anglo-saxons à leurs citoyens à l'étranger et les avantages réels qu'elle comporte.

Voici les seules différences à signaler entre la situation des Américains d'origine et celle des naturalisés : l'étranger naturalisé ne peut jamais être élu président ou vice-président de la République (Constitution, art. 2, section 1, § 5) ; il ne peut être nommé représentant que sept ans après son admission au droit de cité (Constitution, art. 1, section 2, § 2).

Ajoutons que l'étranger qui a seulement déclaré son intention de devenir citoyen des Etats-Unis est déjà dans une situation intermédiaire entre l'étranger ordinaire et le naturalisé. Ainsi, un passeport pourra lui être délivré, qui lui donnera droit à la protection du Gouvernement en pays étranger « sous ces réserves que le dit passeport ne sera valable que pendant six mois, qu'il ne sera pas renouvelable et ne donnera pas droit à la protection du Gouvernement des Etats-Unis dans le pays dont le titulaire était citoyen, avant d'avoir fait sa déclaration d'intention ». (Loi du 2 mars 1907, art. 1.)

GRANDE-BRETAGNE.

« Toute personne à laquelle un certificat de naturalisation est accordé par le Secrétaire d'Etat jouira, sous réserve des dispositions de la présente loi, de tous les droits, pouvoirs et privilèges politiques ou autres et sera assujettie à toutes les obligations, aux devoirs et

responsabilités dont jouissent et auxquels sont assujettis les sujets britanniques de naissance et à partir de la date de sa naturalisation, elle se trouve, à tous égards et à toutes fins, dans la situation d'un sujet britannique de naissance.

» L'article 3 de la loi d'établissement (qui refusait aux étrangers naturalisés le droit d'exercer certaines fonctions) s'applique comme si les mots *naturalisés* ou étaient supprimés ». (Loi du 7 août 1914, art. 3.)

Nous observerons que l'article 3 ci-dessus reconnaît à la naturalisation les effets les plus étendus. L'Anglais par naturalisation a exactement les mêmes droits que l'Anglais par naissance. C'est là une innovation capitale. En effet, l'article 7 de la loi de 1870 stipulait que l'étranger naturalisé « jouira des mêmes droits politiques ou autres que le citoyen d'origine, pourvu toutefois qu'il soit considéré comme citoyen britannique dans sa patrie d'origine, s'il vient à y séjourner ». Cette restriction n'existant plus, un Allemand naturalisé Anglais a pu devenir membre du Conseil privé.

Il est assez curieux de noter que l'article 25 de cette loi du 7 août 1914 laisse subsister, à côté de la naturalisation proprement dite, le « denization ». « Rien, dans la présente loi, ne peut affecter l'accord de lettres de denization par sa Majesté ». Voici la différence qui caractérise ces deux institutions : « Le denizen devient sujet britannique à dater des lettres, mais non depuis sa naissance, tandis que le naturalisé est placé, dans le Royaume-Uni, dans une situation équivalente à celle d'un sujet de naissance... Cette différence était importante quand les étrangers ne pouvaient acquérir ou

posséder d'immeubles, car un denizen ayant conservé le défaut de sang héritable ne pouvait hériter d'un immeuble, et sa descendance, née avant sa denization, ne pouvait non plus hériter de lui. La seule différence pratique qui subsiste actuellement semble être la suivante : aucune personne, née hors des possessions britanniques, quoique devenue denizen, sauf si elle est née de parents anglais, ne pourra faire partie du Conseil privé ou être membre de l'une des Chambres du Parlement, ou remplir des fonctions ou emplois de confiance civils ou militaires, ou obtenir des concessions de tenures ou biens immobiliers de la Couronne soit à elle-même soit à une autre ou d'autres en « trust » pour elle ». (Westlake trad. Goulé § 285.)

Le droit de faire des denizens ne sera probablement plus exercé (Dicey, 4^e édit., p. 157., Gey van Pittius, § 38, p. 84).

Du reste, la jurisprudence française ne considère pas la denization comme une véritable nationalité. La Cour de cassation a jugé qu'elle ne constituait pas l'acquisition de nationalité étrangère prévue par l'article 17 du Code civil. (Cas. Civ., 19 janvier 1919; Req. 29 août 1922; Paris, 27 juillet 1859, Sirey, 1859, 2, 677, etc.).

CANADA.

En ce qui concerne la nationalité impériale, le Canada a adopté purement et simplement la loi anglaise de 1914, sans autre modification que celle résultant de

l'adaptation de cette loi, à l'organisation administrative de ce pays. Cette loi est connue sous le nom de « Naturalization Act 1914 ».

La seule différence avec la loi anglaise qui soit intéressante à signaler est la suivante: la langue française étant officiellement reconnue au Canada, sa connaissance peut être exigée du candidat à la naturalisation aux lieu et place de la langue anglaise (art. 11).

A côté de la nationalité britannique ou impériale ainsi établie au Canada, il existe une nationalité canadienne régie par l'Immigration Act de 1910 et le Canadian National Act de 1921. L'avantage particulier attaché à cette nationalité locale semble être l'éligibilité à la Cour permanente de Justice Internationale, réservée, par le Canada, en ce qui touche sa représentation à ses propres citoyens. (Baker, *Recueil des Cours de l'Académie de droit international*, t. XIX, p. 416).

NOUVELLE-ZELANDE.

La Nouvelle-Zélande est un « self governing Dominion ». Après avoir refusé en 1923, d'admettre la naturalisation impériale, ce pays a, par une loi de 1928, adopté la loi de 1914 sur la nationalité britannique.

Il n'existe pas de loi néo-zélandaise sur la nationalité.

TERRE-NEUVE.

Le dominion de Terre-Neuve a appliqué, dès 1916, la loi sur la nationalité impériale avec quelques modifications de forme. La connaissance de l'anglais est exigée du postulant.

UNION DE L'AFRIQUE DU SUD.

Ici encore, le « British Nationality in the Union Act » de 1926 n'est autre que la loi anglaise de 1914, légèrement modifiée et adaptée aux institutions du pays.

La connaissance de la langue hollandaise, à défaut de la langue anglaise, est exigée du candidat à la naturalisation.

Mais à côté de la nationalité impériale, nous rencontrons dans ce dominion, une nationalité locale, dite « de l'Union sud-africaine » réglementée par la loi du 11 novembre 1927. Cette loi n'indique pas que la nationalité de l'Union puisse s'acquérir par une naturalisation proprement dite.

INDE ANGLAISE.

« Le droit de la nationalité dans l'Inde, écrit M. Calbairac, est contenu dans la loi de 1914, sur la nationalité britannique, complétée par la loi de 1926 sur la naturalisation indienne.

Naturalisation spéciale, qu'on peut qualifier de « naturalisation de sujet britannique indien » et qui confère tous les droits, privilèges et capacités dont jouissent les Anglais, nés sur le territoire de l'Inde. »

COLONIES DE LA COURONNE BRITANNIQUE.

Les lois anglaises de 1914, 1918 et 1922 sont, de plein droit, applicables aux Colonies de la Couronne.

GRECE.

Le principe d'égalité entre tous les citoyens d'origine ou naturalisés est consacré par la Constitution du 2 juin 1927.

Article 6: « Les Hellènes sont égaux devant la loi; ils contribuent indistinctement aux charges publiques dans la proportion de leur fortune. Aux fonctions publiques, ne sont admis que des citoyens hellènes, sauf les exceptions introduites par des lois spéciales (exceptions s'appliquant à des non-hellènes)...

« Sont citoyens, ceux qui en ont acquis ou acquièrent cette qualité, conformément aux lois de l'Etat... »

HAÏTI.

L'article 5 de la loi du 22 août 1907 comporte un article 5 ainsi conçu : « Tout étranger peut devenir haïtien par la naturalisation, après deux ans de résidence en Haïti. Cependant, il ne sera admis à l'exercice des droits politiques que cinq ans après sa naturalisation ».

ITALIE.

L'un des buts que se proposa la loi de 1912 fut celui de simplifier et de réduire les nombreux procédés ordinaires de naturalisation. En fait, le Code civil de 1865, la loi du 31 janvier 1901 et celle du 17 mai 1906 avaient institué cinq sortes de naturalisations. La loi de 1912 n'en connaît plus que deux : la naturalisation ordinaire, accordée par décret royal sur avis du Conseil d'Etat et la naturalisation de faveur, accordée par la loi.

Toutes les deux confèrent les droits civils et politiques.

A cet effet, on doit rappeler que le projet du Gouvernement de 1910 disposait que les étrangers naturalisés par décret ne pouvaient être élus députés ou nommés sénateurs jusqu'à l'expiration d'un délai de cinq années à partir de la date du décret de naturalisation. Mais le Sénat fut d'avis d'élargir la jouissance des droits politiques sans restrictions ou conditions de stage à tous les naturalisés.

L'expérience ayant démontré que la disparition de la petite nationalité (ne donnant pas lieu à la jouissance des droits politiques et n'entraînant pas les obligations afférentes au service militaire), n'avait été ni nécessaire ni utile, celle-ci fut rétablie par des lois spéciales. (Décret-loi du 10 septembre 1922).

En tenant compte de cette tendance législative, le nouveau projet a adopté l'ancien système du Code civil de 1865, en instituant deux types de nationalité concédée par décret : la nationalité ne donnant pas lieu à la jouissance des droits politiques et n'entraînant pas les obligations militaires, et la nationalité *pleno jure* qui donne tous les droits et entraîne, en même temps, toutes les obligations qui sont rattachées à la qualité de citoyen italien. (*Répertoire de droit international*, de Lapradelle et Niboyet, t. 9, page 674).

JAPON.

Au Japon, la naturalisation ne confère pas la jouissance de droits politiques.

« Aucun naturalisé et aucun descendant de naturalisé (première génération) ne peut devenir ministre d'Etat, président, vice-président ou membre du Conseil privé, général ou amiral, employé supérieur de la Maison impériale, envoyé extraordinaire ou ministre plénipotentiaire, président de la Cour suprême, de la Cour des Comptes ou de la Cour du Droit administratif, membre de la Chambre des Pairs ou de la Chambre des Députés, à moins qu'il n'ait obtenu une naturalisation spéciale,

dite de faveur, pour services rendus ». Dans ce cas, les incapacités que nous venons d'énumérer disparaissent après un délai de cinq années. (Articles 11, 16 et 17, de la loi sur la nationalité, n° 66, de mars 1889, révisée en 1916, en 1924, et promulguée le 1^{er} décembre 1924.)

LUXEMBOURG.

Aux termes de l'article 1^{er} de la loi du 12 novembre 1848 sur les naturalisations : « La naturalisation confère à l'étranger tous les droits civils et politiques, attachés à la qualité de Luxembourgeois ».

Nous retrouvons la confirmation de cette règle dans l'article 10 de la Constitution du 17 octobre 1868 : article 10 : « La naturalisation est accordée par le pouvoir législatif. Elle assimile l'étranger au Luxembourgeois pour l'exercice des droits politiques ».

NORVEGE.

La loi du 8 août 1924, sur l'acquisition et la perte de la nationalité norvégienne, autorise « le Roi ou l'autorité désignée par lui » à conférer des certificats de naturalisation (art. 5).

Si la demande de l'étranger est acceptée, il « déclare fidélité à la Constitution » et est admis à la jouissance et à l'exercice de tous les droits que comporte la qualité de citoyen.

PAYS-BAS.

L'acquisition de la naturalisation néerlandaise est réglée principalement par les articles 3 et suivants de la loi de 1892.

La naturalisation est concédée par une loi et prend date dès sa mise en vigueur (art. 3).

Elle assimile complètement l'étranger aux Néerlandais d'origine.

Le deuxième alinéa de l'article 4, qui déclare : « La loi par laquelle la naturalisation est accordée règle, dans chaque cas spécial, les conditions y attachées » vise, à notre avis, exclusivement la naturalisation pour services rendus à l'Etat, naturalisation dont les conditions — et non les effets — sont laissées, dans chaque cas particulier, à l'appréciation souveraine du pouvoir législatif.

Il n'existe pas de nationalité ni de naturalisation propres aux Indes Néerlandaises et autres colonies de la Couronne. Les indigènes de ces possessions sont sujets néerlandais (loi du 8 février 1910). Toutefois il faut observer que, pour la naturalisation en Hollande, le séjour dans les colonies compte au même titre que le séjour dans la métropole (Art. 3, § 2, de la loi de 1892).

POLOGNE.

La nationalité polonaise s'acquiert, non seulement par la nationalisation (attribution), mais aussi par

l'admission, soit aux fonctions publiques, soit au service militaire (Loi du 20 janvier 1920).

La République garantit à tous ses citoyens égalité, protection et liberté, sans distinction d'origine, de langue, de race ou de religion. Certaines tolérances administratives existent en faveur des minorités nationales, confessionnelles ou linguistiques (Constitution du 17 mars 1920).

PORTUGAL.

L'étranger naturalisé ne pourra exercer de fonctions publiques d'aucune sorte, ni remplir des fonctions d'administrateur ou de surveillant dans des sociétés ou autres organisations liées à l'Etat par un contrat ou subventionnées par lui, avant l'expiration d'un délai de cinq ans, au moins, à dater de sa naturalisation.

Pendant le même délai, l'étranger naturalisé sera soumis, quant à l'acquisition et à la possession des biens immobiliers, aux mêmes restrictions que celles qui existent à l'égard des étrangers (Décret du 2 décembre 1910, art. 3).

ROUMANIE.

La naturalisation assimile les étrangers aux Roumains, aussi bien en ce qui concerne la jouissance des droits civils qu'en ce qui concerne la jouissance des droits politiques (art. 33 de la loi de 1924).

La Constitution du 29 mars 1923 avait d'ailleurs déjà décrété :

1° Aucune distinction de religion, de confession, d'origine ethnique ou de langue ne peut être faite et constituer un empêchement pour l'obtention ou l'exercice des droits civils et politiques.

2° La naturalisation fait de l'étranger naturalisé l'égal du Roumain natif pour l'exercice des droits politiques.

3° Les juifs sont égaux aux autres citoyens au point de vue de la nationalité.

Sous la législation antérieure, les Juifs étaient, en Roumanie, des « heimatlos » et pouvaient être expulsés.

U. R. S. S.

La naturalisation présente, en U. R. S. S., un caractère très différent des principes qui sont en usage dans les autres pays européens. Cette originalité est due au caractère nettement « internationaliste » du régime.

Les étrangers jouissent, en effet, de tous les droits politiques généralement réservés aux nationaux. (Décret de 1924, art. 6 — Règlement de 1930, art. 6.)

Mais ces textes visent uniquement la jouissance des droits politiques et non la nationalité.

Celle-ci peut être acquise par naturalisation. La législation soviétique n'impose aucune condition pour devenir citoyen de l'U. R. S. S. Il suffit de demander à acquérir la nationalité soviétique. L'admission sera

plus ou moins facile, selon que l'on sera ouvrier ou paysan ou que l'on appartiendra à une autre classe sociale. Mais il n'est point exigé que le candidat ait vécu, pendant un temps plus ou moins long, sur le territoire de l'U. R. S. S. (il peut même résider à l'étranger), pas plus qu'on ne réclame de lui de prouver qu'il possède un minimum de ressources. On ne l'astreint même pas au paiement d'une taxe quelconque pour lui accorder la naturalisation. (Dufour : « La nationalité dans l'U. R. S. S. » *Rev. génér. dr. Inter. public*, juillet-octobre 1930.)

SUEDE.

Après la guerre de 1914, la législation suédoise a rendu plus difficile la naturalisation dans le Royaume, mais elle n'a pas cru devoir établir une incapacité quelconque à l'égard des naturalisés; ceux-ci jouissent des mêmes droits et bénéficient de la même protection que les nationaux d'origine.

SUISSE.

En 1919, la Suisse où s'étaient réfugiés de nombreux étrangers a jugé nécessaire de se montrer moins libérale en matière de naturalisation.

L'article 2, alinéa 1, de la loi fédérale du 25 juin 1903 n'exigeait, de l'étranger, qu'un domicile de deux ans.

La durée de ce stage fut portée à quatre puis à six ans (Loi fédérale du 26 juin 1920).

Il y a lieu de rappeler qu'en mars 1920, une initiative populaire, signée de 59.812 personnes, tendant à exiger un stage encore plus long et à exclure les naturalisés des fonctions publiques « s'ils n'ont pas eu leur domicile effectif en Suisse pendant au moins douze ans depuis l'âge de cinq ans révolus jusqu'à leur majorité », n'a pas eu l'approbation du Conseil fédéral et a été rejetée par les électeurs.

TCHECOSLOVAQUIE.

En l'absence de textes organisant un système législatif en matière de nationalité, il semble que la naturalisation tchécoslovaque soit régie encore de nos jours par les anciennes lois autrichienne et hongroise.

De l'article 4 de la Constitution de 1920, ainsi conçu : « La nationalité dans la République tchécoslovaque est unique et uniforme », on peut déduire que l'assimilation du naturalisé au national par naissance est complète et absolue.

YOUgoslavie.

Dans la loi du 18 septembre 1928, sur la nationalité, figure un article 18 qui déclare : « La naturalisation n'a pas d'effet rétroactif. Le naturalisé devient ressor-

tissant du Royaume, seulement après qu'il a prêté serment, conformément au paragraphe ci-dessus et à compter du jour de la prestation. Il acquiert tous les droits civils et politiques en tant que les lois spéciales ne limitent pas ces droits pour les naturalisés ».

Il faut rappeler ici que la naturalisation n'est concédée en Yougoslavie qu'après une résidence de dix ans, sauf quand il s'agit de naturalisation exceptionnelle. Il faut rappeler également qu'un naturalisé ne peut devenir fonctionnaire dans le royaume que s'il y est établi depuis au moins dix ans.

Selon M. E.-P. Thébault, ce dernier délai de dix ans se confond avec le délai même, requis pour la naturalisation. Le naturalisé ordinaire peut donc devenir fonctionnaire dès la prestation de serment. Par contre, le naturalisé « exceptionnel » n'ayant pas résidé nécessairement en Yougoslavie pendant dix ans devra attendre l'écoulement de ce terme pour pouvoir exercer une fonction publique sauf s'il appartient à la race serbe, croate ou slovène. Des dispenses de stage peuvent être accordées aux naturalisés d'une autre race, par décision du Conseil des ministres, après avis du Conseil d'Etat.

BIBLIOGRAPHIE.

- AUBURTIN (F.). — *La Natalité*. Edit. Crès et C^{ie}, Paris.
- BOISJOSLIN (J. DE). — *Les Peuples de la France*. (Ethnographie nationale). Paris, 1878.
- CRÉTINON. — Nouvel aspect des Problèmes de la Natalité et de l'Emigration. (*Chronique sociale de France*, 1928).
- LAMBERT (CH.). — *La France et les Etrangers*. Paris, 1928.
- MAUCO (G.). — *Les Etrangers en France*. Paris, 1932.
- RABINOWICZ (L.). — Le Problème de la Population en France. Paris, 1929.
- Revue de l'Alliance Nationale pour l'accroissement de population française*. Paris, années 1930-1936.

*
**

- AUDINET (EUG.). — La Nationalité Française, Etude critique de la loi du 10 août 1927 (*Revue critique de Droit international*, 1928).
- AUGER. — La Nationalité, Son nouveau régime (*Revue du Notariat et de l'Enregistrement*, 1927).
- DE BOECK. — Commentaire de la loi du 10 août 1927 (*Dalloz*, 1928 4, 1).
- BOSCO. — Note sur la loi française du 10 août 1927 (*Revista di dritto internazionale*, 1927).
- BOURBOUSSON (E.). — *Traité général de la Nationalité dans les cinq parties du monde*. Paris, 1931.
- CRÉMIEU. — Le rétablissement du délit de manquement au devoir de loyalisme à propos de la loi du 10 août 1927 (*Semaine juridique*, 1927).

- DOSSET. — *Les tendances de la législation française en matière de nationalité de 1913 à 1927. Histoire de la loi du 10 août 1927*. Thèse. Toulouse, 1931.
- GARNER (J.-W.) — The new French code of nationality (*American Journal of International Law*, 1928).
- GOULÉ. — Le code de la Nationalité. Commentaire de la loi du 10 août 1927 (*Semaine juridique*, 1927).
- HOUTTE (VAN). — La réglementation internationale des questions de nationalité et loi française du 10 août 1927 (*Revue de droit international et de législation comparée*, 1930).
- LAPRADELLE (A. DE) et NIBOYET. — *Répertoire de Droit International*. Tome IX : *Nationalité*. Paris, Sirey, 1931.
- LAURENT. — La Nationalité. Modifications apportées par la loi du 10 août 1927 (*Journal des notaires*, 1927).
- LEREBOURS-PIGEONNIÈRE. — La loi du 10 août 1927 sur la nationalité (*Dalloz hebdomadaire*, 1927).
- LEREBOURS-PIGEONNIÈRE. — *Précis de droit international privé*. Paris, 1928.
- LIDJI et LE MOAL. — *La naturalisation selon la loi du 10 août 1927*. Paris 1928.
- LOUIS-LUCAS (P.). — *La nationalité française. Droit positif et conflits de lois*. Paris, 1929.
- LOUIS-LUCAS (P.). — La francisation du nom des naturalisés (*Semaine juridique*, 1929, et *Revue critique de droit international*, 1929).
- LOUIS-LUCAS (P.). — La nouvelle convention franco-belge sur les conflits en matière de recrutement militaire (*Revue critique de droit international*, 1930).
- NIBOYET. — *Supplément au Manuel de droit international privé de Pillet et Niboyet. Commentaire de la nouvelle loi sur la nationalité du 10 août 1927*. Paris, 1928.
- NIBOYET. — *Précis élémentaire de droit international privé*. 2^e éd. Paris, 1932.

- NIBOYET. — *Manuel de droit international privé*. 2^e éd. Paris, 1928.
- NOGARO (J.). — *Les Traités d'Etablissement et le Droit des Etrangers en France*, Thèse. Paris, 1930.
- PICOT. — *La réforme de la loi française sur la nationalité*, Thèse. Paris, 1928.
- SALMON-RICCI. — *La naturalisation des étrangers en France*, Thèse. Dijon, 1929.
- SAVATIER. — La nationalité française d'après la loi du 10 août 1927 (*Les lois Nouvelles*, 1927).
- SCHWALB. — Das neue französische Nationalitätengesetz im Rahmen der Gesamtpolitik Frankreichs (*Deutsche Juristenzeitung*, 1928).
- SIREY. — Commentaire de la loi du 10 août 1927 (*Lois annotées*, 1927, p. 1113).
- SPEIDEL. — *Das französische Gesetz über die Staatsangehörigkeit vom 10. August 1927*. Stuttgart, 1929.
- TABACOVICI. — *De la naturalisation en droit français, en droit comparé et en droit international*, Thèse. Paris, 1929.
- DE THIBOUVILLE. — La nationalité (Loi du 10 août 1927) (*Journal des notaires*, 1928).
- TROULLIER. — Remarques sur la loi du 10 août 1927 (*Annuaire de législation française*, 1928).
- VALÉRY. — *La nationalité française* (Commentaire de la loi du 10 août 1927). Paris, 1927.
- VOIRIN. — Notes parlementaires (*Revue trimestrielle de droit civil*, 1927).
- WEISS. — *Manuel de droit international privé*. 9^e éd. Supplément, *Loi sur la Nationalité*. Paris, 1928.
-

Table des Matières.

INTRODUCTION.

La naturalisation en France.	
Les divers aspects du problème	9

CHAPITRE I.

Préliminaires. — Objets de la présente étude . . .	39
--	----

CHAPITRE II.

La loi du 10 août 1927	53
Section I. — Conditions de la naturalisation . .	55
§ 1. — Régime de droit commun	58
Condition de capacité	58
Condition de stage	62
§ 2. — Régime de faveur	67
Premier type	67
Deuxième type	75
Troisième type	79
§ 3. — Naturalisations spéciales	80
Section II. — Procédure de la naturalisation . .	83
§ 1. — La demande de décret	83
§ 2. — L'enquête	85
§ 3. — Le décret de naturalisation	87
§ 4. — Les voies de recours	89
Section III. — Effets de la naturalisation . . .	93
§ 1. — Effets envers le naturalisé	94

§ 2. — Effets envers les membres de la famille du naturalisé	105
Femme et enfants majeurs du naturalisé	106
Enfants mineurs du naturalisé	108
§ 3. — Du nom et des titres du naturalisé	112

CHAPITRE III.

Les lois des 19 juillet 1934 et 28 août 1936	115
Section I. — La loi du 19 juillet 1934	117
§ 1. — Caractères généraux de la loi	117
§ 2. — Analyse de la loi du 19 juillet 1934	126
Personnes visées par la loi	126
Quelles sont les fonctions dont l'accès est interdit aux naturalisés	129
1° — Fonctions publiques	129
2° — Offices ministériels	134
3° — Profession d'avocat	136
§ 3. — Application dans le temps de la loi du 19 juillet 1934	142
Section II. — La loi du 28 août 1936	158

CHAPITRE IV.

La loi du 26 juillet 1935 sur l'exercice de la médecine	165
---	-----

CHAPITRE V.

De la dénaturalisation	171
§ 1. — Retrait de la naturalisation par applica- tion des lois des 7 avril et 18 juin 1917	174
§ 2. — Déchéance judiciaire de la nationalité par application des art. 9-5° et 10 de la loi du 10 août 1927	179

Conditions de la déchéance	183
1° — Personnes visées par la loi	183
2° — Actes coupables	185
Procédure de la déchéance	187
Effets de la déchéance	189

CHAPITRE VI.

Les législations étrangères	193
Bibliographie	221

Vu : Le Président de la Thèse,

A. DE LA PRADELLE.

Vu : Le Doyen,

E. ALLIX.

Vu et permis d'imprimer :

Le Recteur de l'Académie de Paris.

Pour le Recteur :

L'Inspecteur de l'Académie,

G. RIMEY.

Des Presses des
Etablissements d'Imprimerie « L'AVENIR »
27, place de Jamblinne de Meux
BRUXELLES
Téléphone 33 18 28

Imprimé en Belgique.

